

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°172	
--	-------	--

JUILLET 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

## Sommaire

- **IL Y A DIX ANS GHASSEMLOU**
- **PARIS : LA QUESTION KURDE À L'ORDRE DU JOUR DU PARLEMENT FRANÇAIS**
- **ANKARA MENACE L'UNION EUROPÉENNE DE REVENIR SUR L'ACCORD D'UNION DOUANIÈRE**
- **LA TURQUIE ENLÈVE EN EUROPE UN RÉFUGIÉ POLITIQUE KURDE ET LANCE DES MANDATS D'ARRÊT INTERNATIONAUX CONTRE 32 MEMBRES DU " PARLEMENT KURDE EN EXIL "**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE LE MÊME JOUR DANS 15 AFFAIRES DIFFÉRENTES POUR VIOLATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES KURDES**
- **LE CHANTEUR AHMET KAYA, MENACÉ DE 10,5 ANS DE PRISON POUR UNE CHANSON EN KURDE, FAIT L'OBJET D'UNE CAMPAGNE DE LYNCHAGE MÉDIATIQUE EN TURQUIE**
- **LE GOUVERNEMENT TURC AUTORISE LE BLANCHIMENT D'ARGENT PENDANT ENCORE TROIS ANS**
- **25 ANS APRÈS L'OCCUPATION MILITAIRE DE CHYPRE, LE PRÉSIDENT TURC ESTIME " IMPENSABLE DE RÉUNIR SOUS LE TOIT DU MÊME ÉTAT TURCS ET GRECS CHYPRIOTES DE L'ÎLE "**
- **AINSI QUE...**

---

## IL Y A DIX ANS GHASSEMLOU...

**L**A communauté kurde, un peu partout en Europe et au Kurdistan, a commémoré par des manifestations diverses, l'assassinat, le 13 juillet 1989 à Vienne (Autriche) du Dr. Abdulrahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien, et de deux de ses compagnons. Abdullah Ghaderi et Dr. Fazil Rassoul par des émissaires du président iranien en plein " pourparlers de paix ". (voir notre bulletin spécial *Dr. Ghassemlou*, sur les

circonstances de ces meurtres d'Etat). Le 13 juillet ses amis de toutes origines se sont retrouvés au cimetière parisien du Père Lachaise pour rendre hommage au leader kurde disparu.

Auparavant, le 18 juin, une cérémonie commémorative s'est tenue dans la salle Colbert de l'Assemblée Nationale française avec le soutien de l'Internationale Socialiste et du Parti socialiste français. Des personnalités kurdes, iraniennes et occidentales ont

évoqué les divers aspects de la vie et de l'œuvre du Dr. Ghassemlou devant un auditoire de plus de deux cents invités. Ont notamment pris la parole Mme. Danielle Mitterrand, M. Bernard Kouchner, ministre français de la Santé, Lord Avebury, président du Comité des droits de l'homme du Parlement britannique, Gérard Chaliand, écrivain, Dr. Bernard Grandjon, président d'honneur de Médecins du Monde, Alain Chenal, délégué du PS pour les pays méditerranéens, Juliette Mincès, sociologue, Marc Kravertz, journaliste, Dr. Mahmoud Othman, Kendal Nezan et bien sûr, Abdullah Hassanzadeh, le nouveau secrétaire général du PDKI.

Me Hans-Goachim Ehrig, avocat allemand dans l'affaire du quadruple assassinat de dirigeants kurde iraniens en septembre 1992 à Berlin au restaurant Mykonos a fait le point sur cette affaire. De son côté, le député vert autrichien, Peter Pilz, auteur d'un livre sur l'assassinat du Dr. Ghassemlou a expliqué les raisons d'Etat, pour lesquelles l'Autriche a étouffé l'affaire Ghassemlou malgré une série d'actions spectaculaires comme par exemple la grève des sessions parlementaires par les députés verts autrichiens. " *Mais nous allons poursuivre avec toute la ténacité nécessaire notre combat pour la vérité et la justice car il y va de l'honneur de notre peuple et de l'avenir de la démocratie autrichienne* " a-t-il conclu.

L'ex-ambassadeur américain en Croatie, M. Peter CGalbrath, et la parlementaire travailliste britannique Mme. Ann Clwyd ont également assisté à cette réunion de souvenir. Les

cérémonies à la mémoire du Dr. Ghassemlou se déroulèrent dans d'autres capitales européennes tout au long du mois de juillet à un moment où la République islamique faisait face à une série de manifestations estudiantines spectaculaires pour la liberté d'expression et pour les réformes démocratiques... Contrairement à la plupart des opposants iraniens prédisant la chute du régime islamique "dans quelques mois", Ghassemlou dès 1979, s'employait à convaincre ses partisans que leur combat pour la démocratie en Iran et l'autonomie du Kurdistan pourrait prendre 25 ans, le temps pour les enfants nés avec la République islamique d'atteindre l'âge de contester dans ses fondements même et d'inventer un avenir plus moderne, plus démocratique pour l'Iran. L'histoire va-t-elle donner raison à cet homme qui fut visionnaire dans bien d'autres domaines ?

condamnation d'Öcalan ne résout rien et qu'une approche purement répressive ne permettra pas de définir la solution (...) C'est pourquoi il faut plus que jamais privilégier une approche politique de la question kurde, fondée sur le renforcement des droits culturels, sur l'aspiration démocratique ainsi que sur une relance du programme de développement du sud est du pays (...) L'Union européenne est prête à aider la Turquie à résoudre ce problème et, naturellement, la France appuiera ses efforts".

## ANKARA MENACE L'UNION EUROPEENNE DE REVENIR SUR L'ACCORD D'UNION DOUANIÈRE

LES autorités turques ont saisi l'occasion de la visite en Turquie de J. Fisher, ministre allemand des Affaires étrangères, pour réitérer la candidature d'Ankara à l'Union européenne. Cependant, elles ont clairement menacé l'UE de faire marche arrière si la conférence d'Helsinki n'incluait pas la Turquie parmi les 11 candidats déjà sélectionnés lors de la conférence de Luxembourg. " La conférence d'Helsinki est la dernière chance. S'il n'y a pas de résultat, l'Union européenne cessera d'être une priorité pour nous. Nous réexaminerons alors dans ce nouveau cadre l'union douanière. " a déclaré Ismail Cem, ministre turc des Affaires étrangères.

Sur le banc des touches de l'UE depuis plus de trente ans à cause principalement de la situation des droits de l'homme, la Turquie n'entend décidément pas les appels de l'UE. Le Premier ministre Ecevit a déclaré que les droits de l'homme seront améliorés mais pas parce que l'Europe le demandait. Selon lui, la Turquie a fait assez de concessions et c'est au tour de l'UE de faire des sacrifices. Il a d'autre part critiqué la résolution du Parlement européen demandant la non

## PARIS : LA QUESTION KURDE À L'ORDRE DU JOUR DU PARLEMENT FRANÇAIS

LES députés de la gauche plurielle ont interpellé M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes sur la condamnation à mort d'Abdullah Öcalan (JO: 30-6-99). François Loncle, député socialiste de l'Eure, a souligné : " certes, la dérive terroriste des activistes kurdes n'est pas acceptable. Mais on ne peut occulter le sort tragique réservé à la population kurde en Turquie, comme d'ailleurs en Irak : les milliers de morts, les villages évacués ou détruits, les millions de personnes déplacées, les députés emprisonnés, les défenseurs des droits de l'homme persécutés ". Il a été très applaudi sur les bancs des députés lorsqu'il a ajouté qu'"après que la communauté

internationale est intervenue, au nom du droit, au Kosovo, on peut difficilement admettre qu'elle se taise à propos de la situation des Kurdes, dont les droits sont bafoués".

Pierre Moscovici tout en déplorant " les conditions et les conclusions " du procès d'Abdullah Öcalan a répondu que "le verdict est, hélas ! sans surprise " et a rappelé que " toutes les voies de recours ne sont pas épuisées " et que " la non-application de la peine de mort relève des valeurs communes, et donc des acquis de l'Union européenne".

Interpellé par le député RPR de l'Isère, Richard Cazenave, le ministre délégué chargé des affaires européennes a ponctué en disant qu'" il est clair que la

*application de la peine de mort prononcée contre Abdullah Öcalan en précisant que " c'est irrespectueux ". Un des plus importants quotidiens turcs, Hurriyet, titrait sa Une le 24 juillet 1999 " Soit la candidature, Soit la désunion ".*

À Strasbourg, le Parlement Européen, fraîchement élu, a adopté une résolution le 22 juillet 99 sur la condamnation d'Abdullah Öcalan à la peine capitale et l'évolution future de la question kurde en Turquie. Le Parlement a condamné la sentence frappant A. Öcalan, réitère " sa ferme opposition à l'application de la peine de mort " et demande " instamment aux autorités turques de ne pas exécuter la peine ".

*Par ailleurs le Parlement européen a émis des doutes sur le fait qu'Abdullah Öcalan " ait bénéficié d'un procès équitable en raison de la procédure à laquelle a recouru la Cour de sûreté de l'Etat " et a souligné que " pendant presque toute la durée un juge militaire a participé au procès ". L'Instance européenne a également estimé que " l'exécution de M. Öcalan aurait de sérieuses implications pour la sécurité et la stabilité en Europe et qu'elle porterait préjudice au processus d'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne ". Le Parlement a conclu en demandant au gouvernement turc " de s'attaquer aux causes du conflit en Turquie en recherchant une solution qui reconnaît les droits politiques, sociaux et culturels de la population kurde " et au PKK " de mettre un terme aux actes de violence et de terrorisme et de collaborer à la recherche d'une solution pacifique en Turquie ".*

Cependant, Interrogé par le quotidien turc *Milliyet* le 6 juillet 1999, le général turc en retraite Kemal Yavuz, consultant privilégié de la presse quant il s'agit de prendre le pouls de la haute hiérarchie de l'armée turque, a appelé à l'exécution d'Abdullah Öcalan. Selon K. Yavuz, Öcalan en prison ne pourra être qu' " une

*bombe à retardement " pour la Turquie. " Il ne sera qu'un objet constamment utilisé par les pays étrangers (...) Pendant que des mouvements anarchistes entreprendront des activités armées ou se livreront à des prises d'otages en demandant la libéralisation d'Öcalan, les étrangers, qui aujourd'hui se contentent de son emprisonnement, commenceront à mettre la pression pour demander sa grâce ou son exil à l'étranger " a déclaré le général. Pointant du doigt l'Union européenne, il a ajouté : " Devrons-nous nous soumettre aux ordres de l'Europe ? Que gagnera la Turquie si elle entreprenait des démarches à la demande des Européens ? La candidature à l'Union ? (...) Quel sacrifice faut-il encore demander à ce pays qui n'est même pas considéré aussi européen que la Bulgarie ou la Roumanie ? (...) N'a-t-on pas vécu en tant que nation il y a 80 ans ce que la soumission à la pression des étrangers nous apportait ? ". Le général Yavuz a ensuite sévèrement critiqué les dirigeants du pays en affirmant que depuis une quarantaine d'années [ndlr : date du passage au multipartisme] le pays est dirigé par des personnes irresponsables, sans formation et affichant une affligeante impéritie. Finalement il a ponctué en déclarant qu'il était impossible d'expliquer à ceux dont les fils sont morts en combattant le*

*PKK que " l'intérêt du pays demande qu'Öcalan soit seulement emprisonné ".*

*De son côté, le conseil exécutif du PKK a appelé le 6 juillet 1999 ses militants à " intensifier la lutte ". Trois actes de violences graves ont été attribués aux combattants kurdes depuis la condamnation. Le 1<sup>er</sup> juillet un café d'Elazig a été mitraillé, il y a eu 4 morts. Le 4 juillet, une explosion dans un parc bondé d'un quartier d'Istanbul a fait un mort et 25 blessés. Le lendemain, une jeune fille de 19 ans a été tuée dans l'explosion de bombes qu'elle transportait, blessant 17 personnes près d'un poste de police d'Adana. Abdullah Öcalan a déclaré qu'il n'approuvait pas la série de violences attribuées aux rebelles kurdes et a renouvelé son offre de paix avertissant qu'il pourra perdre le contrôle du PKK si sa situation n'évoluait pas favorablement.*

*Par ailleurs les autorités turques ont annoncé que 13 combattants du PKK ont été tués lors d'opérations de l'armée au cours de la semaine écoulée dans les provinces de Sirnak, Diyarbakir, Hakkari, Mardin et Van. Ce bilan s'ajoute aux 40 rebelles du PKK tués lors d'une incursion d'une semaine des forces turques dans le nord de l'Irak qui s'est achevée le 10 juillet 99.*

## **LA TURQUIE ENLÈVE EN EUROPE UN RÉFUGIÉ POLITIQUE KURDE ET LANCE DES MANDATS D'ARRÊT INTERNATIONAUX CONTRE 32 MEMBRES DU " PARLEMENT KURDE EN EXILE "**

**U***N réfugié politique kurde présenté comm un responsable du PKK, Cevat Soysal, a été capturé par les services spéciaux turcs le 21 juillet 99. Le Premier ministre Bülent Ecevit est intervenu personnellement à la télévision pour annoncer la capture " en Europe " du " numéro deux du Parti des Travailleurs du Kurdistan " lors d'une " opération couronnée de succès ". Tout comme l'arrestation d'A. Öcalan le 15*

*février 1999 à Nairobi, les autorités turques sont restées dans le flou sur les circonstances exactes de l'arrestation de C. Soysal.*

*L'ERNK, la branche politique du PKK, a démenti que Soysal soit un cadre de haut rang et affirmé qu'il avait été livré aux autorités turques par la Moldavie, où il aurait été détenu depuis une semaine. Les autorités turques et moldaves ont fermement démenti cependant l'implication de la Moldavie. L'ERNK a d'autre part*

précisé que cette arrestation "jette une ombre sur le processus de paix lancé par le président Apo". Dans un communiqué du conseil du commandement du PKK, le 22 juillet 99, le PKK a menacé la Turquie d'"user de son droit de représailles" en précisant : "les actes internationaux de piraterie et de terrorisme donnent à notre parti le droit de représailles. Si rien n'est fait pour arrêter ces actes commis par la Turquie, ce droit légitime va sans doute être utilisé".

*Cevat Soysal, titulaire du statut de réfugié politique en Allemagne, sera jugé en vertu des articles 168 et 125 du code pénal turc pour respectivement "formation de bande armée" et "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie" a annoncé le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, Nuh Mete Yüksel. La presse des 22 et 23 juillet a publié des photos d'un Soysal gravement torturé ne pouvant plus se tenir debout ni utiliser ses bras.*

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fisher a demandé à Ankara d'enquêter sur les accusations de torture sur la personne de Cevat Soysal.

*Dans une lettre remise, le 28 février 99, à son homologue turc Ismail Cem, M. Fisher, a demandé que Cevat Soysal puisse être examiné par un médecin de confiance. Le peu d'images diffusées de C. Soysal, montrent un homme incapable de se tenir debout, soutenu par deux personnes à la fois. Les avocats de l'intéressé ont déclaré qu'il avait fait l'objet de tortures multiples pendant 11 jours, après quoi les autorités turques s'étaient décidées à annoncer triomphalement son arrestation à la presse. Les avocats assurant sa défense ont déclaré le 30 juillet avoir déposé une plainte contre la Turquie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.*

D'autre part, La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a renvoyé le 27 juillet 99 le dossier d'Abdullah Öcalan, condamné à la peine de mort pour

séparatisme et trahison le 29 juin, à la Cour de cassation. Le président Suleyman Demirel a déclaré que la Turquie était confrontée à une décision délicate. Il a indiqué que "la décision d'exécution est politique. Bien entendu, c'est un sujet très sensible. La Turquie ne s'est pas trouvée face à un sujet si sensible depuis des années".

Enfin, le 26 juillet, le procureur turc, Nuh Mete Yüksel, a délivré un mandat d'arrêt international contre 32 membres du Parlement kurde en exil basé à Bruxelles. Poursuivis pour "constitution de groupes armés illégaux en vue d'activités contre l'unité turque", Ankara a ordonné l'arrestation de Yasar Kaya, le président du Parlement kurde et de ses collègues

qui sont passibles d'au moins quinze ans de prison chacun.

Yasar Kaya a demandé la protection de l'ONU en soulignant que les membres de son Parlement avaient le statut de réfugiés politiques et devaient être protégés par les Nations Unies. Le Parlement kurde autoproclamé en exil à Bruxelles, créé le 12 avril 1995 à La Haye, compte 165 personnes et cherche une solution négociée au conflit kurde.

*Par ailleurs, une délégation de cinq personnes de ce "Parlement kurde en exil" a été reçue le 29 juillet 1999, à Vitoria par le président du Parlement autonome du Pays basque espagnol malgré les pressions turques et les protestations de Madrid.*

## **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE LE MÊME JOUR DANS 15 AFFAIRES DIFFÉRENTES POUR VIOLATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES KURDES**

**L**a Cour européenne des droits de l'homme a, le 8 juillet 1999, condamné la Turquie dans 15 affaires ; 11 pour violation de la liberté de l'expression des Kurdes, 9 pour violation du droit à être jugé par un tribunal indépendant et impartial et 2 cas où des Kurdes avaient été torturés et tués.

La Cour a conclu dans 11 cas à la violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme dont la Turquie est signataire. 13 requêtes avaient été déposées par des journalistes, avocats, syndicalistes, écrivains ou universitaires, condamnés à plusieurs mois de prison et plusieurs milliers de francs d'amende pour "propagande séparatiste", après avoir publié ou laissé publier des propos favorables à la cause kurde. Parmi eux figurent notamment le journaliste Haluk

Gerger, Fikret Baskaya, professeur d'économie, Munir Ceylan et Kamil Tekin Sürek, réciproquement ancien président du syndicat des travailleurs du secteur pétrolier et l'éditeur de l'hebdomadaire d'Istanbul "Haberde Yorumda Gerçek" [ndlr : Nouvelles et Commentaires : la Vérité] qui était à l'origine de cinq requêtes. La Cour a jugé que "les condamnations litigieuses s'analysaient en des 'ingérences' dans le droit à la liberté d'expression des requérants". Les juges ont considéré que les ingérences, bien que prévues par la législation turque, ne pouvaient passer pour "nécessaires dans une société démocratique". La Turquie a été condamnée à verser aux requérants des sommes de 30 à 40 000 francs pour dommage moral, certains pour dommages matériels, ainsi qu'aux frais et dépens.

Les condamnations ayant été prononcées par des cours de sûreté de l'Etat où siégeait encore un juge militaire, la Cour a également jugé que l'article 6 de la Convention européenne - droit à un tribunal indépendant et impartial - avait été violé par les autorités turques. Le Parlement turc avait, le 18 juin, voté à la hâte et pour la procès d'Abdullah Öcalan, la démilitarisation de ces cours.

Par ailleurs, la Cour a estimé qu'il y avait eu violation du droit à la vie dans deux affaires. La première avait été déposée par la veuve de Zeki Tanrikulu, un médecin de l'hôpital public de Silvan [au Kurdistan], tué par balles dans la rue sans que la police intervienne pour arrêter les meurtriers. La seconde pour la disparition d'Ahmet Çatici à la suite de son interpellation, le 8 novembre 1999, par les gendarmes au village de Çitlibahçe. La Cour a jugé que pour cette dernière affaire la responsabilité de la gendarmerie était engagée non seulement pour le décès d'Ahmet Çatici mais également dans des actes de torture. Ankara

est condamné à verser 150 000 francs à la famille Tanrikulu et 275 000 francs à celle d'Ahmet Çatici.

Malgré les fréquents avertissements et condamnations des instances européennes et internationales, Ankara semble peu encline à faire des concessions en matière de droits de l'homme. En visite en Turquie du 4 au 7 juillet 1999, Claudia Roth, présidente de la commission des droits de l'homme au Parlement allemand et vice-présidente du CILDEKT, s'est vue refuser l'autorisation d'entrer à la Prison Centrale d'Ankara où de nombreux prisonniers d'opinion tels que Leyla Zana et Akin Birdal restent détenus. Évoquant la peine de mort prononcée contre Abdullah Öcalan avec Mehmet Ali İrtemcelik, ministre d'Etat turc chargé des droits de l'homme, elle a déclaré que M. droits de l'homme turc lui a rétorqué que " si la peine de mort n'existait pas, on aurait dû l'inventer pour ce cas, et c'est même une peine insuffisante ".

Lang, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, tout en déplorant la réaction des autorités turques, a transmis à Ahmet Kaya ses " profonds sentiments d'admiration pour sa détermination et pour son courage ".

Cela étant, la presse turque continue de faire la sourde oreille sur les déclarations d'A. Kaya et continue de mener une " véritable campagne de lynchage médiatique ", selon l'expression de M. Nezan au cours de la conférence de presse. La prochaine audience du procès du musicien se tiendra le 25 août à Istanbul.

## LE GOUVERNEMENT TURC AUTORISE LE BLANCHIMENT D'ARGENT PENDANT ENCORE TROIS ANS

### LE CHANTEUR AHMET KAYA, MENACÉ DE 10,5 ANS DE PRISON POUR UNE CHANSON EN KURDE, FAIT L'OBJET D'UNE CAMPAGNE DE LYNCHAGE MÉDIATIQUE EN TURQUIE

**O**BJET d'articles injurieux et mensongers de la presse turque, Ahmet Kaya, chanteur kurde, élu musicien de l'année en 1998 en Turquie, et menacé de 10,5 ans de prison pour avoir annoncé vouloir faire aussi des chansons en kurde et défendre " la réalité culturelle kurde en Turquie ", a tenu une conférence de presse le 28 juillet 1999 à Paris. En présence de son avocat Me Osman Ergin, vice-bâtonnier du barreau d'Istanbul, Me Patrick Baudoin, président de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et M. Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris, M. Kaya a déclaré qu' " un jour certains finiront bien par écrire l'histoire d'un

homme parce qu'il était d'origine kurde, a voulu chanter une seule chanson en kurde et que cela ne pouvait diviser aucun pays et ceux qui liront cette histoire comprendront qu'il ne faut pas avoir peur de ceux qui chantent et de leurs chansons ". Il a déploré par ailleurs que " la presse turque diffuse à [son] sujet des masses de nouvelles sans fondement, sans preuves, ni témoins, des commentaires partiels " en ajoutant qu'il n'a jamais eu l'intention d'être injurieux envers son pays. " À travers ma personne, c'est une culture qui est visée " a-t-il encore souligné.

La persécution de Kaya suscite de vives réactions dans les milieux artistiques en Turquie et à l'étranger. En France, l'ancien ministre de la culture, Jack

**L**E Premier ministre turc Bülent Ecevit et ses partenaires de la coalition gouvernementale ont révélé au cours d'une conférence de presse le 22 juillet 1999 " le paquet économique " sensé relancer l'économie turque en crise. Une des premières décisions du gouvernement turc est de proroger de trois ans la grâce accordée aux détenteurs de l'argent sale dans le pays. Un projet antérieur appelé par la presse turque " où est-ce que tu as trouvé cela ? " destiné à mettre le système bancaire turc en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent douteux, aurait dû enfin entrer en vigueur cette année. L'Etat s'était effectivement engagé à ne demander aucun compte aux détenteurs d'argent aux origines douteuses si les personnes concernées faisaient leur déclaration au Fisc avant le 30 septembre 1998. Ce délai de grâce

avait été prolongé de facto depuis. Pour ranimer son économie exsangue en raison notamment du coût de la guerre du Kurdistan et de la baisse des revenus du tourisme, Ankara compte sur les ressources colossales de l'économie parallèle (\$ 100 milliards par an selon *Le Figaro* du 13-11-98) et pour cela, au mépris de la légalité internationale, prolonge de trois ans sa gigantesque opération de blanchiment de l'argent sale. Par cette nouvelle décision, nul ne sera inquiété pendant trois ans sur l'origine de sa fortune. La

carte blanche est ainsi donnée à la puissante mafia œuvrant sous la protection de certains services de l'Etat. En 1996, le trafic de drogue avait rapporté \$ 37,5 milliards à l'économie turque. La mafia russe pourrait également utiliser le système bancaire turc pour blanchir une partie de son argent. Les gouvernements occidentaux qui infligent des peines sévères à des petits dealers de banlieue restent silencieux sur l'organisation par le gouvernement turc de cette gigantesque opération de blanchiment.

ethnique, qui a eu pour résultat de transformer le tiers de la population de l'île en réfugiés".

Alors que la communauté internationale s'émeut de la situation de Chypre, intégrée de facto à la Turquie avec un statut l'assimilant à une province turque à tous les niveaux, Ankara ne cesse de faire des déclarations indépendantistes en pointant du doigt la différence ethnique sur l'île. Les autorités turques qui continuent à nier l'existence de 18 millions de kurdes en Turquie exigent sans complexe, l'indépendance de 190 000 Turcs chypriotes. Recevant le 19 juillet 1999 l'ambassadeur du KKTC, le président turc Suleyman Demirel a déclaré : " les Grecs et les Turcs ont des pays différents. Si on se voile la face et qu'on aboutit à terme à ce que les Grecs et les Turcs recommencent à vivre ensemble, le sang finira par couler un jour (...) Cet Etat a été créé du fait de l'existence de deux peuples différents sur l'île ". Cependant, recevant le 22 juillet à Ankara le ministre allemand des Affaires étrangères, J. Fischer, le président Demirel a de nouveau déclaré qu'" il n'y a pas de problème kurde en Turquie mais un problème de terreur ". Aussi Ankara refuse la coexistence même des deux peuples à Chypre et refuse d'accorder le moindre droit culturel aux 15 à 18 millions de Kurdes de Turquie.

## 25 ANS APRÈS L'OCCUPATION MILITAIRE DE CHYPRE, LE PRÉSIDENT TURC ESTIME " IMPENSABLE DE RÉUNIR SOUS LE TOIT DU MÊME ÉTAT TURCS ET GRECS CHYPRIOTES DE L'ÎLE "

**L**A Turquie a célébré avec éclat le 25<sup>ème</sup> anniversaire de son intervention armée à Chypre le 20 juillet 99. Une importante délégation turque s'est déplacée pour l'occasion, comprenant, M. Ecevit, l'homme qui a ordonné l'opération dans le nord de l'île et qui dirige le gouvernement actuel, les ministres des affaires étrangères Ismail Cem, de la Défense Sabahattin Çakmakoglu, de l'Energie Cumhur Ersumer et le ministre d'Etat chargé du dossier Sukru Sina Gürel.

L'île qui est divisée en deux secteurs - turc et grec - depuis l'intervention turque en 1974, a fait l'objet de discussions au conseil de sécurité de l'ONU, sous l'impulsion du G8 au mois de juin 99. L'ONU avait demandé au secrétaire général Kofi Annan d'inviter les dirigeants des communautés turque et grecque de Chypre à des négociations sans condition à l'automne à New York. Cependant les autorités turques, semblent peu enclines à faire des concessions. Bülent

Ecevit, a tout simplement répondu que " la question de Chypre n'existe plus (...) Avant l'intervention turque, il y avait une guerre perpétuelle à Chypre. Depuis 25 ans, l'île vit une paix continue. Nous ne céderons jamais à la pression (...) Des négociations ne peuvent se dérouler qu'avec la reconnaissance de la KKTC [ndlr : République turque de Chypre du Nord] ". Rauf Denktas, le président de la KKTC, proclamée en 1983 et reconnue par la seule Turquie, a renchéri : " La ligne nationale qui a été créée aujourd'hui, nous devons la protéger à tout prix et nous ne l'abandonnerons jamais, grâce au soutien de notre mère patrie la Turquie ".

L'anniversaire de l'intervention turque donne aux autorités grecques l'occasion d'appeler la communauté internationale à passer à l'action. M. Kranidiotis, ministre grec des affaires européennes, a déclaré que " la tragédie chypriote constitue une page noire de l'histoire contemporaine mondiale. En 1974, les envahisseurs se sont livrés à une des plus horribles opérations de nettoyage

## AINSI QUE...

• **LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN POUR LES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE LE MANQUE DE DROIT D'EXPRESSION DES KURDES.** En visite en Turquie en vue d'élaborer pour l'année prochaine un rapport concernant la situation des droits de l'homme en Turquie, M. Harold Hongju Koh, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les droits de l'homme,

la démocratie et le travail, a dénoncé le 2 août 99 " les problèmes des droits de l'homme et d'expression " des Kurdes. " Les Kurdes ne peuvent pas s'exprimer facilement... Les gens qui émigrent de leur village ont des problèmes, et il y a aussi des problèmes dans les prisons " a déclaré M. Koh à Diyarbakir après avoir effectué une visite à Urfa et Mardin et plusieurs villages de la région. Le responsable américain avait réclamé la veille une aide humanitaire pour le Kurdistan qui reste la région la moins développée avec un fort taux de chômage.

Ces déclarations ont déplu aux autorités turques qui ont convoqué le chargé d'affaires américain à Ankara pour exprimer "leurs préoccupations". Elles laissent cependant les observateurs sceptiques. L'administration américaine, tout en laissant l'un de ses membres formuler ce genre de critiques, continue d'apporter à la Turquie un soutien multiforme, y compris et surtout militaire, malgré ses violations massives des droits des Kurdes.

Ainsi, 10 des 50 hélicoptères américains Black Hawk, achetés par la Turquie à la firme Sikorsky, ont été livrés, le 7 juillet 1999 à la Turquie. Au cours de la cérémonie, le chef d'état-major turc Huseyin Kivrikoglu a déclaré que " les forces de sécurité turques qui ambitionnent d'être une des plus puissantes armées du monde, protégeront la République démocratique et séculaire turque contre toutes les menaces ". L'ambassadeur américain en Turquie, Mark Parris a quant à lui déclaré qu' " une des raisons pour lesquelles nous soutenons la vente d'équipement de défense américain à la Turquie est que cet équipement permettra une opération commune pendant les crises internationales " .

Par ailleurs la chaîne de télévision privée NTV a rapporté que le 3 juillet 1999, 10 000 soldats turcs, soutenus par des hélicoptères de combat ont lancé une

nouvelle offensive contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak. La Turquie fait de fréquentes incursions en Irak mais cette offensive serait la première depuis la condamnation d'Abdullah Öcalan.

La Turquie a prévu de dépenser 150 milliards de dollars pour la modernisation de son armement dans les 25 prochaines années et pourtant elle est frappée par une des plus importantes récessions de son histoire en enregistrant au premier semestre de 1999 une baisse de 8,4 % de son PIB alors qu'à la même période en 1998 l'économie turque avait inscrit 9,2 % de croissance. C'est le plus mauvais résultat depuis 1994 d'après l'Institut national de statistique (DIE). La situation économique est tellement déprimante que la presse turque, comme la classe politique, a attribué la tentative de suicide, le 7 juillet 99, d'Hikmet Ullugbay, ministre d'Etat chargé de la trésorerie, à la situation économique du pays.

**• SEIZE MEMBRES DU HADEP ONT ÉTÉ LIBÉRÉS.** Poursuivis pour " assistance à organisation terroriste " qui prévoit en vertu de l'article 169 du code pénal une peine allant jusqu'à 7 ans et six mois de prison et emprisonnés depuis novembre 1998, seize dirigeants du parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), dont son chef Murat Bozlak, ont été libérés lundi 12 juillet 1999 par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Le président de la Cour, Turgut Mehmet Okyay, celui-là même qui a prononcé la peine de mort à l'encontre d'Abdullah Öcalan le 29 juin dernier, a estimé qu'il n'y avait pas lieu de prolonger leur incarcération.

Le HADEP dont les dirigeants avaient été condamnés à faire campagne derrière les barreaux, a conquis une quarantaine de municipalités aux dernières élections générales du 18 avril 1999. Le procureur de la Cour de cassation, Vural Savas, a cependant lancé en janvier 1999 une procédure d'interdiction pour " liens organiques " avec le PKK et plusieurs

membres du HADEP ont déjà été condamnés par des tribunaux turcs.

**• LU DANS LA PRESSE TURQUE.** Dans son éditorial du 7 juillet 1999, Zülfü Livaneli, journaliste au quotidien turc Sabah décrit le rôle des médias turcs, capables selon lui, de décider du sort de chacun des citoyens. Voici l'intégralité de son article :

" Date : 9 juillet 1998. Une déflagration extraordinaire retentit au Bazar d'Egypte [ndlr : grand marché d'épices, un des hauts lieux touristiques d'Istanbul] et 7 personnes dont 3 enfants meurent ! 127 personnes sont blessées.

Ces 7 personnes sont enterrées et commémorées comme étant les victimes du " bazar d'Egypte ". Mais les martyrs ne se limitent pas au nombre de 7. Il y a encore une autre personne. Une jeune fille nommée Pinar Selek se trouve être la huitième victime de l'explosion du bazar d'Egypte et elle souffre. En effet, on conclut à un plastiquage et Pinar Selek est le coupable désigné. La jeune fille est mise en pièces par l'opinion publique et la presse. Je me souviens encore de son père avocat qui criait haut fort à l'époque sur les écrans de la télévision " ma fille n'a rien à avoir avec les bombes et les armes ! ". Il n'avait pu raconter son malheur à personne. Pinar Selek expliquait également qu'elle était sociologue et qu'elle entreprenait une étude scientifique sur le PKK mais personne ne lui a prêté l'oreille. Aujourd'hui la police publie un rapport et un expert en explosif avec 20 ans de carrière derrière lui atteste qu'il n'a pas trouvé trace d'explosif dans l'explosion du bazar d'Egypte. Qui est-ce qui va répondre à tout ce qu'a subi cette innocente et sa famille ? Qui pourra panser les blessures de ces gens ? Qui est-ce qui atténuera leur peine ?

Pinar Selek et sa famille ne sont qu'un exemple. Il y a des centaines voire des milliers d'événements similaires en Turquie. Des vies se trouvent brisées par la police et devant la justice.

Il y a une dimension journalistique à l'événement. Nous sommes maintenant habitués de voir certains journalistes anéantir la vie des gens sans aucune investigation et même en se moquant de savoir qui a raison ou tort. Aujourd'hui la Turquie est remplie de personnes déshonorées à tort par certains organes irresponsables de la presse, des individus qui ne peuvent plus se mêler à la société, qui ont subi le lynchage social. Certains d'entre eux se suicident, d'autres essayent de se faire oublier en se tenant à carreau. En Turquie, il n'y a aucun mécanisme susceptible de protéger le citoyen des média. Le destin des citoyens est laissé à la grâce des média. D'accord mais, les media n'ont que le rôle d'intermédiaire ici. Ils transmettent un événement ou un scénario. Mais que faut-il alors dire de nous ? Pourquoi est-ce que nous croyons à tout ce qu'on nous raconte ? Pourquoi est-ce qu'on se réfugie derrière l'horrible dicton " Il n'y a pas de fumée sans feu " ? Pourquoi est-ce qu'on prend du plaisir à s'agglutiner devant nos écrans pour regarder la vie des gens se mettre en lambeaux ? Qu'est-ce qui nous différencie des Romains qui hurlaient naguère " Tue-le, Tue-le, mets-le en pièces " lorsqu'un homme était jeté aux lions ou bien lorsque des gladiateurs se sautaient à la gorge ? Vu comme cela, l'assassin des héroïnes tragiques telles que Pinar Selek, n'est pas les média mais nous".

**• LE BILAN DE JUIN 1999 DES VIOLATIONS DES DROITS DE**

**L'HOMME EN TURQUIE SELON MAZLUM-DER.** Mazlum-Der, une des organisations de défense des droits de l'homme en Turquie a publié son bilan de juin 1999 des violations des droits de l'homme en Turquie. Au cours d'une conférence de presse, Yilmaz Ensarioglu, président de l'association, a déclaré que la

Turquie était placée 136<sup>ème</sup> sur les 191 pays pour le respect des droits politiques et des libertés publiques, 74<sup>ème</sup> en ce qui concerne la santé, le bien être, l'éducation et la santé et était parmi les 14 pays regroupant les plus mauvais élèves en matière de droits de l'homme. Le bilan se présente comme suit :

- Nombre de meurtres non élucidés	24
- Nombre d'enlèvements	103
- Nombre de disparitions	3
- Nombre d'accusations de tortures	139
- Nombre de viols	2
- Nombre de placements en garde-à-vue	1937
- Nombre d'arrestations	106
- Nombre de villages ou hameaux évacués ou incendiés	11
- Nombre de prisonniers d'opinion	136
- Nombre de publications saisies ou interdites	27
- Nombre de journalistes placés en garde-à-vue	5
- Nombre d'atteintes à la liberté de croyance	768
- Nombre de livres interdits	23
- Nombre d'exactions contre les associations civiles	193
- Nombre d'associations civiles interdites	2

**• BAISSÉ DE 45 % DE NOMBRE DE TOURISTES.** Le tourisme est en perte de vitesse sérieuse en Turquie d'après les chiffres annoncés par les professionnels du secteur. Antalya et Dalaman, deux des plus importants aéroports touristiques de la Turquie ont enregistré une perte de 45% par rapport à l'année dernière à la même période pour le nombre de touristes. En 1998, 1,2 millions de personnes avaient été accueillies dans la région les 6 premiers mois de l'année alors que cette année ils ne sont plus que 690 000.

Güngör Uras, journaliste au quotidien turc Milliyet, écrit dans son éditorial du 21 juillet 1999, que les autorités turques se leurrent elles-mêmes sur les raisons de la baisse d'affluence touristique en soutenant que celle-ci n'est pas due " à la crainte d'actes terroristes " et que la situation s'est améliorée depuis début juillet. Selon M. Uras, tout au contraire, les raisons sont directement liées au " danger d'actes terroristes " et que la situation va s'empirant puisque les hôtels accueillent de plus en plus des touristes de bas de gamme qui dépensent peu.

## Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris « Sauver Öcalan est un prix très modéré pour obtenir la paix civile en Turquie »

**« Pensez-vous que la condamnation à mort d'Abdullah Öcalan signifie que la Turquie va rejeter l'occasion historique de trouver une solution démocratique au problème kurde ?**

- Ce verdict, s'il était appliqué, compromettrait pour longtemps les chances d'instaurer la paix et de trouver une solution politique raisonnable au problème kurde, car il radicaliserait la lutte des partisans du PKK. La Turquie risque même de connaître une extension de la guerre. C'est donc un facteur aggravant de la crise, alors que la paix pourrait être à portée de main avec quelques concessions mineures.

**- Le risque d'une extension de la guerre civile doit donc être pris au sérieux ?**

- Oui, car la situation d'oppression infligée au peuple kurde est telle que le PKK n'aura aucun mal à recruter de nouveaux partisans, en particulier parmi les centaines de milliers de jeunes qui sont au chômage et qui ressentent au quotidien l'humiliation que leur infligent les forces spéciales recrutées au sein de l'extrême droite turque, ainsi que l'omniprésence de la police et de l'armée. A cela, il faut ajouter toute une série de mesures humiliantes qui poussent ces jeunes à rejoindre les rangs du maquis. Par ailleurs, certains pays de la région ont un intérêt à entretenir et attiser un conflit interne en Turquie. La conjonction de ces deux facteurs fait que le risque d'une aggravation du conflit armé est extrêmement sérieux.

» J'espère que les pays occidentaux, qui sont intervenus si massivement au Kosovo pour la défense des droits de 1,8 million de Kosovars, seront conséquents avec eux-mêmes et demanderont avec fermeté à la Turquie de reconnaître aux Kurdes un minimum de droits. C'est finalement ce qu'Öcalan demandait, en plus de la vie sauve. Sauver la vie d'Öcalan est finalement un prix extrêmement modéré pour obtenir la paix civile en Turquie.

**- La peine de mort peut-elle encore être appliquée ?**

- Il convient sur ce point de corriger les choses : on dit çà et là qu'elle n'est plus appliquée depuis 1984. Les gens, en effet, ne sont plus pendus. Mais, sachant qu'il lui faut accepter un moratoire pour des raisons de politique extérieure, la Turquie pratique une politique d'exécutions extrajudiciaires. Au total, plus de 4 500 intellectuels et dissidents kurdes non impliqués dans des violences ont été assassinés par des escadrons de la mort.

**« Dans les rangs du PKK, il y a des centaines, peut-être des milliers de jeunes qui sont prêts à jouer le rôle du Hezbollah au Liban »**

**- Si cette condamnation devait être confirmée, pensez-vous que la Turquie prendrait le risque de s'interdire pour longtemps son entrée au sein de l'Union européenne ?**

- Je pense que les milieux dirigeants en Turquie, en particulier l'armée, ne souhaitent pas véritablement l'entrée de leur pays dans l'Union européenne, car cela impliquerait l'application de certains critères, comme le fait que le pouvoir civil doit primer sur le pouvoir militaire, le respect des libertés démocratiques, du droit des minorités, etc. En dépit de leur discours public, ces pouvoirs restent hostiles à l'intégration européenne. En même temps, la guerre [contre les Kurdes] sert l'armée, parce que celle-ci peut pratiquer sa politique de subversion des Kurdes et d'évacuation du Kurdistan. De plus en plus de gens en Turquie pensent

que l'armée a besoin de cette guerre de faible intensité pour se maintenir au pouvoir et assurer sa primauté politique dans le pays, pour suivre aussi son programme de modernisation gigantesque. Or, comme on leur dit que "la patrie est en danger", les Turcs acceptent ces dépenses.

» Toutes ces raisons me conduisent à penser que l'armée passera outre aux éventuelles protestations de l'Europe. A moins, bien sûr, qu'il y ait une politique concertée entre les Européens et les Etats-Unis, auquel cas la Turquie n'aurait d'autre choix que de s'y plier.

**- Le PKK ne prendrait-il pas un risque important, quant à son image de marque, en organisant des manifestations violentes en Turquie ?**

- Jusqu'à l'application éventuelle de la sentence de mort, je crois que les gens du PKK resteront dans l'expectative, c'est-à-dire qu'il n'y aura "que" la guerre de routine, qui se poursuit actuellement au rythme de trente à quarante morts par semaine dans les régions kurdes. Dans l'immédiat, ils ne voudront sans doute pas braquer l'opinion publique. Mais, si l'exécution intervient, la question de l'"image de marque" du PKK ne se posera plus. On peut craindre alors une sorte de "libanisation" de la guerre, c'est-à-dire le recours à des voitures bourrées d'explosifs, des attentats-suicides, etc. Dans les rangs du PKK, il y a des centaines, peut-être des milliers de jeunes qui sont prêts à jouer le rôle du Hezbollah au Liban. Je ne crois pas qu'il en sera de même à l'extérieur de la Turquie, parce que, ces derniers mois, les associations de la diaspora ont exercé beaucoup de pressions sur le PKK, en lui expliquant que la violence en Europe était non seulement condamnable, mais surtout contre-productive. »

*Propos recueillis par  
Laurent Zecchini*

# La Turquie va-t-elle pendre le condamné à mort Abdullah Öcalan ?

Le verdict de la Cour de sûreté de l'Etat, condamnant le dirigeant kurde à la peine capitale, suscite des critiques en Europe et des appels à commuer la peine. La décision finale sera prise dans les prochains mois par le Parlement puis par le président turcs

ISTANBUL

de notre correspondante

Dans la salle de la Cour de sûreté de l'Etat, sur l'île-prison d'Imrali, les proches des soldats tombés au combat ne cachaient pas leur satisfaction : ils attendaient la peine capitale pour Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et ils l'ont obtenue. Entonnant l'hymne national, certains ont brisé des crayons qu'ils avaient apportés pour l'occasion, adoptant le geste rituel des juges turcs lorsqu'ils imposent la peine de mort.

Le président du tribunal, Turgut Ökay, ne partageait pas leur enthousiasme en lisant le verdict, et il s'est abstenu de casser le crayon traditionnel. Personnellement opposé à la peine de mort, il n'a fait qu'appliquer les lois existantes, qui laissent aux juges peu d'initiative : la peine capitale est automatiquement applicable lorsque la trahison est invoquée, et aucune circonstance atténuante ne permettrait de commuer la peine en prison à vie, dès lors qu'Abdullah Öcalan avait admis sa responsabilité.

Dans le port de Mudanya, d'autres parents des victimes du conflit, enveloppés dans des drapeaux turcs, dansaient sur le quai. Ailleurs dans le pays, des scènes de liesse ont marqué la condamnation de celui que beaucoup de Turcs considèrent comme un « traître », un « tueur de bébés ». Ceux qui at-

tendent avec impatience la pendaison d'Abdullah Öcalan risquent cependant d'être déçus. Plusieurs mois vont vraisemblablement s'écouler avant que l'Assemblée nationale se prononce pour ou contre l'exécution de la peine. Les avocats du condamné ont dix jours pour déposer un appel en cassation.

Rien dans ce procès n'étant ordinaire, la procédure devrait encore se dérouler à un rythme très rapide. « En temps normal, elle prend au moins un an. Dans ce cas, le délai sera plus court, il ne faudra attendre que trois ou quatre mois pour avoir une décision de la Cour de cassation », affirme Dogan Erbas, l'un des cent cinq juristes accrédités à la défense du président du PKK.

## « FAIBLESSES DU PROCÈS »

Pour Abdullah Öcalan et ses avocats, la vie continuera donc comme à l'ordinaire. Isolement dans une cellule restreinte pour le dirigeant kurde, avec accès à un poste de radio et quelques journaux. Pour ses avocats, les longs trajets en direction de l'île d'Imrali, deux fois par semaine, pour deux heures d'entrevue surveillée avec leur célèbre client.

A l'exception des Etats-Unis, qui ont répété qu'ils considéraient le PKK comme une organisation terroriste et refusent de se prononcer sur le verdict de la Cour, la plupart

des gouvernements occidentaux, ainsi que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, ont appelé Ankara à commuer la peine dès l'annonce du verdict. « Nous devons attendre la fin de la procédure légale et n'avons pas le pouvoir d'influencer les décisions judiciaires. Nous n'accepterons ni conseil ni ingérence de la part d'autres pays », a répliqué, mardi, le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères.

De son côté, Amnesty International a affirmé que « la peine de mort a été imposée à l'issue d'un procès qui a violé à la fois les règles nationales et internationales nécessaires à une procédure juste. Abdullah Öcalan doit comparaître devant un tribunal compétent, indépendant et impartial », exige l'organisation. Pour Jonathan Sugden, responsable du dossier turc au sein de Human Rights Watch, « les faiblesses du procès, graves dans le cadre de n'importe quelle procédure judiciaire, sont inacceptables lorsque la vie d'un être humain est en jeu ».

Dans les mois à venir, la pression risque de monter sur Ankara, et les enjeux sont importants. Certains membres du Conseil de l'Europe ont déjà signalé la possibilité de sanctions sévères, y compris une suspension possible de la participation turque, si Öcalan était exécuté. Le Conseil a d'ailleurs rappelé que le président turc Suleyman Demirel,

lors du sommet de 1997, avait promis d'œuvrer pour l'abolition de la peine de mort et le respect du ratoire sur les exécutions. Le sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui doit avoir lieu à Istanbul en novembre, est également important pour la Turquie : la participation de nombreux chefs d'Etat occidentaux, y compris celle de Bill Clinton, est attendue. Une pendaison d'Öcalan pousserait plusieurs d'entre eux à annuler leur visite.

Récemment, le président Suleyman Demirel a annoncé que la Turquie, Etat de droit, devrait s'incliner devant une éventuelle décision de la Cour européenne des droits de l'homme. « C'était un commentaire très important », estime l'avocat Dogan Erbas, qui y voit un premier signe de flexibilité des autorités turques. Le gouvernement s'appuyera-t-il sur une telle décision pour éviter l'exécution d'Öcalan, ou le Parlement turc cédera-t-il à la tentation nationaliste pour satisfaire une opinion publique assoiffée de vengeance ? L'appel déposé devant la Cour de cassation turque sera vraisemblablement rejeté. Les politiciens devront donc prendre la décision finale, à l'issue d'une procédure légale qui, d'emblée, a plus tenu du politique que du judiciaire.

Nicole Pope

## « Prêt à toute éventualité », le PKK joue l'attente

ISTANBUL

de notre correspondante

Frustration, colère, mais également résignation : pour les Kurdes de Turquie, la condamnation d'Abdullah Öcalan est un coup supplémentaire, qui vient s'ajouter à bien d'autres accumulés au cours d'un conflit qui se prolonge depuis 1984. Contrairement aux proches des soldats tombés au combat, les familles kurdes n'ont pas eu l'occasion d'exprimer publiquement leurs souffrances au cours de ce procès. Les milliers de villages évacués, les jeunes militants morts également au cours d'affrontements, mais aussi les « meurtres mystérieux », les arrestations, les disparitions, la torture : autant de facettes d'une autre réalité de ce conflit meurtrier.

Les autorités turques, craignant une explosion de violence, avaient imposé des mesures de sécurité strictes dans l'ensemble du pays. Mais, à l'exception de quelques incidents mineurs, la nuit

a été calme, à la fois dans les grandes villes et dans le sud-est anatolien. Déçus par l'attitude des Européens, furieux contre les Américains qui ont aidé à la capture du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les Kurdes s'accrochent encore à l'espoir que le dirigeant kurde sera sauvé *in fine*.

### FACTEUR UNIFICATEUR

Certains sont convaincus que son attitude conciliante durant le procès dissimule un accord secret conclu avec les autorités turques : une façon peut-être de digérer le fait qu'il ait si peu parlé de leurs problèmes et de leurs demandes. D'autres admettent, en privé, que le dirigeant kurde ne s'est pas montré à la hauteur des attentes de ses partisans. Mais la décision du tribunal a colmaté les brèches. Le sort d'Abdullah Öcalan est désormais un facteur unificateur et tous les Kurdes espèrent que la peine, qu'ils per-

çoivent aussi comme une condamnation de leurs espoirs, sera commuée.

Même le PKK qui, avant la décision, avait menacé de faire monter la pression, semble pour l'instant préférer l'attente. Dans un communiqué répondant à la condamnation d'Öcalan, le « conseil présidentiel » du PKK, qui dirige désormais l'organisation, a annoncé que ses forces étaient « prêtes à toute éventualité ». Mais il a également mentionné qu'il « observerait l'attitude adoptée par les diverses parties au cours de cette première phase (...) et déciderait de sa réponse au vu des développements ». Une déclaration du Parti démocratique du peuple (Hadep) résume bien les sentiments des nombreux Kurdes qu'il représente : « Plutôt que d'être guidé par des sentiments de revanche, l'Etat turc a le devoir de trouver des solutions capables de guérir les blessures. »

N. P.

# Tollé politique en Allemagne, nombreuses manifestations à travers le monde

BONN

de notre correspondant

La condamnation à mort du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, prononcée, mardi 29 juin, a provoqué de nombreuses manifestations et réactions à travers le monde. Les membres de la diaspora kurde ont organisé des rassemblements de plusieurs centaines de personnes dans plusieurs capitales, notamment Londres, Bonn, Paris, Moscou, La Haye, Rome, Amsterdam et Athènes, et dans plusieurs autres villes européennes. En Allemagne, un véritable tollé politique a accueilli la sentence. Mais ce pays, qui héberge plus de 2 millions de ressortissants turcs, dont environ 500 000 Kurdes, n'a pas connu les émeutes redoutées à l'annonce du verdict.

Quelques centaines de manifestants se sont rassemblés pacifiquement à Berlin, Bonn, Francfort et Stuttgart. Pendant la nuit, plusieurs incendies contre des intérêts turcs ont eu lieu, notamment à Berlin et Stuttgart. Avant le verdict, les autorités craignaient que ne se répètent les émeutes de février, qui avaient suivi l'annonce de l'enlèvement d'Abdullah Öcalan par les autorités turques. Mais la

direction européenne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui, selon les renseignements généraux allemands, compte en Allemagne 11 500 militants et plusieurs dizaines de milliers de sympathisants, a donné l'ordre à ses militants de ne pas recourir à la violence.

Le ministère de l'intérieur allemand a multiplié ces derniers temps les contacts avec les organisations kurdes et les appels au calme. En février, les militants du PKK avaient pris de court la police, en s'attaquant à des intérêts turcs, allemands, mais aussi grecs et israéliens, accusés d'avoir prêté main forte à l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Le jour suivant, une centaine de Kurdes avaient pris d'assaut le consulat israélien de Berlin, mal gardé par la police allemande. Les gardes de sécurité israéliens avaient tiré dans la foule, faisant quatre morts.

Mardi, la classe politique allemande a appelé la Turquie à ne pas exécuter la sentence. Le vice-président du groupe social-démocrate au Bundestag, Ludwig Stiegler, a estimé que le jugement montrait que la Turquie n'était pas encore entrée dans l'Europe de l'état de

droit. Le ministre de l'intérieur Otto Schily a déploré le jugement, mais a appelé les Kurdes au calme, plaçant son espoir dans la procédure d'appel.

Plusieurs responsables ont émis le souhait que la Turquie se soumette au verdict de la Cour européenne des droits de l'homme. Mais, dans ces conditions, note le quotidien libéral *Süddeutsche Zeitung*, « si Ankara donne à une instance européenne le dernier mot pour son plus grand problème, il n'existe qu'une seule contrepartie : l'élévation de la Turquie au rang de candidat à l'entrée dans l'Union européenne ».

● **Union européenne.** Réunis à Rio de Janeiro pour leur sommet avec les dirigeants d'Amérique latine, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont demandé à Ankara de faire preuve de clémence, rappelant leur opposition de principe à la peine capitale, ils ont souligné que l'Europe entière attendait ce geste. « Notre position sur la peine de mort est claire et la Turquie la connaît », a déclaré le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook.

● **France.** « La France, a indiqué

Jacques Chirac à Rio, comme les pays européens et bien d'autres, souhaite que la peine, si elle est confirmée (...) ne soit pas exécutée, mais qu'elle soit commuée en une autre peine, qu'il appartient à la justice de déterminer ». Paris, a-t-il ajouté, a toujours « condamné le terrorisme sous toutes ses formes ». « Personne ne peut contester le caractère terroriste de l'action qu'a menée "Öcalan pendant longtemps », a-t-il ajouté.

● **ÉTATS-UNIS.** Les Etats-Unis ont souligné que le procès du chef kurde, qualifié de « terroriste international », a été « méthodique ». « Toutes les parties - les procureurs, les victimes et la défense, y compris l'accusé lui-même - ont pu plaider », a indiqué le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, tout en faisant état des restrictions de Washington à propos des neuf premiers jours de détention d'Abdullah Öcalan, pendant lesquels il n'a pu avoir de contacts avec ses avocats.

Le département d'Etat, a-t-il ajouté, considère que ce procès est « une excellente occasion pour la Turquie de rechercher un dialogue avec ses citoyens d'origine kurde ».

Arnaud Leparmentier  
(avec AFP, Reuters, AP.)

LE MONDE / JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1999

## COMMENTAIRE

### POUR UNE CAMPAGNE AMÉRICANO-EUROPEENNE

A la tête du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan se comportait volontiers en dictateur sans scrupule. Et depuis qu'il s'est lancé dans la lutte armée contre l'Etat turc, en 1984, afin d'obtenir l'indépendance du Kurdistan, le PKK a multiplié les actes de terrorisme. Mais cette violence a été la réponse à une autre violence : celle de l'Etat turc, qui pratique, lui aussi, la terreur au Kurdistan.

La Turquie n'opprime pas ses Kurdes en tant qu'individus : on trouve des Kurdes au Parlement, dans la presse, dans l'armée, dans les affaires, bref à tous les échelons de la classe dirigeante turque. En ce sens, la comparaison avec le Kosovo n'est pas forcément pertinente. La Turquie se refuse, en revanche, à reconnaître la moindre expression d'identité collective kurde. Le mot même fut longtemps interdit, ainsi que la pra-

tique de la langue ou la seule esquisse d'une manifestation culturelle kurde. La dimension kurde d'une partie de la population turque est niée, réprimée avec une brutalité qui a suscité la naissance du PKK.

Dans sa lutte contre le PKK, l'Etat turc a pratiqué la torture à grande échelle, rasé des centaines de villages, déplacé des centaines de milliers de personnes, emprisonné des journalistes, des écrivains, enlevé et exécuté nombre de militants politiques. Sa violence a entretenu celle du PKK.

Durant son procès, M. Öcalan (plus pragmatique que courageux ?) a proposé un marché : qu'on lui laisse la vie sauve et il persuadera le PKK d'arrêter les combats. La condamnation à mort prononcée par la Cour de sûreté turque doit être confirmée par la Cour de cassation puis par le Parlement. L'Union européenne a exhorté Ankara à épargner Abdullah Öcalan et à amorcer une négociation avec les Kurdes.

Les Européens ont peu de moyens de pression. De fait, la Turquie, membre de l'OTAN et du

Conseil de l'Europe, s'est lassée de frapper à la porte de l'Union : une partie de la hiérarchie militaire turque « vit » de la guerre contre les Kurdes ; la coalition au pouvoir, mélange de nationalistes de gauche et d'extrême droite, n'est guère attirée par la perspective européenne. Seule une campagne de pressions politiques menée de pair par les Etats-Unis et leurs alliés européens de l'OTAN, bref par la coalition qui est intervenue au Kosovo, aurait quelque chance de succès.

Encore faudrait-il que l'Amérique manifeste pour les Kurdes de Turquie la même sollicitude que celle dont elle témoigne à l'égard des Kurdes d'Irak. Cela n'est pas le cas. Pour les Américains, les bons Kurdes sont ceux qui luttent contre Saddam Hussein, pas ceux qui déstabilisent un pays de l'OTAN : dans un cas, la revendication identitaire est acceptée, pas dans l'autre. Cette politique encourage les militaires turcs au jusque-boutisme ; elle entretient la guerre au Kurdistan de Turquie.

Alain Frachon

## Un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme

Abdullah Öcalan pourrait peut-être échapper à la pendaison grâce à l'intervention de la Cour européenne des droits de l'homme. La Turquie, membre du Conseil de l'Europe et signataire de la Convention européenne des droits de l'homme, doit en effet se plier aux arrêts de la Cour européenne, faute de quoi elle risque une exclusion de l'organisation. Les juges européens vont probablement demander au gouvernement turc de surseoir à l'exécution du leader kurde jusqu'à la décision finale de la Cour concernant une requête déposée par les avocats d'Öcalan, qui ne devrait pas intervenir avant fin août. L'exécution d'un condamné en application d'un jugement considéré comme « non équitable » par la Cour européenne ne pourrait manquer d'avoir des conséquences politiques pour un Etat membre de l'organisation paneuropéenne.

# Justice and the Kurds

Christopher de Bellaigue

**Turkey's Kurdish Question**  
by Henri J. Barkey  
and Graham E. Fuller.  
Rowman and Littlefield,  
238 pp., \$65.00; \$22.95 (paper)

1.

Imagine that you head a foreign delegation on its way to Turkey to protest to the authorities on behalf of that country's unhappy Kurds. If you are important enough, you might be met at the Ankara airport by Hikmet Cetin, the outgoing speaker of the Turkish parliament. But Mr. Cetin himself is a Kurd, with a good command of Kurmanji, the most widely spoken Kurdish dialect, and he will defend the regime's policies toward the Kurds. You might have better luck with some of the members of Turkey's newly elected parliament, some 25 percent of whom will be of Kurdish origin. But many of them are rich landowners who enjoy excellent relations with the government. You might reveal your sympathies to one of Turkey's capitalist czars—say, Halis Toprak (whose Toprakbank has been valued at \$1.7 billion). But he is a Kurd who does not protest treatment of other Kurds. In the 1980s, Istanbul had a Kurdish mayor, who was supported by plenty of the city's migrant Kurds before he was undermined by allegations of corruption.

Imagine, if you can, Slobodan Milosevic boasting about his Albanian blood. Turgut Ozal, Turkey's reforming prime minister for much of the 1980s, made his partly Kurdish ancestry public and succeeded in changing Turkey's law forbidding the use of Kurdish languages—although he did not lift restrictions on their being taught in schools, and it remains illegal to speak Kurdish in political speeches. Wherever you look in modern Turkish society—loyalist Turkish society—you find Kurds, and many of them show no signs of opposition to the Turkish state.

The presence of assimilated Kurds at the heart of modern Turkey is baffling to foreigners acquainted only with claims of Kurdish nationalists and their allies. The Kurds, runs this account, are Indo-Europeans who had established themselves in eastern Anatolia at least two millennia before the Central Asian Turks settled in that part of the world; their unfortu-

nate descendants have been bullied into abandoning their identity in the harshly monocultural Turkish republic established seventy-six years ago by Kemal Atatürk. In recent years, the nationalist account continues, the Kurds have been represented by Abdullah Ocalan, the fugitive leader abducted four months ago from Kenya and taken back to Turkey for trial on charges of treason—a trial widely expected to result in his execution by hanging.

With all this firmly in mind, foreigners visiting Turkey may look for a cleavage between Turk and Kurd as clean and unambiguous as that which divides Jew from Arab, Serb from Al-

to two thirds—live outside the war zone, and a lot of these have a negligible emotional attachment to Mr. Ocalan's insurgency—and even less regard for his authoritarian socialist ideology. In elections only a minority of Kurdish voters throw their lot in with political parties associated with the PKK. This April's general election, when the latest of these parties, the People's Democracy Party (HADEP), won a mere 4.25 percent of the national vote, was no exception. What is more, according to the findings of a rare inquiry into the Kurds' political aspirations, only 13 percent of respondents inside the war zone said they favored the creation of an independent Kurdistan,



Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), photographed with Turkish flags on the Turkish prison island of Imrali, February 17, 1999

banian. Furthermore, they may expect to find Turkey's twelve-million-odd Kurds (roughly 19 percent of the population, according to the historian David McDowall<sup>1</sup>) standing firmly behind the fifteen-year insurgency conducted by Mr. Ocalan's Kurdish Workers' Party (PKK) in Turkey's Kurdish-majority southeast. But neither assumption stands up to scrutiny. Many Turkish Kurds—estimates range from one-half

until recently the proclaimed goal of the PKK.<sup>2</sup> Clearly, the reality of the Turkish Kurds—denied by the state, misrepresented by some advocates of independence—is a good deal more complicated than it seems.

Turkey's southeast—the unhappy provinces which have borne the brunt of the insurgency and its suppression—is naturally where most people choose to examine the evolution of this reality. In their study, Henri J. Barkey and Graham E. Fuller argue that “the PKK today is the single most important political fact of life for Kurds in the southeast.” True enough. But can the same be said for the millions of Kurds who live outside this region, whose daily lives are conditioned

<sup>1</sup>David McDowall, *A Modern History of the Kurds* (London: I.B. Tauris, 1996).

<sup>2</sup>Türkiye Odalar Birliği, *Doğu Sorunu: Teshisler ve Tespitler* (Turkish Union of Chambers of Commerce and Industry, *The Eastern Question: Diagnosis and Findings*) (Ankara: TOBB, 1995).

A. A. / SIPA Press

less by the war than by the mundane experience of normal Turkish life? As much as the southeast, it is the cities of western Turkey that are likely to define the future of Turkey's Kurds in the coming century. For this reason, on the occasion of this year's spring equinox—when Kurds (along with their Iranian cousins) celebrate their new year, Newroz—I visited Adana, 150 miles west of the nearest point directly affected by the uprising and some 200 miles west of the part of Turkey where Kurds make up a majority of the population.

The contrast between Adana and provinces like Diyarbakir and Batman, which have been devastated by war, could hardly be more striking. In comparison to the stagnant economy of the southeast, the fast-growing agricultural trading center of Adana is quite rich and confident. In Sakip Sabanci, the local billionaire who paid for the splendid new mosque that dominates the center of the provincial capital, also called Adana, the province has a tycoon on excellent terms with Ankara's civilian and military establishment. Plenty of Adana's inhabitants are Turkish right-wingers who hate Kurdish nationalism. They helped to return to office Alparslan Turkesh, long Turkey's preeminent neofascist, during his lengthy parliamentary career. In last month's general election, the party Turkesh founded, the Nationalist Action Party (MHP), picked up almost a quarter of the vote in Adana. Many more inhabitants of the province—up to a third, according to some estimates—are ethnic Arabs who have no interest in Kurdish nationalism. But, in common with other places further west, Adana's already delicate ethnic constitution has been further complicated by a sizable Kurdish diaspora.

Of Adana's 300,000-odd Kurds, as many as 150,000 migrated west before Mr. Ocalan launched his rebellion back in 1984. They were either forcibly resettled by the state or drawn away from the southeast by the poor economic prospects there and the promise of prosperity elsewhere. Many now have secure jobs in Adana. In last month's local elections, which were held on the same day, April 18, as the general election, some mainstream Turkish political parties opposed to the very idea of Kurdish political or cultural autonomy fielded Kurdish candidates. In a coffeehouse in a working-class district, I talked with Kurds who said they were accepted as part of local society—they were "clean Kurds," joked their Turkish and Arab friends. Yes, they speak Kurmanji—or, less commonly, Zaza,

a second Kurdish dialect—with their wives, but their children often feel more at home in Turkish. These Kurds say they would not object if their children married Turks. Many have done so themselves. And their presence in cities across western Turkey puts in doubt the claims of those who say Turkey is inevitably divided into two nations.

But these Kurds do not wholly represent Adana's Kurdish diaspora. A second group, in many ways distinct from the first, was forced to leave the southeast more precipitously. Between 1987 and 1996, Turkey's security forces cleared out at least 2,500 Kurdish villages whose inhabitants they accused of providing logistic support to the PKK—or who simply refused to join a loyalist, government-sponsored militia. The Turkish army displaced up to two million people in a process of deportation and persecution that caused great hardship; it was barely visible on television and got little international attention. Many of the refugees were resettled by the Turks in Diyarbakir and other towns in the southeast. Some 150,000 of the refugees came to Adana. If you engage in conversation with a boy who shines shoes there, his Turkish will probably have a Kurdish accent; his father, in the unlikely event that he has a job at all, will probably be employed in poorly paid seasonal work, like cotton-picking. Such Kurds, driven from their homes and ill suited to urban life, despise the Turkish state. In the recent election, 46,000 of them voted for HADEP.

On March 21, the day of Newroz, I took a tour with a Kurdish driver of the suburban Adana neighborhoods that are largely inhabited by poor Kurds. To them, Newroz means more than the arrival of spring, and its very celebration challenges the official ideology, which holds that Kurds and Turks share the same cultural heritage. Ever since the 1982 Newroz celebrations, when a Kurdish youth immolated himself to protest Turkey's "occupation" of "northern Kurdistan," the Kurdish new year has been invested with a highly contentious political significance. Nowadays, it brings the war much closer to places, like Adana, which are far from the front line.

That much became evident the moment my guide and I reached Anadolu Mahallesi, one of Adana's suburbs with a Kurdish majority; it was blocked by riot police in body armor. Police helicopters circled over our heads. In front of us, a large crowd of youthful Kurds, their festive *halay* dance long abandoned, chanted pro-PKK slogans. By the time we reached Yeni Bey,

another Kurdish neighborhood, the streets had been cleared by police who had set off tear-gas canisters; there were piles of charred tires where minutes before hundreds of demonstrators had engaged in running battles with police. According to Adana's chief of police, eight policemen were injured during these and other clashes, and only seventeen arrests were made. But Mustafa Cinkilic, who heads the Adana branch of the Human Rights Foundation (HRF), a pro-Kurdish organization that counsels the victims of police torture, says that nearly one hundred people were arrested, nine of them German journalists in possession of PKK propaganda. From what I saw that day, the HRF's estimate was more convincing.

Adana is not alone in illustrating the insurgency's influence on places outside its geographical scope. Had I chosen to observe Newroz in the Kurdish suburbs of such cities as Izmir, Istanbul, or Mersin, I would have seen similar scenes. According to the Istanbul branch of the Human Rights Association (HRA), another pro-Kurdish organization, and a good source of information on Turkey's persistently bad human rights record, the Istanbul police made more than 1,700 arrests during the Newroz celebrations, which were attended by some of the city's more than 1.5 million Kurds. More than two hundred people sustained injuries, of whom eleven were shot by police. An HRA report claims that, across the nation, the police detained more than eight thousand people during the Newroz celebrations—all but a few dozen were later released. Some three thousand arrests are said to have taken place in Diyarbakir, the symbolic epicenter of the rebellion and obvious capital of a putative Kurdistan. But there were almost as many arrests outside the war zone as there were within it.

## 2.

The origins of Turkey's current Kurdish distress lie less in the emergence of the PKK than in a deep well of Middle Eastern history. The past shared by Turkey's Kurds and their twelve-million-odd cousins in contiguous parts of Iran, Iraq, and Syria has been shaped by their history of, and susceptibility to, foreign domination—which Jonathan Randal, in a sympathetic recent study, partly attributes to "an entrenched penchant for treachery in their own ranks."<sup>3</sup> Although Kurdistan was only formally divided between the Istanbul-based Ottomans and the Persian Safavids in 1639, Kurdish clan

chieftains had much earlier adopted a self-debasing form of *Realpolitik*, throwing in their lot with the prevailing power. As subjects of the Ottoman Empire, which ruled over the Levant, the Maghreb, and the Balkans before declining and then collapsing after World War I, Kurdish emirs enjoyed considerable autonomy—as long as they paid their taxes and provided fighting men for Ottoman campaigns. Nevertheless, the Kurds could be truculent subjects. In the nineteenth century, Kurdish potentates rebelled no fewer than fifty times.

Apart from obliterating the Ottoman Empire, World War I ended up quartering the Kurdish territory between Persia, the new states of Turkey and Iraq, and the French mandate of Syria. At the Lausanne Conference in 1922–1923, at which a revised allotment of Ottoman territory was made, the Kurds who sought recognition were ignored by the British and their allies. (The 1920 Sèvres Treaty envisaged an independent Kurdistan but was later disregarded.) In Turkey, Kemal Atatürk, who would go on to fashion by far the most successful of these entities, brought together his ethnically diverse subjects using an imaginative historiography. Having embarked on his nation-building project by emphasizing the brotherhood of Turk and Kurd, he subsequently rewrote the history books to show that all Muslim citizens of the new state shared a common Turkish ancestry—something the Kurds manifestly did not. Atatürk the secular reformer also did away with the Islamic caliphate, an institution that had bound millions of pious Kurds to its seat, Istanbul; and he decisively put down the republic's first Kurdish uprising in 1925, which was led by a cleric named Sheyh Said, and executed forty-seven of the ringleaders.

The new republic's national objective was expressed by Ismet İnönü, Atatürk's prime minister: "We must turkify the inhabitants of our land at any price, and we will annihilate those who oppose the Turks or 'le turquisme.'" Henri Barkey and Graham Fuller, in *Turkey's Kurdish Question*, argue that this ideology had far-reaching consequences: "The state," they write, "is fundamentally responsible for the creation of the [Kurdish] problem by its fateful decision in the 1920s to create a nation-state defined as consisting of Turks alone."

Since Atatürk's death in 1938, many aspects of his authoritarian ideology have undergone revision—his insistence on secularism, notwithstanding recent efforts by the state to expel religion from public life, has been substantially undermined by the influence of Islamists in the nation's administration and in its bureaucracies. But Atatürk's conception of the unitary nation-state, a conception influenced by his admiration for the centralized

Turkey had a "Kurdish problem." As recently as 1993, a public prosecutor said, "There exists nowhere in the world a foreign race called the Kurds." A year later, a parliamentary commission report on the southeast found it unnecessary to mention the ethnic origin of most of the region's inhabitants. Ranged like a monolith behind the pronouncements of presidents, prosecutors, and—most important of all—Turkey's influential generals lies the Turkish judicial system, which is sys-



Kurds in Rome demonstrate against the initial arrest of Abdullah Ocalan in Italy, November 1998. The demonstrators are holding a painting of a landscape, apparently in Kurdistan, on which the PKK flag has been imposed.

and authoritarian nation-states of inter-war Europe, has become petrified. This petrification, as the Turkish sociologist Mesut Yegen writes in a useful recent study, has produced a steady supply of misleading labels for what remains an ethnic conflict.<sup>4</sup> In the 1930s, Yunus Nadi, the influential editor of the Turkish daily *Cumhuriyet*, characterized two large-scale Kurdish uprisings—among them the Sheyh Said rebellion—as the work of "bandits."

Thirty years later, at around the time that thousands of Kurdish villages were given new, Turkish names, there was much official talk of their "underdevelopment." In 1969, the government of Süleyman Demirel pledged "special measures for those regions especially afflicted by backwardness"—wording that anticipated the nine largely fruitless incentive plans that have been devised for the southeast over the past decade. Mr. Demirel, who is now president, has little new to say on the subject. In February of this year, he denied that

tematically expelling Kurd nationalists from society. Not surprisingly, prosecutors spend much of their energies pursuing political parties that claim to speak for the Kurds—just doing so can be counted as a criminal offense—and that provide the PKK with a vicarious electoral presence in Kurdish regions. Since 1991, the Constitutional Court has banned two such parties for links to the PKK and for other activities endangering the state.

Several members of these parties were jailed; others fled to Western Europe, where they set up the Kurdish parliament-in-exile (a thinly veiled PKK front which, by cultivating valuable links with sympathetic European politicians, does arguably more damage to the Turks than its members did inside the Ankara parliament). In February, the public prosecutor filed a suit seeking to close down HADEP, the latest of the pro-Kurdish parties. The state prosecutor hopes to prove that HADEP is an adjunct of the PKK. Osman Özcelik, the deputy party leader, denies the existence of "organic links" with the PKK, but he says that HADEP is the natural representative of the families of PKK members who have been killed in the war. (It is

<sup>3</sup>Jonathan C. Randal, *After Such Knowledge, What Forgiveness: My Encounters with Kurdistan* (Westview, 1998), p. 12.

<sup>4</sup>Mesut Yegen, *Devlet Soyleminde Kurt Sorunu* (The Kurdish Problem in the Lexicon of the State) (Istanbul: İletisim Yayınları, 1999).

rare for PKK members wounded in combat to survive.)

Reflexive anti-Kurd feeling on the part of officials has also turned the judiciary against moderate Kurdish nationalism, even if this cannot be identified with the PKK. Several constitutional provisions and laws encourage prosecutors to indict the blandest manifestations of Kurdish identity. Crimes like "disseminating separatist propaganda," "inciting religious or ethnic enmity," and "damaging the indivisible unity of the state" are tried before the same special, juryless State Security Courts that prosecute armed insurrection itself. In such courts, a panel of three judges—of whom one must be from the military—come down hard on people like human rights activists, lawyers, and journalists who try to defend the identity and the rights of Kurds. Such people are among the 10,000-odd prisoners currently in jail for alleged PKK-related activities, including aiding and abetting terrorism. The guerrillas themselves are rarely caught alive. Often the crimes of the prisoners consist of nothing more than a public airing of Turkey's Kurdish question.

This summer, for example, Akin Birdal, the non-Kurdish head of the HRA, will begin serving ten months of a combined two-year sentence he received for referring, in speeches, to a "Kurdish identity," and "a resolution of the Kurdish problem." Early this year, the pacifist, pro-Kurdish Democratic Mass Party (DKP) was banned by the Constitutional Court for activities injurious to the "indivisible unity" of the state—an allusion to the importance attached in the party's manifesto to solving the "Kurdish problem." Turkey's state prosecutor is no less severe about even the mildest activity on behalf of Kurds in the provinces; last November, he ordered the entire leadership of the tiny Freedom and Action Party in the province of Elazig to resign because some Kurdish songs had been sung at a party meeting attended by seven people. This, too, qualified as a violation of Turkish law. HRA newsletters and the Turkish human rights report released annually by the US State Department make clear the extent to which people in Turkey are muzzled by the judicial process. Whether the offenders are journalists "inciting hatred and enmity" or playwrights "insulting the military," the target of Turkish prosecutors remains the same: the exercise of free speech when it comes to any claims on behalf of Kurds.

Judicial zeal has an enthusiastic and sometimes brutal ally in a police force drawn largely from nationalist and con-

servative circles. At the end of April, lawyers representing Mr. Ocalan were allegedly beaten up by police when they attended a hearing in connection with a separate case that had been brought against him before his arrest. According to the 1998 State Department human rights report, plainclothes antiterror police "often abused detainees and employed torture during incommunicado detention and interrogation." Last year, an unusually frank judicial inquiry found that such policemen had made up the core of "an execution squad" within the state security system—a squad, many Turks suspect, that had a lot to do with the "disappearance" between 1990 and 1996 of between 2,500 and 5,000 mostly southeastern Kurds.

Plainclothes police are present in large numbers wherever there are Kurds—I was tailed for three days during my stay in Adana—but they are hated and feared the most in the southeast. A Turkish journalist explained to me why he broke off relations with Kurdish lawyer friends working in the war zone. "The last time I went to see them," he said, "they were taken in and beaten up by the police. It's better for them if we do not talk at all." In this setting of official intransigence and unofficial terror, it is clear that the Turkish government has refused to distinguish a Kurd from a guerrilla. Continuing failure to do so, of course, has one main beneficiary: the PKK.

It is difficult otherwise to explain the enduring emotional pull exerted on Kurds of the southeast and elsewhere by a despotic leader whose godless socialism runs contrary to the religiosity and ties of fealty that characterize Kurdish society. In this regard, Sheyh Said, who blended nationalism with religious nostalgia, represented Turkey's Kurds far better than did Mr. Ocalan, who first organized the PKK as a revolutionary movement in 1978 and launched its guerrilla campaign in 1984.

Ocalan, who was born in 1948, comes from the cotton-rich southeastern region of Gaziantep, near the Syrian border. He became drawn to a nationalist brand of Marxism when he studied at Ankara University; his PKK emerged among the groups of left-wing ideologues whose civil war against rightist groups in the late 1970s prompted the most recent of Turkey's three "corrective" military coups against the civilian government in 1980. Now, fifteen years after he began his violent struggle, basing himself in Syria and Lebanon, few Kurds have much clue to what his organization stands for. The hammer and sickle

has disappeared from the PKK flag, but the current talk among Mr. Ocalan's acolytes of "democratic" socialism is unconvincing. It is belied by the PKK's record of killing and terrorizing Kurds who cooperate with the regime or want more moderate solutions and call only for recognition of Kurdish cultural and civil rights. The original PKK objective of an independent Kurdistan now seems to have been superseded by proposals of a political settlement within existing borders. No one thinks, however, that the dead PKK militants—more than 20,000 to date, according to President Demirel—gave their lives in order to obtain local tax-raising powers or the right to have Kurdish literature electives in Turkish universities. (It is estimated that since the war began, the combined dead from both sides, and from the civilian population, exceeds 30,000 people.) The PKK itself is bitterly divided between its Europe-based political operatives, who want the organization to improve its political image, and its field commanders, who favor an intensification of the military conflict. The more one talks with Turkish Kurds, whether in the southeast or outside it, the clearer it seems that they are unsure of the PKK's objectives and its methods.

The state's refusal to listen to moderate Kurds has obliged many instinctive moderates to turn to the most strident voice of all, that of Mr. Ocalan. The ban on the DKP, which rejects violence, is the latest manifestation of the Turks' self-delusional refusal to allow the emergence of alternatives to the PKK. Such an attitude inevitably lumps the defenders of minority rights together with the guerrillas themselves; the Turkish government is thus prevented by its own policies and rhetoric from accommodating the demands of anyone who claims to speak for Kurds. The same attitude is responsible for the official ban on the use of Kurdish in schools and on Kurdish language courses (whether public or private) and Kurdish-language broadcasting. Mr. Ocalan, who has little to gain from the emergence of new Kurdish spokesmen, was before his arrest an enthusiastic accomplice of this state-sponsored polarization. He accused rivals of being stooges of the state and, in the case of the DKP, he even sent his goons to attack its members. For a Kurd who refused to be a Turk, there was no alternative to Mr. Ocalan.

All this helps to explain why most Kurds were appalled when the PKK leader was captured in Kenya and repatriated to Turkey—where his trial on the capital charges of treason and separatism is expected to start be-

fore the end of May. Grief turned to rage when footage showing the PKK leader trussed up in front of a Turkish flag was replayed ad nauseam on television; Turkish journalists called their captured foe "baby-killer" and nationalist Turks generally wallowed in self-congratulation. Young Kurdish nationalists expressed their rage in violent demonstrations, many of them outside the war zone. The best-publicized took place in Germany and other parts of the Kurds' European diaspora; but according to the HRA, between February 16 and March 1, 137 vehicles, private businesses, and state-run enterprises inside Turkey were attacked by Kurdish arsonists. In mid-March, thirteen people were killed when Kurdish nationalists set fire to a busy Istanbul shopping center. The government responded by initiating a campaign against suspect Kurds in general, and HADEP in particular, evidently determined to prevent the party from carrying on an effective election campaign.

Between February 16 and March 1, more than 650 HADEP officeholders (including party leaders not already in jail) were arrested, a pattern repeated until election day itself, on April 18. The account given by Veli Haydar Gulec, HADEP's candidate for mayor of Istanbul, is not untypical. He says that he was detained by police six times during the two months that elapsed between Mr. Ocalan's arrest and the election. On each occasion he was held in custody for several days and then released uncharged—thus depriving him, he says, of more than a month's campaigning. In the southeast, candidates claimed they had been intimidated and sometimes tortured by police who demanded they withdraw from the elections; in one instance, police prevented a HADEP mayoral candidate from entering the southeastern town he was contesting. A Western diplomat visiting the southeast recalled an unexpected round of applause he received on entering a HADEP office there: "When I asked why they were clapping for me, they said I was responsible for their being let into the building that morning. Apparently, the police hadn't allowed them in for weeks."

### 3.

What are the Kurds' claims to nationhood? A Kurdish Atatürk would, it is true, have his work cut out to fashion from his people a functioning unity. The deepest fault lines run, unsurprisingly, along the borders of the four states in which most Kurds now live. Back in the middle 1970s, thousands of Turk-

ish Kurds were galvanized into joining a military revolt of Iraqi Kurds against Baghdad, a revolt that ended disastrously when Iran and the US abruptly withdrew their support for the venture and the Kurds were punished severely by Saddam Hussein's army. In 1988, Turkish Kurds provided moral and material support for their cross-border cousins after Saddam brutally suppressed a second revolt. They did so again in 1991 after the Gulf War, when Iraqi forces reacted to yet another abortive, Washington-activated uprising by pursuing a million-odd Iraqi Kurdish refugees into Turkey. Relations between nationalists on either side of the border have since cooled, largely because of an unexpectedly divisive consequence of that insurrection: Kurdish self-rule in northern Iraq.

In 1991, under US, British, and French auspices, northern Iraq was, in effect, segregated from the rest of the country. It is now dominated by two squabbling Kurdish leaders: Massoud Barzani, the area's preeminent clan chieftain, and Jalal Talabani, a former ally who has ties to Iran. (Mr. Barzani's relations with Saddam Hussein are now unclear, but there is no longer any open pact between them.) Their administrative incompetence, military frailty, and intermittent civil war have



*Atatürk, left, with Diyar Aga, a Kurdish representative to the Turkish Grand National Assembly, circa 1921*

presented the PKK with important opportunities in the region. Since 1991, Mr. Ocalan's militants have been launching attacks into Turkey from their camps in northern Iraq and recruiting Iraqi Kurds as well. Mr. Barzani and Mr. Talabani, who were last year cajoled by the US into signing a peace deal in Washington, know that

their own continuing power, such as it is, depends not only on US sponsorship but also on the good will of the Turkish authorities, who are terrified that Kurdish autonomy will prove contagious. For this reason the two Iraqi Kurdish leaders solemnly pledged in their peace agreement to "deny sanctuary to the PKK throughout the Iraqi Kurdistan region." Furthermore, in return for arms and other privileges, Barzani's men cooperate with the Turkish forces that launch frequent—and illegal—raids on PKK depots and camps in northern Iraq. (As recently as mid-May, Iraq protested the latest of these operations, which was said to have involved 15,000 Turkish troops.)

So much, then, for pan-Kurdish unity. But even if some regional upheaval were unexpectedly to eradicate the national borders that separate Kurd from fellow Kurd, other factors would still create difficulties for the formation of a greater Kurdistan. The first is religion. Although a majority of Kurds are Sunni Muslims, some Iranian Kurds are Shi'ite, and as many as 30 percent of Turkey's Kurds are Alevi—adherents to an easygoing version of Shi'ism. A second question concerns language. Kurds communicate in a variety of tongues, some mutually unintelligible, and many prefer to speak their host languages, whether Turkish, Arabic, or Persian.

Turkish nationalists like to point out that Ocalan is more at home speaking Turkish than his native Kurmanji. Michael M. Gunter (whose four books on the Kurds lack the erudition of Barkey and Fuller's study) tells us that Mr. Talabani speaks better Arabic than Sorani—the branch of Kurmanji spoken by Kurds near the Iranian border, and by most Iranian Kurds.<sup>5</sup> Linguistic incompatibility engenders mutual suspicion among different groups of Kurds; "We might rally for the benefit of foreigners," a Kurdish academic told me, "but, left to our own devices, we immediately start to differentiate between Kurmanjis, Zazas, and Soranis."

In Turkey itself, the Kurds are divided on religious grounds. For many pious Sunni Kurds, pan-Islamism overrides concepts of nationhood, binding them far more closely to their non-Kurdish coreligionists than to the PKK. Such Islamist Kurds have not been impressed by recent PKK professions of benevolent agnosticism, and tend to vote for mass-appeal Islamist parties, such as the Virtue Party, over parties like HADEP. "The PKK claims to have an indulgent attitude towards religion," an Islamist in Diyarbakir told me last year, "but many

Kurds fear that Ocalan will do as Atatürk did: enlist the help of pious subjects in building his new nation, only to repress them once he has consolidated his power." Traditional rivalries between Sunni and Alevi Kurds present another obstacle to the emergence of a Kurdish national identity. When Kurdish nationalists proudly recall their impressively long list of rebellions against the Turkish state, they rarely mention that Alevi and Sunni Kurds opposed one another in two of the most important of them in 1925 and 1937–1938.

Turkish governments, moreover, have done their best to exploit the divisions among them. In the mid-1990s, for example, evidence came to light that the security forces had encouraged a violent Kurdish Islamist organization, Hizbollah, to murder PKK members and sympathizers. It is often said that the government has failed to introduce land reforms in the southeast because it can use the present feudal order for its own purposes. Wooed assiduously by Ankara and ideologically inimical to the socialist PKK—which gets most of its support from the disaffected urban refugees inside the war zone—Kurdish landlords tend to side with Ankara. Such loyalty does not go unrewarded.

Of all the incentives used to bind Kurds to the Turkish state, few can rival the insidiousness of the village guard system. Started by Ozal more than ten years ago, the scheme rewards Kurds prepared to defend their villages against the PKK with around \$100 a month and a Kalashnikov. The money often bypasses the guards themselves, and goes straight into the pockets of their clan chieftains. The Kalashnikovs frequently get used for settling blood feuds and land disputes, or simply for a spot of brigandage. The system, which has armed more than 60,000 Kurds, will be extremely difficult to dismantle. Furthermore, it can only reinforce the hostility between nationalists and loyalists within Kurdish society. As Barkey and Fuller point out: "The seeds for internecine Kurdish fighting may have been sown."

#### 4.

Barkey and Fuller have written by far the most serious and convincing study of Turkey's Kurdish question to date, although—with its cautious foreword by a former US ambassador to Turkey

<sup>5</sup>*The Kurds in Turkey* (Westview, 1990), *The Kurds of Iraq* (St. Martin's, 1992), *The Kurds and the Future of Turkey* (St. Martin's, 1997), *The Kurdish Predicament in Iraq* (St. Martin's, 1999).

—it bears a semiofficial stamp. The authors pay not nearly enough attention to the Kurds of western Turkey, but they make an evident effort to be fair, and they disdain the sensationalism and emotional advocacy that color other books on the subject. They present a meticulously documented critique of Turkish repression and shortsightedness but also show in detail that the PKK has been thuggish and nasty, particularly in its attacks on Kurds who have disagreed with it. Barkey and Fuller clearly believe that the Kurdish problem should be solved within Turkey's existing borders, not by a new Kurdish state. But they are likely to be disappointed. The middle-class Turks who do much to form public opinion—the people whose yearnings for peace should bring pressure on the state to accommodate moderate Kurdish demands—remain mystifyingly quiet.

From a foreigner's perspective, this is very odd. The Kurdish war accounts for more than 10 percent of Turkey's public spending, and keeps a large part of the country in often desperate poverty. It has poisoned Turkey's relations with one neighbor, Iran, whom the Turks accuse of harboring PKK militants, and last winter nearly brought about a war with another neighbor, Syria, whom the Turks forced into expelling Mr. Ocalan. Turkey's human rights record, which is at its most dismal in the southeast, has helped to ruin whatever small chances the Turks had of joining the European Union. Still, the middle class keeps its head down. Why?

First, the war is not the national trauma it was as recently as four years ago. A large deployment of troops to the war zone has drastically reduced the PKK's effectiveness, and Turkish casualties have declined. The government burns down fewer villages and there are fewer unsolved murders. The PKK, for its part, has largely abandoned the slaughter of village guards, civil servants, and other "collaborators." Clashes between the Turks and the PKK, a Turkish general told me in 1997, have reached "acceptable levels." Nor do urban Turks feel threatened by a popular explosion of the kind that some Kurds have predicted should Mr. Ocalan be hanged. This is partly because the PKK, for sound public relations reasons, has never really carried out its much repeated threats to export the war to western Turkey. The trial and execution of Mr. Ocalan might well cause a break between the PKK's Turkey-based militants and its more cautious Europe-based politicians, and, along with it, an increase in rogue attacks on Turkish

civilians. However, Turkey's security forces are too numerous, too professional, and too ruthless to allow a Kurdish intifada. And, as has been seen, the Kurds of Istanbul, Izmir, and Adana are too assimilated, too scared, or too divided to try one.

The second explanation for the apparent apathy of many Turks is the grip still exerted by Turkey's official ideology on public discussion of the Kurds. At school Turks grow up in an atmosphere of nationalist dogma; then they live out their adult lives without encountering true freedom of expression. With a few honorable exceptions, coverage of the war on television and in mainstream newspapers is worse than bad, and prominent journalists are abject in surrendering their independence to the meddling of politicians and opinionated generals. It is therefore hardly surprising, for example, that a middle-class Turkish mother, living comfortably in a western Turkish city, would happily accept that the war is won and the PKK finished. She is not likely to question the assumptions she has relied on since childhood. To be on the safe side, of course, a word in a carefully chosen ear will exempt her son from military service in the war zone. Otherwise, she will typically have little or no contact with the migrant Kurds in their suburban ghettos, and will prefer non-Kurds as domestic servants. As for the southeast, to which she has never been, and has not the slightest intention of going, the words for it are *Bambaska bir dunya*. Another world.

According to some PKK supporters, public opinion is less likely to spur the state into making concessions to the Kurds than is the prodding of outsiders—preferably the US. Washington, it is true, is nowadays the only Western friend whose opinion Turkey takes seriously. Unfortunately for Kurdish nationalists, the US has shown little inclination to apply serious diplomatic pressure on their behalf. On the contrary, it continued to supply arms to Turkey during the worst expulsions of Kurds from the villages in the southeast during the early 1990s. Rather than endanger its strategic alliance with Turkey, the US keeps the PKK on its blacklist of terrorist groups, and—so runs a widely credited theory—even helped to deliver Mr. Ocalan into the Turks' lap. Save for a few obdurate congressmen, who sometimes try to block sales of military equipment, the Turks' American friends are not going to make a fuss about Turkish repression, even if the Turks defy everyone who offers them advice on the

subject and hang Mr. Ocalan.

Last month's general election produced a parliament whose nationalist and conservative preponderance further reduces the likelihood of Turkish flexibility on the Kurdish issue. Although, at the time of writing, a new government has yet to be formed, the new parliament is not likely to shy from ratifying the death sentence which Mr. Ocalan is expected to receive. Furthermore, the two election winners, Bülent Ecevit's Democratic Left Party (which took 22 percent of the vote) and Devlet Bahçeli's MHP (which got 18 percent), benefited directly from the Kurdish war. Support for Mr. Ecevit picked up because he was prime minister when Mr. Ocalan was arrested. As for the MHP, its supporters have won favorable publicity by turning out for the funerals of Turkish soldiers killed by the PKK. Indeed, the MHP had its most dramatic successes in provinces that have lost the most young men to the war.

Down in the southeast, Kurdish nationalists voted in memory of their dead, too. Although the party was a long way from winning the 10 percent share of the vote needed if it were to secure representation in the national parliament, voters in local elections swept HADEP to power in seven provincial seats across the southeast, including Diyarbakir. Now, the administration of some of the biggest

towns in the southeast is in the hands of Kurdish nationalists who sympathize with the PKK. When we take account of the gains made elsewhere by the MHP—and a disastrous showing by Turkey's only social-democratic party—the trend toward increasing polarization seems clear.

When Bernard Lewis wrote *The Emergence of Modern Turkey* in 1961, his magisterial account of the evolution of a degenerate empire into a dynamic nation-state hardly mentioned the question of the Kurds. A modern update, taking as its subject the intervening thirty-eight years, might usefully present the rise of Kurdish nationalism as illustrative of the failure of the Atatürk state to modernize both its institutions and its guiding ideology. Some of the often-heard solutions for Turkey's Kurdish problem—autonomy, cultural rights, "dialogue"—sound plausible by themselves, but they miss the point, unhelpfully separating the Kurdish question from other, related, distortions in Turkish life. In one of their best passages, Barkey and Fuller talk of a "need to reformulate the very concept of the Turkish state as perceived by its citizens." Unfortunately, they leave this point hanging; but it is the key to the Kurdish question.

Kurdish nationalists, it is important to remember, are not the only Turkish

citizens regarded by the current regime as its enemies. Islamists (whose relentless suppression recalls the state's pursuit of the Kurds), leftists, pious women wearing headscarves, defenders of human rights—all are caught in a thicket of anachronistic laws that, when applied by hard-line judges, damage the civil life of what is still one of the more democratic countries in the Muslim world. Not just the Kurds but all Turkish citizens would benefit from the abolition of the laws and constitutional provisions that prevent them from saying, writing, and wearing what they want—all in the name of the "national interest."

Improving Turkey's democracy and encouraging plurality of expression would not, as many Turks fear, mean jettisoning the unitary principle of Atatürk's ideology, but modernizing it. It would not entail accepting Ocalan as the spokesman of the Kurds—he represents Turkey's Kurds no better than the state itself. Indeed, one advantage of voluntary democratization is that it requires no interlocutor. In the 1920s and 1930s, Atatürk's refusal to recognize and truly accommodate the heterodox composition of his citizenry won Turkey valuable time to consolidate a modern state, but it only temporarily homogenized its people. For Turkey to perpetuate that approach can only be self-destructive now. □

—May 26, 1999

## IRAN

### La menace de l'ayatollah Yazdi

L'ayatollah Mohammed Yazdi, chef du pouvoir judiciaire iranien, a engagé une lutte contre la presse, en particulier contre les journalistes qui soutiennent le président Mohamad Khatami. A la seule mention de son nom, les intellectuels, les politiciens modérés, les hommes d'affaires se mettent à trembler. En tant que principale autorité représentant la loi et l'ordre dans le pays, il contrôle les services de renseignements, la police et divers services d'enquête. Il peut interpréter la loi comme bon lui semble.

Manifestement, Yazdi, qui se promène en public armé d'un kalachnikov, tient maintenant entre ses mains le destin de treize juifs, dont le rabbin de Chiraz, accusés d'espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis. Yazdi a déclaré que s'ils étaient reconnus

coupables ils se verraient infliger la peine maximale, en d'autres termes, la mort. "Nous nous moquons de ce que dira le monde", a-t-il ajouté.

Le fait que le sort de ces juifs dépende de Yazdi explique peut-être pourquoi les efforts entrepris par la communauté internationale pour aboutir à leur libération ont échoué. Les Américains pensent que ces accusations ont été forgées avec deux objectifs : d'une part, déstabiliser Khatami ; d'autre part, susciter une agitation pour protester contre la volonté américaine d'empêcher les ventes d'armes à l'Iran. "Il n'est plus question ici du caractère de l'Etat", commente un journaliste iranien vivant aux Etats-Unis, "mais plutôt de pouvoir, d'argent et d'influence. Khamenei [le Guide de la révolution, un conservateur] et ses hommes ont bien compris qu'ils ont perdu la bataille de l'opinion publique. Ils se préparent aux législatives avec appréhension. Mais ils sont encore très puissants et sont à même de torpiller les aspirations libérales de Khatami. Une affaire comme celle-là, surtout si les

juifs sont exécutés, provoquera une levée de boucliers contre le gouvernement iranien, au point que personne ne fera la différence entre Khatami et Khamenei."

Les 30 000 juifs qui vivent encore en Iran se sont empressés, par la voix de leurs représentants au Parlement, de rappeler qu'ils jouissent de tous les droits que leur garantit la loi, et qu'ils n'ont aucune plainte à formuler à l'encontre du gouvernement. L'étude de l'hébreu est autorisée et l'on peut célébrer les bar-mitsva et les mariages juifs. Les juifs sont les seuls en Iran à avoir le droit d'organiser des cérémonies mixtes regroupant hommes et femmes. Ils ne peuvent néanmoins espérer occuper des fonctions importantes dans l'administration, et il leur est interdit de se rendre en Israël. Après avoir annoncé qu'au mois d'août prochain, après deux mandats et dix ans à son poste, il avait l'intention de prendre sa retraite, Yazdi vient de faire son cadeau d'adieu aux juifs et au gouvernement iranien. Zvi Bar'el, Ha'Aretz, Tel-Aviv

## DOCUMENT

## Kurdes Les oubliés de l'Histoire

**C**ronique d'une peine de mort annoncée. Le 29 juin, sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a condamné à la pendaison Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), enlevé à la mi-février au Kenya, au terme d'une piteuse cavale. Dénouement attendu pour un procès insolite. Poursuivi pour trahison et atteinte à l'intégrité territoriale, « Apo » aura ainsi plaidé coupable, clamé son repentir, chargé ses lieutenants, vanté la « grande nation » turque et promis, pour peu qu'on lui laisse la vie sauve, d'amener la rébellion à déposer les armes. Offre assortie d'une menace : dans le cas contraire, gare à la « guerre de cent ans ». Son sort dépend désormais de la Cour de cassation, puis du Parlement. Certes, aucune des sentences de mort prononcées depuis 1984

de la Turquie laïque et jacobine, de rituel d'exorcisme. La potence doit éteindre la soif de vengeance des « patriotes », mais aussi solder les frayeurs et les fantasmagories d'une société prisonnière de ses dogmes. L'image du proscrit sous cloche – Öcalan comparaisait derrière une cage de verre à l'épreuve des balles – aura offensé la dignité des Kurdes de Turquie, adeptes ou non du PKK. Comme hier la scène, cent fois rediffusée, du rapt du chef déchu, les yeux bandés, hébété, bâillonné, docile. « Cette épreuve-là fut pire que la mort de mon mari », lance la veuve d'un maquisard. « Dieu sait le peu de sympathie que m'inspire le personnage, concède en écho un écrivain. Mais cette vision m'a humilié. »

Qu'il finisse pendu, reclus ou exilé. Apo a déjà rejoint la cohorte des héros vaincus de l'histoire kurde. Sombre saga que celle de cette nation sans Etat de 23 à 25 millions d'âmes, dispersées pour l'essentiel dans quatre pays mitoyens : la

Exorbitant : 250 000 morts environ depuis 1961, tombés au gré des guérillas, des soulèvements réprimés, des massacres, des actes terroristes et des conflits fratricides. A ceux-là, il faut ajouter les millions de civils déplacés ou déportés, les milliers de villages rasés, dans l'est de la Turquie et le nord de l'Irak.

Plus que jamais, le Grand Kurdistan – foyer national de tous les Kurdes, taillé au mépris des frontières – fait figure de chimère. Servis par la hantise du chaos régional, les adeptes du statu quo le brandissent tel un épouvantail. Pis, l'Etat unifié passe pour une utopie aux yeux de ses partisans. Pour peu qu'on en trouve encore. « Les neuf dixièmes de nos Kurdes récuse le concept de Kurdistan indépendant, soutient l'universitaire turc Dogu Ergil, auteur dès 1995 d'une étude approfondie. C'est un peu comme le terminus d'un train. Seuls 10 % des passagers sont résolus à s'y rendre. Les autres souhaitent descendre en chemin, dans une gare baptisée autonomie culturelle, liberté d'expression ou pluralisme éducatif. » « Ce que je veux, ce n'est pas un Etat, c'est vivre mieux, renchérit un disciple du PKK. Parler ma langue et gagner mon pain. Me sentir libre dans notre pays. » En cela, la base fait sien le credo du maître. Voilà six ans qu'Öcalan, autrefois chantre de la sécession, tempère son discours, au point de préconiser une formule fédérale.

## Episodes mythifiés

**O**n peut, bien sûr, puiser dans le passé matière à rêver. Magnifier le geste de Saladin, l'illustre Kurde qui chassa les croisés de Jérusalem au XII<sup>e</sup> siècle, et l'épopée des Mèdes, ancêtres supposés venus d'Asie centrale voilà quatre millénaires. On peut encore chanter l'épopée de l'émir Bedir Khan, dont l'éphémère royaume s'étendit entre 1844 et 1846 de la Perse au Tigre. Ou célébrer l'émergence au nord-ouest de l'Irak, un siècle plus tard, de la république de Mahabad, plus fugace encore (1)... Circonscrits dans le temps comme dans l'espace, ces épisodes mythifiés ne sauraient faire illusion. Le Kurdistan ne parle même pas d'une seule voix. Pratique en Irak et en Iran, le dialecte sorani n'a pas cours en Turquie, où l'on emploie, selon les provinces, le kurmandji ou le zaza. Faute de maîtriser les parlers du cru, Apo haranguait ses troupes en turc... Le nationalisme kurde disposait pourtant voilà peu d'un précieux porte-voix : la télévision satellitaire



Abdullah Öcalan, au Liban, en juin 1988, et, à droite, lors de son arrivée à la prison de l'île d'Imrali, le 18 février. Etabli à Damas et dans la Bekaa depuis 1980, il a été congédié par la Syrie en octobre 1998.

n'a été exécutée. Certes, l'Etat turc pourrait juger Öcalan moins utile mort que viv. Reste qu'on voit mal les députés, dont l'aval est indispensable, épargner le « terroriste sanguinaire », tenu pour responsable de 15 000 meurtres, militaires, policiers et civils confondus : le scrutin législatif d'avril a consacré le regain de faveur dont jouissent les nationalistes, au centre gauche comme à l'extrême droite.

Tant pis si la justice élève ainsi le gourou stalinien au regard halluciné et à la moustache drue au rang de martyr de la cause kurde. Et si elle déchaîne sur sa terre natale comme en Allemagne, fief de la diaspora, une fureur ravageuse. Car le jugement tient lieu, pour les héritiers de Mustafa Kemal Atatürk, père vénéré

Turquie pour moitié, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Faut-il invoquer le sort, la fatalité géopolitique, l'infortune commune aux parias sans patrie ? Trop commode. Les enfants perdus du Kurdistan ploient certes sous le fardeau de toute minorité, soumise aux calculs de régimes ivres de leur puissance ou minés par leurs faiblesses. Ils paient à l'évidence le cynisme et l'indifférence de parrains occidentaux aux valeurs volatiles. Mais ils expient aussi l'aveuglement de leurs leaders, prêts à toutes les trahisons pour conquérir ou préserver le pouvoir et ses fastes. Car l'éternelle quête des Kurdes est jalonnée de félonies, de bassesses, de promesses non tenues, d'alliances suicidaires et de pactes avec le diable. Le tribut humain ?

« Dieu sait le peu de sympathie que m'inspire Öcalan. Mais cette vision m'a humilié »

Med-TV, fondée en 1995. Des studios dans la banlieue de Bruxelles, un émetteur installé à Londres : liée au PKK, la chaîne desservait des millions de foyers, de Berlin aux villages d'Anatolie, via Moscou ou l'Irak du Nord. La voilà quasiment réduite au silence : une commission indépendante britannique a suspendu, puis révoqué le 23 avril sa licence d'émission pour incitation à la violence.

## Ancestrales pesanteurs

D'autres lignes de fracture, notamment religieuses, entravent la marche à l'union. Musulmans sunnites pour la plupart, les Kurdes comptent aussi dans leurs rangs des adeptes du chiisme, de même que des alévis, disciples d'une secte libérale de l'islam puissamment enracinée en Turquie. Or l'affiliation confessionnelle dicte souvent les fidélités politiques. Ainsi, les Kurdes chiites d'Iran font preuve d'une grande loyauté envers le régime des mollahs. La permanence des allégeances tribales perpétue, elle aussi, d'ancestrales pesanteurs. Procureur du « féodalisme » et de la « superstition » au nom d'un marxisme-léninisme primitif, le PKK a dû se résoudre au fil des ans à pactiser çà et là avec d'influents patriarches ou des militants de la guerre sainte, quitte à se prétendre « plus islamiste que les islamistes ».

Au-delà des élans rhétoriques, chaque communauté s'efforce de conquérir droits et ressources dans les frontières du pays où elle vit. Si Ankara, Bagdad, Damas et Téhéran jouent tour à tour de la carotte et du bâton, les méthodes diffèrent, suscitant des ripostes distinctes. Au risque de nier l'évidence – « Il n'y a pas de problème kurde, mais un problème de terrorisme », rabâchent les officiels – le pouvoir turc, confisqué par l'élite militaire, professe l'assimilation. On vous cite, en gage de succès, les centaines de milliers de Kurdes intégrés dans le tissu socio-économique d'Istanbul, Ankara ou Izmir. On invoque aussi les trois ex-présidents de la République ou les 150 députés venus du « Sud-Est anatolien » ; et qu'importe si quatre élus purgent depuis 1994 de lourdes peines de prison pour avoir parlé leur langue dans l'enceinte du Parlement. Les récalcitrants ? Des séparatistes, dont il faut à tout prix discréditer l'exigence identitaire. Même si la loi a été quelque peu assouplie, les gardiens du temple kémaliste persistent à bannir l'usage des dialectes kurdes, notamment dans l'enseignement, et harcèlent les journaux, associations et partis réputés proches, à tort ou à raison, d'Ocalan et des siens. Menacé d'interdiction du fait de ses « liens organiques » avec le PKK,



Un blindé de la police turque en faction dans un quartier kurde. En haut : mars 1988, à Halabja, à la frontière iranienne, 5 000 Kurdes sont tués par des gaz toxiques à la suite des bombardements irakiens.

le Parti de la démocratie du peuple (Hadep) peut être à tout moment privé des mairies conquises en avril par les urnes. Hanté par le démembrement de l'Empire ottoman, le pouvoir verrouille l'espace politique, étouffant toute voix prokurde modérée. Plus dangereuse, au fond, que l'archaïsme du PKK. Comme si les vrais maîtres du pays redoutaient de perdre la primauté que leur vaut le spectre terroriste. Le conflit a certes coûté 100 milliards de dollars en quinze ans – somme supérieure au budget de l'année en cours – mais alimente bien des fortunes. La neutralisation d'Apo offrait au régime une occasion en or d'isoler le noyau dur de la lutte armée. Mais il rechigne à la saisir. La guérilla, dont il serait absurde de nier la férocité, n'a pas trouvé meilleur sergent recruteur que l'appareil répressif. Les rafles, la torture, la misère, les destructions de villages suspectés d'épauler les maquisards ont jeté dans les bras d'Ocalan des centaines de paysans.

Dispensé des âpres débats qui secouent l'opinion turque, l'Irak a poussé très loin l'art de combiner le compromis et la barbarie. Alors vice-président, Saddam Hussein signe dès 1970 avec le légendaire

Mustafa Barzani un pacte, promptement bafoué, concédant aux Kurdes des « droits nationaux et culturels ». Faute d'accord – notamment sur le sort de Kirkouk et de son pactole pétrolier – Bagdad promulgue quatre ans plus tard un régime d'autonomie limitée. Mais l'illusion ne survit pas aux convulsions régionales. En mars 1988, l'aviation irakienne extermine à l'arme chimique la population d'Halabja, ville acquise à l'ennemi iranien. Bilan : 5 000 morts et autant de blessés. Suit l'opération « al-Anfal », reconquête dévastatrice des provinces rebelles. Qu'un vent d'euphorie balaie trois ans plus tard. C'est qu'au lendemain de la déroute de la « quatrième armée du monde », rançon de l'aventure koweïtienne, les *pechmerga* – ceux qui font face à la mort – s'emparent brièvement de toutes les villes. La riposte sera terrible. Lâchés par leurs alliés américains, 2 millions de Kurdes fuient, vers la Turquie et l'Iran, l'avancée des reîtres de Saddam. Avant que la coalition occidentale n'instaure au nord du 36<sup>e</sup> parallèle une zone de sécurité. Affranchi de la tutelle baasiste, le Kurdistan irakien s'enlise depuis lors, ravagé par la guerre fratricide qui oppose le Parti démocratique (PDK) de ●●●

●●● Massoud Barzani et l'Union patriotique (UPK) de Jalal Talabani.

Le Syrien Hafez el-Assad s'en tient à une stratégie plus subtile. Soucieux d'arabiser ses confins, Damas a certes dans les années 60 déchu de leur nationalité 300 000 Kurdes. Mais le régime alaouite a aussi pris soin d'en accueillir d'autres au sein de l'armée, y compris dans les rangs de la garde présidentielle. Quitte à leur confier un rôle décisif lors de l'écrasement de la révolte des Frères musulmans de Hama (1982). Ou à inciter des milliers de jeunes à rejoindre les rangs du PKK. Reste que la volonté d'expansion des Kurdes aux dépens des chrétiens, dans la région d'Alep, attise des contentieux ancestraux.

En Iran, les rêves d'indépendance n'ont pas survécu à la révolution islamique de 1979. Maîtres des villes, les partis kurdes tentent alors d'arracher aux tombeurs du chah un statut d'autonomie. Peine perdue. L'ayatollah Khomeini proclame même le jihad contre « les plus grands des infidèles ». Là aussi, la reprise

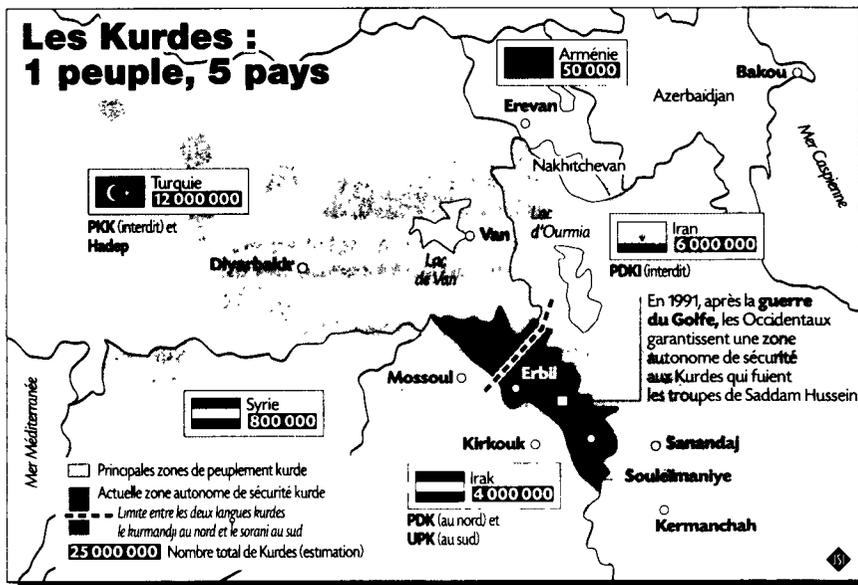
fidèles. Mais il arrive que la rancœur éclate : la capture d'Öcalan a déclenché en février de violentes manifestations dans les fiefs d'Ouroumieh ou de Mahabad.

Maintes fois floués, les Kurdes ont quelque motif d'en vouloir au monde entier. « Il n'y en a que pour le Kosovo, peste un activiste. Les Etats-Unis et l'Europe ont à jamais perdu notre confiance. » Conclu en 1920, le traité de Sèvres fournit à leurs yeux la preuve éclatante de la duplicité occidentale. Resté lettre morte, renégoçié trois ans plus tard à Lausanne, le document annonce la création d'un Kurdistan indépendant sur les décombres de la Sublime Porte. Serment trahi ? Soit. Reste que les chefs kurdes abreuvent alors les négociateurs de télégrammes hostiles au texte, coupable de préconiser aussi l'émergence d'un Etat arménien... Contre l'ennemi chrétien, ils préfèrent composer avec Atatürk. Soucieux de s'allier les bonnes grâces d'un puissant mentor, les meneurs fourvoient souvent leurs troupes, engagées sur des fronts douteux.

fense nationale en Irak du Nord, à l'heure d'al-Anfal. La Turquie, quant à elle, arme et paie les « protecteurs des villages », supplétifs de l'armée. Nulle alliance n'est exclue. En août 1996, les *pechmerga* de Massoud Barzani boutent ceux de Talabani hors d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, avec le concours de la garde républicaine de Saddam Hussein ; treize ans après que ce dernier eut ordonné la liquidation de 8 000 membres de la tribu Barzani... Le PDK et l'UPK ont pactisé tour à tour avec Bagdad et Téhéran. Où en est-on en ce mois de juin ? Accrochez-vous. Choyé par Saddam, le premier nommé appuie l'armée turque lors de ses incursions en territoire irakien contre les maquis du PKK. Quant à l'Union patriotique, elle cultive ses liens privilégiés avec Téhéran tout en modérant son soutien aux partisans d'Apo.

## Engagements douteux

C'est peu dire que les puissances régionales manipulent la carte du « peuple sans patrie », otage d'enjeux qui le dépassent. L'usage veut que l'on muselle ses Kurdes tout en épaulant ceux de l'ennemi, pourvus de sanctuaires ou de camps d'entraînement. Quitte à lâcher le moment venu un atout dévalué. En octobre dernier, la Syrie congédie Abdullah Öcalan, établi à Damas et dans la Bekaa libanaise depuis 1980. Sans doute faut-il voir là l'effet de la menace militaire d'Ankara, qui a massé des milliers d'hommes à la frontière. Mais aussi, avance un diplomate familier de la région, le geste qu'attendent les Etats-Unis pour réinsérer Damas dans le jeu proche-oriental. Hafez el-Assad a d'autres raisons de ménager le voisin turc. Un colossal assemblage de barrages fluviaux donnera sous peu à celui-ci la maîtrise du débit des eaux de l'Euphrate, vitales pour la Syrie. Vu d'Ankara, le déroutant périple d'Öcalan a ranimé de vieux foyers de tension. Notamment avec la Grèce, accusée non sans raison de complaisance coupable envers le PKK. Mais l'onde de choc n'épargne pas l'Europe de l'Ouest, où le parti a su tisser un réseau d'une efficacité redoutable, qui recourt, en vertu de la cause, au racket, au recrutement forcé de mineurs ou au trafic d'héroïne. Nul doute que l'exécution d'Öcalan embraserait à nouveau la nation éclatée. « Le feu dévorera tout, prédit un militant. Mais les bourreaux brûleront avec nous. » Comment la mort d'un homme apaiserait-elle la fièvre d'un peuple ? ● V.H.



en main sera sanglante. Et obstinée : les services secrets assassinent en juillet 1989 à Vienne (Autriche) le secrétaire général du PDK d'Iran, Abdul Rahman Ghassem-lou, avant d'infliger le même sort trois ans plus tard à son successeur. Faute de mieux, les 5 à 6 millions de Kurdes iraniens s'accommodent des « faveurs » octroyées par Téhéran. Ils ont leurs députés, leurs journaux et leurs centres culturels. A l'heure de voter, devoir civique dont ils s'acquittent volontiers, leurs suffrages vont au réformiste Mohammad Khatami, élu voilà deux ans, et à ses

Voilà près de deux siècles, le voyageur anglais Claudius James Rich déplorait déjà « la rivalité des tribus kurdes et de leurs chefs, qui les affaiblit et les porte à rechercher l'appui du pacha de Bagdad ou des gouverneurs des provinces de Perse » (2). Plus ça change...

Tant pis pour la légende : des brigades kurdes ont activement participé aux pogroms antiarméniens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle puis au génocide de 1915. On verra aussi des milices tribales pourchasser les frères de sang pour le compte du tyran. Tel fut le cas des Bataillons de la dé-

« Le feu dévorera tout. Mais les bourreaux brûleront avec nous »

(1) Lire *La Question kurde*, de Hamit Bozarslan (Presses de Sciences po, 1997).  
 (2) Cité par Chris Kutschera dans son *Guide littéraire du Kurdistan* (Favre, 1998).

## Top World News

### Kurdish rebels kill four in Turkey cafe attack

DIYARBAKIR, Turkey, July 2 (Reuters) - Kurdish rebels shot dead four people in a coffeehouse attack in the Turkish city of Elazig in protest at the death sentence imposed on guerrilla leader Abdullah Ocalan, security officials said on Friday.

A bomb attack on a coffeehouse in Istanbul, Turkey's commercial centre, also slightly injured three people during the night, NTV news channel reported. The identity of the assailants was not known.

The Thursday night guerrilla attack in the centre of the eastern city of Elazig was the first of its kind since a court on Tuesday sentenced Ocalan to hang for leading an armed campaign for Kurdish self-rule which has claimed more than 29,000 lives.

Elazig is a Turkish nationalist stronghold.

In Bingol province, neighbouring Elazig, rebels killed two soldiers in an ambush on a military convoy. The Ocalan verdict brought threats by the Kurdistan Workers Party (PKK) to spread guerrilla violence throughout Turkey with attacks on strategic economic targets.

Guerrillas have also carried out rocket attacks and clashed with security forces in the mountains of the mainly Kurdish southeast, where 12 guerrillas have been killed since the verdict.

In Elazig, two guerrillas opened fire with automatic weapons on the coffeehouse, killing four men and injuring five. Pools of blood stained the floor and chairs were strewn across the coffeehouse, which local sources said was frequented by hardline nationalists.

Armed police and gendarmes shot dead one of the guerrillas and the second rebel, a woman, was found and killed as she hid in a building site later in the night.

Security sources said the raid appeared designed to draw attention to the PKK's ability to strike inner-city areas.

"They should all come and surrender otherwise they will end up like this," Elazig province governor Lutfullah Bilgin told reporters as he pointed down to one of the rebels' bodies.

Two PKK rebels died in the ambush on a military convoy in Bingol on Thursday evening. Two soldiers were killed and six wounded, security officials said.

Turkish authorities say a stern diplomatic and military campaign has drastically reduced the rebels' support and ability to act. They say the arrest of Ocalan in February threw the guerrilla group into further disarray.

Anatolian news agency said police in Istanbul arrested 10 people on Wednesday night suspected of planning bomb attacks. The arrests were made in districts known as hideouts for sympathisers with Kurdish rebels and leftist militant groups.

Anatolian said explosives were captured and the suspects had planned attacks in Istanbul, home to many Kurds who have migrated away from the violence in the east.

A wave of violence hit Turkey when Ocalan was captured in Kenya in February. One rebel tactic was to send suicide bombers into cities. The attacks died out after Ocalan, through his lawyers, called for them to end.

## Le débat monte à Ankara sur le sort d'Abdullah Öcalan

ISTANBUL de notre correspondante

Mis à jour le vendredi 2 juillet 1999

# Le Monde

Six ou sept personnes ont perdu la vie à la suite d'une attaque armée à Elazig, dans le sud-est anatolien, jeudi 1er juillet. Quatre militants, apparemment membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), équipés de grenades et d'armes automatiques, ont ouvert le feu dans un café, tuant quatre ou cinq clients et blessant plusieurs autres. Deux des assaillants ont ensuite été abattus au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Un policier et plusieurs passants ont été blessés. Cette opération est l'incident le plus sérieux signalé depuis la condamnation à mort d'Abdullah Öcalan, le 29 juin. Jeudi soir, un autre attentat à la bombe dans un café du quartier européen d'Istanbul n'a fait que trois blessés légers. Les forces de sécurité ont arrêté dix personnes à Istanbul, qui préparaient apparemment de nouvelles attaques.

### APPEL EN CASSATION

En dépit de ces incidents, les craintes d'une vague de violence déclenchée par le verdict du tribunal ne sont pour l'instant pas confirmées. Le « parlement kurde » en exil a lancé, le 30 juin, un avertissement voilé, affirmant que, bien que le PKK n'ait pas menacé d'attaquer les touristes en Turquie, la colère de la population kurde rendait toute visite en Turquie dangereuse.

Les Kurdes ne semblent pas avoir perdu tout espoir que la vie d'Öcalan soit sauvée. Publiquement, Ankara continue de rejeter les pressions de l'étranger. « Nous ne pouvons pas prendre la moindre décision politique en fonction de l'Union européenne », a déclaré le premier ministre Bülent Ecevit. Mais les médias donnent une place de plus en plus importante aux commentaires suggérant que les intérêts du pays seraient mieux servis si la peine de mort n'était pas appliquée. *Radikal* annonçait vendredi que le débat avait commencé au sein des institutions.

Les avocats du dirigeant kurde doivent déposer leur appel en cassation les jours prochains. Ils prévoient aussi de saisir la Cour européenne des droits de l'homme qui, lorsque des « dommages irréparables » risquent d'être commis - là, l'exécution possible du condamné - est habilitée à intervenir pour demander la suspension de l'application de la peine avant la fin de la procédure judiciaire.

Compte tenu du fait que le président Suleyman Demirel a récemment déclaré que la Turquie devrait accepter les décisions de la Cour européenne, certains commentateurs estiment qu'une décision de Strasbourg encouragerait l'Assemblée nationale turque, qui doit approuver toutes les condamnations à mort, à ajouter le dossier Öcalan aux autres cas tombés en déshérence depuis que la Turquie a imposé un moratoire *de facto* sur la peine capitale, en 1984.

Nicole Pope

Associated Press Photo  
Monday 5 July 1999



Cemil Bayik, nicknamed "Cuma," the commander of the People's Liberation Army of Kurdistan, the military wing of the Kurdistan Workers Party (PKK), poses with fellow fighters in a mountain hideout in northern Iraq near the Turkish border in this Aug. 1992 file photo. Kurdish rebel commanders reportedly seized radios from their fighters to prevent them from listening to peace calls from guerrilla leader Abdullah Öcalan. (AP Photo/Burhan Ozbilici/File)

## After 15 years, Ocalan case again puts execution on country's agenda

- Since 1984, there has been a moratorium on Turkish executions because of Turkish public pressure, but now there is overwhelming public support in Turkey for hanging Ocalan
- There are currently 47 people on death row, not including Abdullah Ocalan. Thirty-six of them are awaiting a decision by Parliament concerning their fate

Ankara - Turkish Daily News

In the wake of the State Security Court's (DGM) sentencing of Abdullah Ocalan to death, Turkey is debating the death penalty and its history.

Since 1984 there has been a moratorium on executions because of Turkish public pressure, but now there is overwhelming public support in Turkey for hanging Ocalan, the head of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Apart from Ocalan, Semdin Sakik, considered the number-two of the PKK, was put on death row by the DGM in May because of his part in the 15-year conflict that has claimed the lives of more than 30,000 people.

There are 47 inmates on death row, excluding Ocalan. They include 10 people on charges of separatism, nine leftists sentenced for attempting to overthrow the state and 28 others convicted of murder.

Hangings were common after the military seized power in a 1980 coup that followed years of street clashes between left-wing and right-wing groups.

Martial law courts sent 50 people to the gallows before the courts were abolished and replaced by civilian courts.

One of those executed was Erdal Eren, the son of a primary school teacher whose friends talked him into joining an outlawed leftist group, the Patriotic Revolutionary Youth. Eren was sent to the gallows for allegedly killing a soldier during a street protest.

He was arrested during his senior year in high school and accused of fatally shooting a soldier during a clash between leftists and security forces.

The hanging of Eren, who was only 18 years old, and of dozens of young men condemned by military courts horrified Turkish people and helped build pressure that eventually led to a moratorium on executions.

The hanging of Eren and dozens of university students increased Turks' opposition to executions, and none have been carried out since 1984, a year after the end of martial law.

Now under Turkish law, all death sentences are automatically appealed. If an appeals court approves the sentence, it is then passed to a parliamentary committee, which has simply shelved every death sentence put before it in the last 15 years.

If the committee did endorse a death sentence, the penalty would then go to the full Parliament and the president for approval.

The Turkish Penal Code (TCK) has 13 articles that call for the death penalty, mostly for crimes against the state. Murder and deliberately starting forest fires are also punishable by death.

The forest fire crime was added in 1995 after a spate of blazes blamed on Ocalan's separatists devastated thousands of acres of woodland. No one has ever been convicted of that crime.

A member of the panel of trial judges would have to be present at an execution, along with the prosecutor, a doctor and the prison director. The condemned would be permitted to ask for the presence of a lawyer, a religious cleric and family members.

### View towards hanging changed due to Sakik and Ocalan cases

Although there was public pressure to stop hangings, there is now overwhelming public support in Turkey for the execution of Ocalan and Sakik. Both men are held responsible for the bloodshed in the Southeast of the country.

In May the DGM sentenced the PKK's second-in-command to death. Sakik, 40, was held responsible for the slayings of nearly 300 people.

Sakik, known by his nom de guerre "Fingerless Zeki" for his missing thumb, was promoted to chief of the PKK's operations in Turkey by Ocalan in 1995. The most violent attack attributed to him is the slaying of 33 unarmed soldiers at a roadblock in 1993. Sakik claimed he had no knowledge of the attack and that it was carried out by order of another commander. The attack in Bingol province shattered a brief unilateral separatist cease-fire.

Ocalan was then sentenced to death by the court. By a historical coincidence, the court sentenced Ocalan to death on the day when Seyh Sait was hanged 74 years ago. Similar to Ocalan, Sait was the leader of the first Kurdish separatist action of modern Turkey's history.

According to experts Ocalan's trial on the prison island of Imrali put Turkey's officials in a difficult position. The public, particularly the families of soldiers killed in the conflict, want Ocalan's head, while there is outside pressure for him not to be hanged, say experts.



# Relative Calm Prevails After Ocalan Verdict

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — Fears that violent rampages would follow the death sentence given to the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan proved to be unfounded Wednesday.

Kurds staged protest demonstrations in several European cities and in Australia, but none escalated into serious violence. In Germany, which is host to the world's largest community of Kurdish exiles, there were 11 arson attacks on Turkish restaurants and travel agencies in the predawn hours. One man was injured.

No incidents were reported in Turkey, where police remained on alert but daily life proceeded normally. In Diyarbakir, the largest city in the mainly Kurdish south-east, about 1,000 soldiers in civilian clothes marched through the streets shouting slogans against Mr. Ocalan and his insurgents. No clashes were reported.

The relative calm was a sharp contrast to the fatal violence that broke out in several European cities after the capture of Mr. Ocalan in February, and to the brief but deadly terror campaign that rebel sympathizers carried out in Turkey soon afterward.

Politicians and commentators had unanimously predicted that Mr. Ocalan would be sentenced to death, so the decision Tuesday came as no surprise.

"The Kurds have nothing to gain by doing anything violent at this point," said a foreign diplomat posted in Istanbul, "They certainly didn't gain much by the last spasm a few months ago."

"But that doesn't mean they don't have the ability to do anything," the diplomat said. "They launched some operations in March that killed a number of people and wiped

out tourism in Turkey. If they decide the time is right, now or in the future, they can still do a lot of damage."

Mr. Ocalan said during his trial that he wanted to help promote peace, but warned that violence could intensify if he is executed.

Before that can happen, his sentence must be upheld by an appeals court, the Turkish Parliament, President Suleyman Demirel and the European Court of Human Rights. The process could take a year or longer.

Defense attorneys said Wednesday they would ask the European court to order an immediate halt in the Turkish appeal process. They said their client's rights were violated by the way he was captured and the conditions of his detention.

Ultimately the decision about whether to hang Mr. Ocalan will be made by what one columnist referred to as "the all-powerful state establishment." That was understood to be a euphemism for the military, which maintains an unofficial veto over key security decisions here.

Turkish newspapers devoted the entire front pages of their Wednesday editions to jubilant headlines like "This Is Justice!" and "Death Penalty: The Executioner Is Sent to the Executioner." Many of the front pages featured layouts including images like a large noose, a mutilated infant said to represent Mr. Ocalan's savagery, and cheering relatives of war victims waving Turkish flags and hugging each other after the sentence was announced.

Mr. Ocalan claimed in his testimony that he and thousands of other Kurds were driven to rebel against Turkish rule by frustration over restrictions placed on their cultural life, especially those that limit use of the Kurdish language. The government, however, insists his movement is no more than terrorism.

European governments reacted to the verdict with remarkably strong and unanimous appeals that Mr. Ocalan not be executed. On Wednesday, newspapers in many European countries endorsed this view.

"With Ocalan alive, political solutions, though they may be difficult, are always possible," the conservative Spanish daily *El Mundo* said in an editorial.

A leading German paper, *Suddeutsche Zeitung*, said it was encouraged by Turkey's willingness to be guided by the European Court of Human Rights. "If Turkey is ready to turn its greatest problem over to a European court," the paper said, "then there can only be one reply: placing Turkey on the list of candidates for membership in the European Union."

## Ocalan ordonne à ses militants de ne pas mener d'attaques, selon un journal

ANKARA, 4 juil (AFP) - 13h11 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a ordonné à ses militants armés de ne pas mener d'actes de violence qui pourraient inciter les autorités turques à exécuter la peine capitale prononcée contre lui pour trahison, selon le quotidien populaire turc *Sabah*.

"Adoptez une approche pacifique sinon ce serait mauvais pour moi", aurait dit à l'adresse de ces militants le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon le quotidien.

L'appel du chef rebelle kurde a été transmis aux dirigeants du PKK par l'intermédiaire des personnes qui lui avaient rendu visite, plusieurs jours avant l'annonce du verdict, dans la prison de l'île d'Imrali, en mer de Marmara, où il est détenu depuis son transfèrement en Turquie après sa capture au Kenya à la mi-février.

Ocalan, dit "Apo" et jugé à Imrali depuis le 31 mai, a été condamné le 29 juin par la justice turque à la peine de mort pour trahison et tentative de diviser la Turquie.

Selon le journal, Ocalan estime que la peine de mort prononcée contre lui ne sera pas exécutée, arguant que "si la Turquie avait souhaité le tuer, elle l'aurait déjà fait".

En dépit de cet appel, quatre civils et un policier ont été tués et quatre civils et deux policiers ont été blessés dans les provinces d'Elazig et de Van (est) par des militants armés présumés du PKK après l'annonce du verdict contre Ocalan.

D'autre part, 22 rebelles du PKK et quatre membres des forces de sécurité ont été tués dans des combats dans le sud-est de la Turquie.

Les pays de l'Union européenne ont appelé la Turquie à épargner la vie d'Abdullah Ocalan, qu'Ankara considère comme un "terroriste".

La sentence doit être examinée par la Cour de cassation et la décision finale d'une éventuelle pendaison reviendra au parlement turc, puis au président Suleyman Demirel.

Les avocats d'Ocalan ont annoncé leur intention de porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Le PKK mène un rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant sans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

## **Offensive turque contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak**

ANKARA, 5 juil (AFP) - 21h14 - L'armée turque a lancé une offensive contre les bases de repli des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a rapporté lundi la chaîne de télévision turque NTV.

Cette nouvelle incursion de l'armée turque dans le Nord de l'Irak à population kurde intervient moins d'une semaine après la condamnation à mort en Turquie, le 29 juin, du chef du PKK Abdullah Ocalan par un tribunal spécial.

Selon NTV, quelque 10.000 militaires turcs participent à cette offensive lancée samedi dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Ils étaient épaulés par un millier de combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), une des factions kurdes irakiennes qui contrôlent la région, toujours selon NTV qui n'a pas donné de précisions sur l'avancée des forces turques, tout en faisant état d'une offensive "à grande échelle".

A Ankara, ni les responsables militaires ni les représentants du PDK n'étaient joignables lundi soir.

La Turquie a lancé plusieurs grandes offensives contre les bases du PKK en territoire irakien depuis 1991. Ankara fait valoir que la situation au Kurdistan irakien, où des factions kurdes irakiennes se livrent par intermittence des combats pour le contrôle de la région, facilite les attaques du PKK contre le territoire turc.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant sans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

## **Le PKK revendique un attentat à Elazig ayant fait au moins 6 morts**

ANKARA, 5 juil (AFP) - 15h16 - La branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué lundi un attentat à Elazig (est de la Turquie) qui avait fait au moins 6 morts jeudi dernier dont ses deux auteurs, dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM, reçue à Ankara.

L'Armée de libération populaire du Kurdistan (ARGK) a affirmé que deux de ses militants avaient mitraillé un "centre d'entraînement de militants ultra-nationalistes" dans le centre d'Elazig, tuant 5 d'entre eux et en blessant 4.

Dans un échange de tirs consécutifs avec la police, un policier a été tué et un autre grièvement blessé, tandis que les deux militants de l'ARGK ont été tués, selon le communiqué de l'ARGK.

Le gouverneur de la province d'Elazig, Luftullah Bilgin, avait indiqué pour sa part jeudi soir qu'une attaque contre un café de la ville avait tué 4 personnes, tandis que les deux agresseurs, un homme et une femme, avaient été abattus par la police.

## **Le PKK rejette la responsabilité des attentats en Turquie**

ISTANBUL, 5 juil (AFP) - 11h45 - Le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a rejeté lundi la responsabilité d'une récente série d'attentats en Turquie qui ont fait 7 morts.

"On ne sait même pas si les attaques ont été commises par des Kurdes. Et même si les auteurs sont Kurdes, ils n'étaient pas organisés", a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'aile politique du PKK, le Front de Libération Nationale du Kurdistan (ERNK), interrogé par téléphone à Vienne.

"Ce n'étaient que des incidents isolés", a-t-il ajouté, soulignant qu'une vraie action du PKK serait "beaucoup plus dévastatrice".

Le PKK avait appelé la semaine dernière ses militants à ne pas commettre d'actes de violence, après la condamnation à mort de son chef Abdullah Ocalan pour trahison et tentative de diviser le pays, mais avait menacé de représailles violentes s'il est exécuté.

La décision finale sur une exécution d'Ocalan reviendra au parlement, si la Cour de cassation confirme la sentence.

Plusieurs attentats à la bombe et à la mitrailleuse ont frappé la Turquie depuis la condamnation du chef rebelle kurde.

Un homme a été tué et 25 personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe à retardement placée dans une poubelle dans un parc d'Istanbul dimanche soir.

La semaine dernière, 3 personnes avaient été légèrement blessées par l'explosion d'une bombe à retardement placée dans un café de la métropole.

A Elazig (est), un homme et une femme avaient mitraillé un café, faisant 4 morts, avant d'être eux-mêmes abattus par la police.

"Il y a de nombreuses organisations extrémistes actives en Turquie", a relevé le porte-parole de l'ERNK.

Plusieurs personnes ont été tuées au cours de l'année écoulée par des attentats perpétrés par le groupuscule maoïste TIKKO, le mouvement d'extrême gauche DHKP-C, et le groupe fondamentaliste musulman IBDA-C notamment.

# Notre opinion

par Jean-François Kahn

**A**bdullah Ocalan n'est pas un saint. Ni un héros. Il a couvert d'abominables crimes et sa conduite, lors de son procès, fut lamentable. Dans n'importe quel autre pays que la Turquie, il aurait été condamné à une peine exemplaire, sinon maximum.

Ce n'est donc pas, en soi, ce verdict accablant qui fait problème, mais cette évidence : à travers lui, c'est en réalité l'aspiration de toute une communauté que l'on vient de condamner à mort. Ce sont les Kurdes, une fois de plus, que l'on assassine.

Qu'exige exactement ce peuple dispersé, déchiré et meurtri, fort de ses 20 millions d'âmes et à qui le traité de Sèvres en 1920 promettait l'indépendance ? Que demande cette nation virtuelle, qui s'est forgée dans les innombrables combats inégaux qu'elle a menés, depuis cette date, contre les reîtres répressifs installés à Téhéran, à Bagdad ou à Ankara ? Au nom de quoi cette population martyre assume-t-elle ce sacrifice collectif et fou qui a déjà eu pour conséquence que des centaines de milliers des siens ont été massacrés et que des millions et des millions d'autres ont dû prendre la route de l'exil ?

**L**es Kurdes veulent simplement qu'on leur reconnaisse le droit à l'existence. C'est tout ! En Turquie, ils ne revendiquent même plus l'« indépendance » qu'obtinrent les juifs en Palestine ; ils ne brandissent même plus, comme les Kosovars, le drapeau du séparatisme. Ils veulent, simplement, que l'on cesse de les nier. C'est-à-dire que soient, enfin, prises en compte leur spécificité kurde, leur identité kurde, leur fierté kurde. A quoi la Turquie répond par la rature de leur différence ; par l'anéantissement de leur « être » collectif.

Or, l'armée turque vient de participer activement à la croisade de l'Otan contre la Yougoslavie au nom des droits des Kosovars. Il y a décidément des forfaitures qui ressemblent à des schizophrénies !

L'autre semaine, dans sa chronique du *Point*, notre ami BHL nous interpellait. A l'en croire, nous aurions réagi à la découverte de charniers au Kosovo par un « silence étourdissant » (notez l'originalité de la formule !).

**BHL reconnaît-il  
au peuple kurde  
les mêmes droits  
que ceux qu'il a exigés  
pour les Kosovars ?**

**E**n l'occurrence, depuis trois mois, il n'y a pas un seul numéro de *Marianne* qui n'ait évoqué les atrocités commises par les milices serbes dans la province martyre. Et cela, pour la bonne et simple raison que notre hostilité totale – plus radicale encore aujourd'hui qu'hier – à cette forme de guerre aux conséquences catastrophiques (on s'en rend compte chaque jour un peu plus) fut, dès le départ, justifiée par cet épouvantable constat : en bombardant le peuple serbe, tout en abandonnant à lui-même, cyniquement, pendant dix semaines, le peuple kosovar, on livrait ce dernier « tout cru » aux repréailles de ses bourreaux !

Or, cette semaine, au lendemain de la condamnation d'Ocalan à la pendaison, BHL escamote cet événement et ne consacre pas la moindre ligne de sa chronique hebdomadaire à la question kurde. Silence étourdissant ?

Nous avons, dans *Marianne* (c'est même le seul point sur lequel nous étions d'accord avec BHL), affirmé, à plusieurs reprises, que le drame du Kosovo ne prendrait fin que lorsque serait satisfait, démocratiquement, le droit du peuple kosovar à disposer de lui-même.

D'où ces questions que nous posons à BHL :

- Reconnaît-il au peuple kurde les mêmes droits que ceux qu'il a exigés pour les Kosovars ? \* Estime-t-il que la communauté nationale devrait s'impliquer « activement » pour obtenir qu'Ankara les leur accorde ? Que pense-t-il de l'attitude de l'Amérique qui, en assimilant la lutte des Kurdes à du simple « terrorisme », défend en Turquie des valeurs inverses de celles au nom desquelles elle

a préconisé l'intervention armée contre la Yougoslavie ?

- Se satisfait-il de l'évolution de la situation actuelle au Kosovo, qui tourne de plus en plus le dos à ce que nous préconisons, lui et nous : l'instauration d'une démocratie pluriethnique ? Condamne-t-il l'épuration raciale à l'envers ?

- Estime-t-il toujours « juste et exemplaire » le combat qui a consisté à écraser, sous « nos » bombes, des milliers de civils innocents (dont les événements récents prouvent qu'ils n'étaient pas tous, loin de là, des complices de Milosevic), tout en laissant, sans rien faire pour les en empêcher – l'arme au pied en somme –, nos « ennemis », devenus enragés, en massacrer impunément des milliers et des milliers d'autres ?

Il nous semble à nous, malgré la propagande, qu'il y a encore plus de raisons de refuser cette étrange logique aujourd'hui que l'on commence à en connaître les conséquences qu'hier.

\* Cela dit, BHL et ses amis exigeaient que l'on arme l'UCK. Il ne nous viendrait pas à l'idée de demander que l'on arme le PKK !

## Le peuple kurde interdit de patrie Réponse à BHL

## **Nouvelle série d'attentats, le PKK revendique le plus meurtrier**

ANKARA, 5 juil (AFP) - 16h53 - Un attentat-suicide à l'explosif perpétré par une femme présumée membre du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait lundi un mort et 14 blessés à Adana (sud), dernier d'une série d'attaques en Turquie depuis la condamnation à mort du chef du PKK Abdullah Ocalan le 29 juin.

La plus meurtrière, qui avait fait au moins 6 morts à Elazig (est) jeudi, a été revendiquée lundi par la branche armée du PKK, l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK), dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM, reçue à Ankara.

Lundi, une femme a fait exploser des engins qu'elle portait sur elle devant la gendarmerie d'Adana (sud), face à une station de police, blessant 8 policiers, 2 techniciens, un garde et trois civils, selon l'agence Anatolie.

La femme, membre présumée du PKK, est morte sur le coup, selon l'agence.

La veille au soir à Istanbul, l'explosion d'une bombe artisanale à retardement de forte puissance avait fait un mort et 25 blessés dont 5 graves. La bombe à fragmentation avait été placée dans une poubelle d'un parc de la partie européenne de la ville, selon les autorités locales.

Jeudi dernier, une bombe à retardement placée dans un café d'Istanbul avait fait trois blessés légers, dans le district de Gaziosmanpasa (secteur européen) à Istanbul également.

La branche armée du PKK, l'ARGK, a revendiqué lundi l'attentat d'Elazig, affirmant que deux de ses militants avaient mitraillé un "centre d'entraînement de militants ultra-nationalistes" dans le centre de la ville, tuant 5 d'entre eux et en blessant 4.

Le terme militant ultra-nationaliste recouvre les membres du Parti de l'Action nationaliste (MHP), membre du gouvernement de Bulent Ecevit et deuxième groupe au parlement depuis les élections législatives du 18 avril.

Dans un échange de tirs consécutifs avec la police, un policier a été tué et un autre grièvement blessé, tandis que les deux militants de l'ARGK ont été tués à l'issue d'une poursuite, selon le communiqué de l'ARGK.

Le gouverneur de la province d'Elazig, Luftullah Bilgin, avait indiqué pour sa part jeudi soir qu'une attaque contre un café de la ville avait fait 4 morts, tandis que les deux agresseurs, un homme et une femme, avaient ensuite été abattus par la police.

La revendication de la branche armée du PKK est intervenue peu après que son aile politique, le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), eut démenti à l'AFP, par la voix d'un porte-parole à Vienne, tout lien avec la série d'attentats perpétrés en Turquie depuis la condamnation à mort d'Ocalan pour trahison et tentative de diviser le pays, dont celui d'Elazig.

Les autorités turques ont appelé lundi la population à la vigilance après l'attentat d'Istanbul. "Chacun d'entre nous doit être sur ses gardes. Il n'y a pas de raison de paniquer", a déclaré le gouverneur d'Istanbul Erol Cakir, cité par la chaîne de télévision NTV.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

La direction du PKK avait appelé ses militants à des manifestations "pacifiques et démocratiques" après la condamnation à mort de son chef, tout en menaçant de nouvelles violences s'il est pendu.

La sentence contre Abdullah Ocalan doit être examinée par la Cour de cassation. La décision finale d'une éventuelle pendaison du chef du PKK reviendra au Parlement.

**mercredi 7 juillet 1999, 17h41**

## **Abdullah Ocalan renouvelle son offre de paix à la Turquie**

ANKARA (AP) -- Abdullah Ocalan, condamné à mort la semaine dernière, a appelé mercredi les autorités turques à saisir son offre de paix, avertissant qu'il pourrait perdre le contrôle des rebelles kurdes du PKK si sa situation n'évoluait pas favorablement, ont déclaré ses avocats mercredi.

Dans une lettre de trois pages écrite depuis sa cellule et remise au directeur de la prison de l'île-prison d'Imrali où il est détenu, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dénonce également la mauvaise volonté de la Turquie face au problème kurde.

"Tout le monde parle de problèmes de droits de l'homme, de démocratie et d'économie", écrit-il. Les autorités turques "n'ont même pas fait des petits pas vers une solution, mais elles se précipitent pour me pendre."

Un porte-parole du PKK en Europe s'est refusé à tout commentaire au sujet de cette lettre, mais a indiqué que le mouvement séparatiste armé restait uni.

De leur côté, les trois juges de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara qui ont condamné à mort Abdullah Ocalan la semaine dernière ont défendu leur décision dans un texte de 280 pages publié mercredi. Ils estiment qu'étant données les preuves présentées contre le chef du PKK "il n'y avait pas de place au doute" concernant sa culpabilité.

Depuis la condamnation à mort d'Ocalan, les rebelles kurdes ont apparemment ignoré les appels de leur leader à mettre fin à la violence, perpétrant une série d'attaques dans le pays.

---

## Italy a 'free area' for separatist terrorism

- Terrorists briefly occupy a Turkish commercial office and a room in one of Italy's ministry buildings, but police set them free. Ankara protests the Italian 'tolerance' of terrorism
- 

Ankara - Turkish Daily News

Demonstrating "solidarity" with separatist terrorists, Italy brought no charges on Tuesday against two groups of separatist terrorists who briefly occupied a Turkish commercial office and one room of the country's Foreign Trade Ministry in Rome.

Ankara deplored the Italian "tolerance" of terrorism, and in protest circulars distributed to the Italian Embassy in the Turkish capital and the Italian Foreign Ministry in Rome, Turkey described the Italian handling of the occupation and the freeing of the terrorists without initiating any legal proceedings against them as "incompatible with international obligations."

The Turkish protest circulars stressed that the criminals should have been apprehended and brought to trial by Italy, warning that the government in Rome would be solely responsible if such incidents were repeated in that country.

Prime Minister Bulent Ecevit said Turkey had warned certain other countries, particularly Italy, that there could be attacks on Turkish missions. He stated it was unfortunate that Italian authorities displayed such a lax attitude on the issue.

The prime minister stated further that the criminals who occupied the Turkish commercial office in Rome must have been encouraged by this lax attitude by Italian authorities.

Ecevit added that he was happy that none of the Turkish officials were injured in the incident and that the occupation lasted for only a brief time.

Turkey's former ambassador to Italy, Inal Batu, meanwhile, claimed that Rome has become an "unofficial capital" for the separatist gang.

Recalling reports that the Italian Parliament had intended to discuss the Abdullah Ocalan issue, Batu said that if a state was convening its Parliament in a bid to help save a separatist terrorist, that state has unfortunately become a "rough state."

The separatist groups, each composed of 15-20 terrorists, were set free by Italian police after they ended their occupation of the Turkish commercial office and the foreign trade ministry and surrendered.

Turkey's ambassador to Rome, Necati Utkan, said the separatist group that occupied the Turkish commercial office did not harm anyone and left the building peacefully. He added that the separatists had harbored no intention to harm anyone. "They wanted to create some propaganda," he said.

"Our only consolation was that none of our personnel were hurt," Utkan said.

The semi-official Anatolia news agency reported that Economic Counsellor Kadir Aslan, Commercial Counsellor Osman Dogangun and the office staff were taken hostage by the terrorists for about 50 minutes, until the arrival of Italian police.

News agencies reported that during the brief occupation, the separatists waved banners from the windows of the building in support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) gang and called for an end to Italian arms sales to Turkey.

Relations between Turkey and Italy were strained early this year when the Massimo D'Alema government, in contravention of international accords on cooperation against terrorism, hosted PKK chieftain Ocalan at a luxurious villa in a Rome suburb for several months.

An unofficial economic embargo declared by the Turkish population on Italian goods had eventually forced Italy to drop its plans of providing asylum to the PKK chieftain and ask him to leave the country on board a military plane provided

by the Rome government.

Ocalan, captured by Turkish intelligence and security teams in Kenya after he left Italy, was brought back to Turkey in February and was sentenced to death by a State Security Court (DGM) on June 29.

Since the sentencing of Ocalan to death, the separatist PKK appears to have intensified its attacks on civilians in Turkey and Turkish offices and businesses abroad.

A wave of attacks on Turkish businesses in Germany was stopped by the efficient measures Germany introduced in order to counter this gang.

In Turkey, on the other hand, the gang, which is unable to stage any major attack, has attempted to demonstrate that Ocalan's sentencing won't be enough to bring down its organization by planting bombs in crowded areas. The PKK has also revived the notorious practice of launching suicide bomb attacks.

On Monday evening, a 19-year old female terrorist flashed the "V for victory" sign before detonating bombs strapped to her body, killing herself and injuring three police officers and 14 civilians outside a police station in the southern city of Adana. She was identified by police as Rusen Tabanci, code-named Berfin Zazan within the PKK.

That was the third attack of the separatist gang on civilians since the June 29 sentencing of Ocalan to death.

On Sunday, a bomb blast in a crowded Istanbul park killed one person and injured 25 others. Last week, four people were killed when a man and a woman in the southeastern city of Elazig raked a coffee house with gunfire.

"It appears that terrorists are targeting civilians," Istanbul Governor Erol Cakir said. "Everyone must be careful, but there is no need to panic."

Ocalan's PKK claimed responsibility for the attack on the coffee house, saying it was used by right-wing nationalists.

The group is also suspected in the other attacks. Lawyers for Ocalan said the rebel leader did not approve of the attacks.

"He said such attacks were not right and that he condemned them," Dogan Erbas said after visiting Ocalan at the prison-island of Imrali, located off Istanbul in the Marmara Sea. Throughout his trial, Ocalan said he was willing to work for peace if he was spared execution and warned of increased violence by his followers if his death sentence is carried out.

Prime Minister Bulent Ecevit promised Monday to capture those who had ordered the attacks.

Turkey's National Intelligence Organization (MIT) believes the PKK has deployed a team of people in Istanbul and other western cities to carry out attacks.

PKK representatives in Europe would not comment on such reports. A newspaper reported Monday that another bomb was found under a table in a crowded bar in downtown Istanbul but that it had been defused by bomb experts.

One person was killed near the southeastern city of Batman on Monday when a vehicle belonging to the state-run Turkish Petroleum Corporation (TPAO) hit a mine believed to have been planted in the road by the separatists.

Ocalan's lawyers, meanwhile, formally filed an application to appeal the death sentence handed to Ocalan.

The PKK leader's chief counsel, Niyazi Bulgan, and four other attorneys asked an Istanbul court to deliver their formal request to the Appeals Court in Ankara.

The move was a symbolic one, since all death sentences are automatically appealed.

It was not clear when the court would review the case. If upheld, the verdict would have to be endorsed by both Parliament and President Suleyman Demirel before it could be carried out.

There is widespread public pressure in Turkey to hang Ocalan, the man most Turks hold responsible for the deaths of more than 30,000 people over the past 15 years in PKK-related violence.

However, there is strong opposition to the death penalty in Europe, and many newspapers have recently been questioning whether it would be in Turkey's best interest to hang Ocalan, particularly since it has been pressing to join the European Union.

No one has been executed in Turkey since 1984.

---

# Turks' Views on Minority Rights Make a Kurdish Peace Unlikely

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBÜL — To outsiders, the solution to Turkey's long conflict with Kurdish insurgents may seem easy and obvious.

Over the past few weeks, the condemned rebel leader, Abdullah Ocalan, has made it as clear as the air in the rugged mountains of the Kurdish war zone. In effect, he declared at his trial for treason:

Let us Kurds use our language freely, let us have a television station, and acknowledge our ethnic identity. Then we will stop waging a war that has cost Turkey more than \$100 billion and the lives of more than 30,000 people over 15 years, tearing the country apart and darkening its name.

## NEWS ANALYSIS

Naturally it is difficult for Turks or their leaders to imagine negotiating with Mr. Ocalan or others who have touched off such a deadly campaign.

But the world has become accustomed to watching governments deal grudgingly with Palestinian, Irish and Basque groups that engaged in terrorism.

In Britain, the killer of several police officers and a man who nearly succeeded in assassinating Prime Minister Margaret Thatcher with a bomb were recently freed in a reluctant gesture aimed at helping resolve the conflict in Northern Ireland.

Spain has granted its Basque region almost complete autonomy and the killings that tormented the region for years have all but ceased.

Would such a formula work in Turkey?

Military commanders, who hold the final word in such matters, will probably have many months to reflect on the matter while Mr. Ocalan's appeals proceed through Turkish and European courts.

But choosing the path of conciliation would represent a radical departure for leaders who, with broad popular support, have for years considered force the only appropriate response to what they call terrorism.

Part of the reason for Turkey's resistance to Kurdish demands lies in history. For 200 years before the Turkish Republic was founded in 1923, the Ottoman Empire had been steadily shrinking.

The republic was formed after a military force led by Mustafa Kemal Atatürk defeated Greeks and their Western allies who were trying to slice up even the Anatolian mainland. Fear of losing more territory consumes many Turks, and when they hear Kurds demanding autonomy or cultural rights, they sense the start of secession.

Turkey has come a long way from the days when it did not even acknowledge the existence of Kurds, calling them "Mountain Turks," and, in 1981, sentencing a former member of Parliament to a year in prison for declaring: "There are Kurds in Turkey. I am a Kurd."

But many people here cannot bring themselves to view Kurds, who constitute at least 15 percent of the population, as a minority. They still use the definition of a minority as it was used in the Ottoman Empire.

In those days, minorities were given broad powers of self-government, but only non-Muslim groups qualified.

Since most Kurds are Muslims, the idea that they could be considered a minority seems absurd to many Turks. These Turks also fear that conceding special status to the Kurds could lead to claims by others in Turkey, which is far more ethnically diverse than some admit.

In the 15 years since the Kurdish war began, emotion has taken over much of Turkey's reaction to it. Thousands of grief-stricken parents have buried their sons at funerals that afflict entire towns.

The press is forbidden to question the conduct of the war or the value of fighting it and, instead, whips up passions. No coverage may be given to the grief felt by mothers of slain fighters, nor can writers portray the conflict as Kurdish militants see it.

Ordinary Turks have no idea what is actually happening in southeastern provinces where the war is being fought. Knowing how Turkish soldiers and the police operate, they realize that things are not pretty there.

Most believe, however, that there is no other way.

"Being tough and not giving in is a very important value in this part of the world," said a foreign military officer who follows the Kurdish conflict closely.

The Turkish ruling elite considers rebellion by Kurds illegitimate because in Turkey Kurds are granted every individual right.

Once a Kurd accepts that he or she is above all Turkish, anything is possible. Many Kurds, especially those living in Istanbul and other cities far from the war zone, have accepted this offer and been successfully assimilated.

But others refuse society's offer. They want the right to their Kurdishness, meaning the right to speak their language without restriction and to maintain a distinct cultural identity.

That is something the state steadfastly refuses.

## Prosecution in Iran

President Mohammed Khatami hopes to strengthen the rule of law in Iran and repair ties with the West. But his efforts are threatened by the dubious espionage charges that clerical prosecutors brought against 13 Iranian Jews. Mr. Khatami, who has been trying to limit his conflicts with conservative clerics before an important parliamentary election, has been cautious in speaking out on this case. But this is a case he cannot condone if he wishes to improve ties with the West.

The arrested Jews are accused of giving military information to Israel and the United States. Until the past few days, they had been held incommunicado. They are still being denied family visits, kosher food and legal representation. Although no trial has yet been held and no incriminating evidence made public, influential Iranian clerics have all but declared the 13 Jews guilty and called

for their hanging.

Under Iran's Islamic constitution, the Jewish community is an officially recognized religious minority.

Currently, about 25,000 Jews live in Iran, a nation of nearly 70 million people. More than 50,000 Jews have emigrated since the 1979 revolution. Those who remained have had to contend with two decades of government hostility to Israel and several previous espionage prosecutions against Jewish Iranians, although none on this scale.

Now there is worry that militant clerics frightened by Mr. Khatami's more tolerant views could strike back against vulnerable Iranian Jews.

Mr. Khatami has tried to reassure the Jewish community and has spoken out publicly in defense of the legal rights of its members. But he has not challenged the abusive handling of this case.

Outside Iran there have been many expressions of concern. Israel has

worked hard to mobilize international attention. The United States has called on Iran to free those arrested, as have Germany, France and the European Union. The Iranians should understand that the persecution of Jews will throw Iran's relations with the West into a new freeze, crippling Iran's attempt to revive its stagnant economy.

Mr. Khatami seems loath to risk accusations of endangering national security by interfering with the prosecution of alleged spies. But so far, this case seems to be less about foreign espionage than about a campaign by Mr. Khatami's domestic enemies to sabotage his program of reform and dialogue with the West. The Iranian people have already paid a high price for the international isolation they have endured for two decades. It would be a pity if Mr. Khatami's reforms were now undermined by a contrived spy case.

—THE NEW YORK TIMES

# Kurdish Rebels Urge Further Violence

## Ocalan-Sentence Protest Dims Truce Hopes

By HUGH POPE  
Staff Reporter

ISTANBUL — Turkey's ethnic Kurdish rebels called for more attacks against targets in Turkey, dashing hopes that the two sides might observe an unofficial truce while the Turkish establishment decides whether or not to hang Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

A Turkish court June 29 sentenced Mr. Ocalan to death for separatist treason. The obligatory decision has now started months of appeals processes in Turkey and Europe.

Some senior Turks appear ambivalent about carrying out the sentence, believing it would destroy a chance to end the 14-year rebellion. Mr. Ocalan also begged for his life with offers to help end continued fighting that has killed more than 30,000 people.

Mr. Ocalan's lieutenants Tuesday decided differently.

"The death sentence is the rejection of peace, freedom and brotherly relations. . . . We invite you (the Kurdish People) to increase the struggle, stand up and protest on all platforms. The death sentence against our president Apo is a death sentence for all of us," declared the presidential council of the rebel Kurdistan Workers' Party, or PKK, using the popular name for Mr. Ocalan.

### Series of Attacks

Three attacks in recent days underline the seriousness of the threat to this important U.S. ally astride the crossroads of the Balkans and the Middle East.

On Monday, a 19-year old Kurdish woman suicide bomber ran into a police station in the southern city of Adana, waving a

"V"-for-victory sign and detonating about a kilogram of TNT strapped to her body. She killed herself and injured 17 other people. On Sunday in Istanbul, a bomb in a suburban park killed one person and injured 25 others, and another bomb was found and defused in a crowded city-center bar. Four people were killed Thursday, when a man and a woman raked a coffeehouse with gunfire in the southeastern city of Elazig.

The PKK's military wing claimed responsibility for the Elazig attack, and Turkish officials blame all the attacks on the PKK. The Kurdish rebels appear keen, however, not to unleash a new wave of violence that would antagonize Europe, where many of them live in exile. The Kurdish news agency DEM, based in Germany, quoted the PKK's political wing as criticizing recent firebombings of Turkish interests in Europe as "a provocation."

### Tourism Is Damaged

The attacks in Turkey will further damage its \$7 billion-a-year tourism industry, exasperating tour operators, since foreign visitors are rarely hurt by rebel actions. Organizers are changing plans for meetings in Istanbul, a popular destination for international conferences. Compared with last year, some coastal resorts said guest numbers fell by a third during Mr. Ocalan's four-week trial in June. Many had pinned hopes to better reservations in July.

Fear of violence even scared off a movie-production company making "The World Is Not Enough," the latest film about British secret agent James Bond. "I think it was the various bombs that went off. . . at the end of the day, we're just a movie company," said EON Productions spokeswoman Amanda Schofield. "We filmed some establishing shots with the beautiful vistas in Istanbul and then did the rest in Spain."

Turkey's Kurds make up about a tenth of the population, with a wide variety of political attitudes. Many are assimilated and want no more trouble, but there are increas-

ingly hardened radicals who believe that, hanging or no hanging, the Kurds have no chance of peacefully winning their demands for official recognition from Turkey of the Kurdish identity and language.

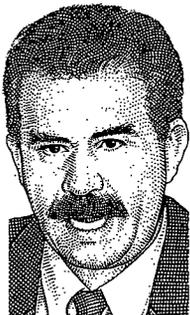
"One part of the Kurds is waiting to see if there's an execution or not," said Rusen Werdi, head of the human-rights section at the neutral Kurdish Institute in Paris. With the bombs, however, "it appears there's a part that wants radicalization," the official said, adding, "but the real radicalization will come if Ocalan is executed."

### Calls to Commute Sentence

Understanding that, leading voices in Turkey are speaking out for a stay in the death sentence against Mr. Ocalan and for the fostering of a climate of reconciliation. They fear that a hanging would give the burly 50-year-old the status of a legendary martyr little deserved by his unimpressive court performance and his admission that the PKK carried out terrorist killings.

Thus emerges the irony that even some nationalist Turks favor letting Mr. Ocalan live, believing PKK leaders secretly want their compromised leader to die, both physically and politically. "With provocation and bloodshed, the PKK wants the people who live in Turkey to become furious, so that Apo will be hanged," said commentator Fatih Altayli. "If the PKK wasn't in favor of hanging, they would wait until the end of the legal process" before attacking. "Turkey shouldn't fall into the traps of the PKK."

But hawks seeking the death of Mr. Ocalan aren't lacking on the Turkish side. "If we keep Ocalan in a cell, he will always be a time bomb for the Turkish republic," retired Turkish Gen. Kemal Yavuz said in a report splashed over the front page of the respected Milliyet newspaper as reflecting the view of the powerful, tight-lipped Turkish military. "He will be used as an object by anarchist forces and those states that used Ocalan against us."



Abdullah Ocalan

## KDP claims PUK continuing support to PKK

The Kurdistan Democratic Party's (KDP) Washington representative, Ferhad Barzani, claimed that the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is continuing to provide support to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Northern Iraq, the Anatolia news agency reported on Wednesday.

Barzani said that they captured three armed PKK members in their region on Sunday and claimed that they were coming from the PUK district of Northern Iraq. He called this incident an indicator of the PUK's ongoing support to the PKK.

"The PUK's support to the PKK is a violation of the Washington Agreement. In the recent Washington meetings PUK authorities had guaranteed the U.S. State Department that they would not provide aid to the PKK. However, in reality, the situation is just the opposite," Barzani said.

He said that according to information they received from captured PKK members, Osman Ocalan, the brother of PKK leader Abdullah Ocalan, is in Iran.

Barzani also stated that under the leadership of Mesud Barzani, the KDP is giving full support to the Turkish Armed Forces (TSK) in its struggle with the PKK in Northern Iraq.

# Si près de l'Europe et si loin des Etats-Unis

En dépit des relations tendues entre Ankara et Bruxelles, la tentation de tourner le dos à l'Europe est irréaliste. L'UE est de très loin le premier partenaire commercial de la Turquie.

LE TEMPS (extraits)

Genève

**N**ous n'envisageons aucune concession. Nous attendrons patiemment." Interrogé sur les perspectives d'une intégration de la Turquie à l'Union européenne, le Premier ministre Bülent Ecevit traduit, dans le ton plus que dans les mots, le ressentiment des Turcs envers cette Europe qui les snobe. Aujourd'hui encore, dix-huit mois après, la gifle de Luxembourg résonne dans les têtes ; le fait d'avoir été écarté de la candidature à l'adhésion, alors que les Etats baltes et leurs anciens partenaires du glacis soviétique étaient admis, a été perçu, d'Istanbul à Ankara, comme une insulte. Mais, entre menaces et séduction, les Turcs ne savent plus très bien à quel saint se vouer : presque à leur corps défendant, l'Europe est de loin leur premier partenaire économique. Depuis quatre ans, l'union douanière apporte à la Turquie les mêmes avantages économiques que le statut de membre. Le problème est donc clairement politique. Il touche aussi à la psychologie. La Turquie demande avant tout une chose de la part de l'Occident : la reconnaissance.

"C'est un peu comme si l'Europe avait jeté la Turquie aux oubliettes de l'Histoire, comme un vulgaire mouchoir de papier, une fois la guerre froide passée", dit ce diplomate en fin de carrière dans un français impeccable. "Nous avons rempli tous nos engagements envers l'Occident, et encore récemment, dans la guerre du Kosovo. Où en est la promesse faite en 1963 à la Turquie, selon laquelle elle deviendrait un jour membre de l'Europe ?" Bülent Ecevit lui-même insiste sur ce point : "Nous sommes une nation européenne, mais pas seulement ; nous sommes reliés au Moyen-Orient, à la région Caspienne, à l'Asie centrale. Je crains que, dans le subconscient de certains politiciens européens, l'UE soit une entité religieuse qui ne veut pas des autres."

Comme le notent à raison nombre d'hommes d'affaires et de politiciens turcs rencontrés à Istanbul, Izmir et Ankara, le conflit avec la Grèce sert de paravent très pratique à plusieurs pays membres qui ne veulent pas d'une

Turquie "politiquement instable à l'intérieur", selon un diplomate occidental en poste à Ankara.

Ce dialogue de sourds est particulièrement patent lorsque les questions démocratiques sont abordées. Témoin le problème de l'islamisme : la majorité des Turcs ne comprend pas que les Européens puissent, d'un côté, craindre une montée de l'islam fondamentaliste dans leurs pays et, de l'autre, remettre en question la légitimité des lois adoptées lors du "coup d'Etat modéré" pour interdire le parti islamiste (en fait, le fameux parti Refah, de l'ex-Premier ministre Erdogan, s'est édulcoré en un "Parti de la vertu"). D'autant plus que les mesures prises à l'encontre des islamistes semblent avoir brisé l'élan du mouvement. Autre exemple, la question kurde : parce qu'ils reprochent aux Occidentaux de faire un amalgame systématique entre peuple kurde et PKK [parti des travailleurs du Kurdistan], les Turcs ont fini eux-mêmes par assimiler toute mention du problème kurde au parti terroriste d'Öcalan.

Les perspectives de progrès dans les relations turco-européennes sont ténues. Cem Duna, membre du conseil du Tüsiad, l'organisme directeur du patronat turc, parle de "relations très sombres". La Turquie a besoin d'un dessein pour son avenir. L'Union européenne veut voir la Turquie évoluer, et ce n'est pas en lui fermant la porte qu'elle verra ce souhait se concrétiser.

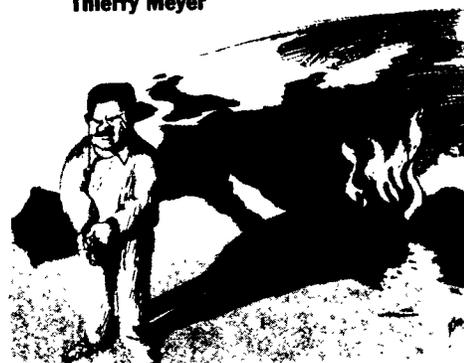
Reste que la tentation de tourner le dos à l'Union européenne, souvent évoquée, sonne un peu comme une menace creuse. Avec 50 % des exportations et 51,2 % des importations (chiffres de 1998), l'Europe communautaire est de très loin le premier partenaire commercial de la Turquie, qui a aligné la majorité de ses lois commerciales et financières sur celles de l'UE pour accéder au stade de l'union douanière. "Certains Turcs, déclare le Tüsiad, sont de plus en plus séduits par l'idée que les Etats-Unis pourraient faire l'objet d'une accentuation de nos relations économiques et politiques et devenir un substitut à l'Europe. Nous ne partageons pas ces vues. Nous croyons que les relations de la Turquie avec Washington et Bruxelles constituent un triangle stratégique où aucun ne peut se substituer à l'autre."

"Notre exclusion actuelle de l'UE nous a montré qu'il existe d'autres opportunités, dans d'autres endroits du monde", affirme le Premier ministre Ecevit. La Turquie entend ainsi développer ses relations avec la Chine et intensifier celles avec Israël, mais surtout avec l'Organisation des pays islamiques (16,8 % des exportations) et les pays turcophones d'Asie centrale.

Certains à Ankara croient possible un accord souterrain entre Bülent Ecevit et le Premier ministre grec Costa Simitis, qui verrait la Grèce lever son veto sur la candidature turque et qui placerait les Européens devant leurs responsabilités. En fait, le gouvernement de coalition de Bülent Ecevit, qui repose sur l'alliance contre nature de son Parti de la gauche démocratique, des libéraux de l'ex-Premier ministre Mesut Yilmaz et, surtout, des nationalistes de droite du MHP, ne semble pas fait pour aller vers des concessions sur les points de friction avec l'Europe (question kurde, droits de l'homme, Chypre, etc.). Surtout, sa pérennité, malgré ce que nous ont répété des interlocuteurs lassés de l'instabilité politique, est loin d'être assurée au-delà de quelques mois. Sa composition lui interdit de s'engager dans des réformes draconiennes, et l'issue du procès Öcalan pèsera de tout son poids sur le gouvernement, mais également sur les relations avec l'Europe.

Thierry Meyer

▼ Dessin de Royer paru dans Le Soir, Bruxelles.



## ■ Droits de l'homme

Selon le dernier rapport annuel d'Amnesty International, la torture est toujours pratiquée dans les prisons turques, même si elle n'est plus systématique. Apparemment, en 1998, les sévices ont entraîné la mort d'au moins 10 personnes en prison. Le

rapport d'Amnesty relève 5 cas de "disparition" et l'exécution d'au moins 15 personnes en dehors de tout cadre juridique. Il est vrai qu'aucune personne condamnée à mort par un tribunal n'a été exécutée depuis 1984.

## Céder au chantage ou faire un martyr

Fixer le sort du "Che du PKK" n'est pas chose aisée. Le quotidien *Radikal* dresse la liste des arguments pour et contre son exécution.

La décision finale concernant le destin d'Abdullah Öcalan sera une décision importante et difficile. Difficile, car ce problème ne peut être présenté en noir et blanc. Difficile, car le présent pèsera lourdement sur les perspectives d'avenir. Difficile, car l'ombre du passé, avec ses blessures et ses douleurs, est encore présente. Il faut prendre en considération de très nombreux facteurs. Examinons-les sans oublier, quelles que soient les circonstances, qu'il s'agit de la vie d'un être humain.

### Pour l'exécution d'Öcalan

1. L'opinion publique la réclame. Aucun Parle-

ment ne peut agir contre la volonté du peuple.  
2. Si nous ne l'exécutons pas en prison, il deviendra un casse-tête. D'autres actions terroristes, du genre prises d'otages ou détournements d'avions, pourraient se produire afin qu'intervienne sa libération.  
3. Si nous ne l'exécutons pas, nous donnerons l'impression de nous plier aux pressions de l'Occident.  
4. Il y a un prix à payer pour la création d'un mouvement terroriste qui a coûté la vie à tant d'hommes et de femmes, qui a absorbé tant d'argent et de ressources, et qui a bouché l'avenir du pays en freinant son développement.  
5. Les propos d'Apo (Öcalan), qui promet d'amener la paix si on ne le pend pas, ne sont qu'un bluff, un premier pas pour commencer un marchandage, voire un chantage. Si on ne l'exécute pas, d'autres exigences suivront. Il commencera à réclamer qu'on le libère, et ensuite le droit de participer à la vie politique, sans quoi le terrorisme ne cessera jamais. Il n'y aura pas de fin à ce jeu.

### Contre l'exécution d'Öcalan

1. On créerait bêtement un symbole, un martyr.

Demain, les portraits d'Apo seraient sur tous les murs.

2. Si on le pend, le monde isolera la Turquie. Le pays se renfermera sur lui-même, en s'éloignant de la démocratie.

3. Un pays démocratique n'agit pas en fonction du sentiment de vengeance, il ne se laisse pas aller à une hystérie de lynchage. Il faut se rappeler qu'Apo restera quand même en prison, et c'est sans doute une peine suffisamment lourde.

4. Si on le pend, la terreur ne s'arrêtera jamais. Même si elle peut être freinée momentanément par des moyens militaires, tôt ou tard elle resurgira. Le fait qu'Apo ait abandonné toutes ses positions doit contribuer à une normalisation.

5. Si la Turquie veut continuer d'appartenir au monde démocratique, elle doit respecter le désir des Kurdes de sauvegarder leur identité. Apo seul n'a pas une grande importance. La question se résoudra d'elle-même si une véritable démocratie s'établit en Turquie. L'exécution d'Apo retarderait ce processus. Or la Turquie ne peut plus attendre.

C'est à nous qu'appartient la décision finale.

Ismet Berkan, *Radikal*, Istanbul

# Le PKK veut se transformer en "mouvement social"

Devant ses juges, Öcalan a appelé à une nouvelle citoyenneté qui engloberait les "opprimés" turcs et kurdes, affirme l'organe du PKK.

ÖZGUR POLITIKA

Francfort

Lors de son procès, Abdullah Öcalan a proposé la paix à la Turquie à travers un plan de démocratisation accompagné d'actes diplomatiques. Mais les efforts d'Öcalan ont été interprétés par les médias - contrôlés par des puissances financières -, suivant les méthodes de la guerre psychologique, comme une capitulation sans condition destinée à sauver sa propre vie.

Ce projet propose la reconnaissance de l'identité et de la culture kurdes dans le cadre d'une citoyenneté constitutionnelle, l'augmentation du pouvoir des élus locaux, ainsi qu'une série de réformes démocratiques. En contrepartie, les Kurdes s'engagent à mettre fin à la lutte armée et à trouver leur place au sein de l'État, en respectant son intégrité.

Voici Abdullah Öcalan et, à travers lui, le mouvement kurde placés dans des conditions

cruciales de vie ou de mort, faisant un saut périlleux en se sacrifiant au nom d'une nouvelle nation à venir. Le mouvement kurde ne peut réussir qu'en redonnant également de l'espoir aux classes opprimées qui appartiennent au camp des oppresseurs [les travailleurs turcs] : c'est-à-dire en abandonnant son caractère national pour se transformer en mouvement social. Parmi tous les mouvements kurdes, seul le PKK a la capacité d'évoluer ainsi. Öcalan ne se comporte plus seulement en tant que leader du mouvement kurde. Il veut être précurseur d'une nouvelle citoyenneté constitutionnelle englobant tant les Turcs que les Kurdes. Désormais, il n'est pas seulement l'interlocuteur des Kurdes, mais aussi celui des Turcs. Il leur demande de s'unir pour construire une nouvelle nation.

La période d'insurrection était nécessaire au développement du mouvement kurde. Il ne se serait agi sans cela que d'un rapport de maître à esclave, une relation incapable d'aboutir à une véritable amitié, au respect et aux retrouvailles. Une paix réelle fondée sur l'égalité et une reconnaissance mutuelle ne peuvent se réaliser qu'après une guerre. Dorénavant, il ne peut y avoir ni division ni séparation entre Kurdes et Turcs, mais seulement à l'intérieur de chaque camp.

Haluk Gerger

### ■ PKK : le bilan chiffré

Selon le ministère de l'Intérieur en Turquie, le bilan des affrontements avec le PKK s'élève, de 1984 à 1999, à 8 346 attaques à main armée et 3 000 attentats à l'explosif. 6 536 affrontements avec les forces de sécurité se sont soldés au total par 28 278 morts, dont 4 507 civils, 1 234 miliciens pro-gouvernementaux, 3 941 soldats, 248 policiers et 18 341 militants du PKK.

## De Milosevic à Öcalan

**Il faut éviter que les remèdes ne soient pires que les maux. Ni l'exécution d'Öcalan, ni le départ de Milosevic ne suffiront.**

Voilà deux personnages qui ont en commun une même odeur de mort qui plane au-dessus de leur tête : le président serbe Slobodan Milosevic et le leader kurde Abdullah Öcalan. Öcalan est-il un criminel ? Oui. Ni plus ni moins que la politique et la législation turques vis-à-vis des Kurdes. Il est vrai que de nombreux Kurdes se sont totalement intégrés à la nation turque. Mais ceux qui ne se sont pas fondus dans cette identité ont le droit de ne pas en vouloir, sans pour autant avoir celui de prendre les armes. En revanche, quand l'Etat combat par les armes leur désir de ne pas s'intégrer, ils acquièrent dès lors le droit de résister par les mêmes moyens. Sinon

comment pourrait-on respecter l'empressement turc à défendre les droits de la minorité turque de Bulgarie, qui refuse de se laisser assimiler, ainsi que ceux d'innombrables minorités turcophones qui peuplent les Etats voisins de la Turquie.

Les agissements d'Öcalan ne sont pas les actes individuels d'un traître, d'un agent ou d'un espion, mais l'expression d'une partie importante de la population. Le règlement ne peut donc être que politique. Une exécution, à l'inverse, ne pourrait que déclencher une nouvelle vague de violence, qui toucherait les Turcs comme les Kurdes, les militaires comme les civils, les criminels comme les victimes. Davantage de terres seront brûlées, davantage de populations déplacées, et la pression démographique se fera encore plus étouffante dans les villes du pays.

Ignorer tout cela ne serait pas seulement ignorer les Kurdes et leurs droits. Ce serait aussi porter atteinte à la Turquie en tant que démocratie et en tant qu'entité nationale. En tant que démocratie, la Turquie désire entrer dans le club des sociétés plurielles (sur les plans ethnique et linguistique), tout comme elle souhaite limiter la mainmise des militaires sur le processus de prise de décision politique. Et, en tant qu'entité poli-

tique, l'Etat-nation turc pourrait obtenir l'allégeance des Kurdes en échange de sa démocratisation. Sinon ceux-ci risquent de se trouver attirés de nouveau, par désespoir, vers un Kurdistan idéologique et mythique qui dépasserait les frontières de l'Etat-nation. Cette dernière option les détruira, naturellement. Mais elle détruira aussi le nationalisme turc : ce sera là une victoire à la Pyrrhus. Milosevic, quant à lui, doit partir. Mais, tout d'abord, prenons garde au fait que les voix qui demandent son départ sont bien discordantes. La dernière manifestation, organisée par l'Alliance pour le changement, n'a été l'expression que d'une seule de ces voix, celle qui lui fait porter la responsabilité de la guerre et demande sa chute pour offrir une solution démocratique à son régime ; celle qui dénonce avec une courageuse sincérité les atrocités commises par les Serbes au Kosovo. Mais d'autres voix, l'Eglise, les partis nationalistes, veulent son départ parce qu'il n'a pas réussi à "résister à l'agression" ! Ils dissimulent dans leurs rangs un sauveur qui sera sans doute plus proche encore d'un Hitler serbe que ne l'est Milosevic.

Al Hayat, Londres

### AVENIR

## Il est dangereux d'oublier les Kurdes

**Le nationalisme kurde risque d'affaiblir encore les institutions politiques de la Turquie et de déstabiliser tout le Moyen-Orient.**

À u Moyen-Orient, le xx<sup>e</sup> siècle a été dominé par le conflit israélo-arabe. Le début du xx<sup>e</sup> siècle pourrait bien coïncider avec une agitation sans précédent en Turquie, en Syrie et en Irak ; dans ces trois pays, les Kurdes, peuple sans Etat, joueront le premier rôle. De plus, on ne peut dissocier les Kurdes d'un autre problème fondamental : l'approvisionnement en eau.

En 1984, convaincu que la Turquie cherchait à priver la Syrie d'une partie des eaux de l'Euphrate, le président syrien Hafez el-Assad a fourni à Öcalan une base arrière pour son insurrection contre les Turcs. En octobre 1998, la Turquie, liée à Israël par une nouvelle alliance stratégique, a exigé qu'El Assad expulse Öcalan. Le président syrien s'est incliné. Il a expulsé Öcalan. Depuis l'arrestation du chef kurde, les Syriens n'ont plus de moyens de faire pression sur la Turquie pour obte-

nir davantage d'eau. Ajoutons que le réseau du barrage Atatürk, dans le sud-est de la Turquie, sera bientôt achevé : dès lors, les généraux turcs régneront sur le fluide vital du Croissant fertile comme l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) régnait sur le marché du pétrole dans les années 70. Le premier acte de l'histoire du nouveau Moyen-Orient se termine donc par une victoire du tandem Turquie-Israël sur la Syrie. Mais le deuxième acte s'annonce plus complexe, sanglant et imprévisible. Les 25 millions de Kurdes qui se répartissent entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie constituent le plus grand peuple sans Etat de la planète. La moitié d'entre eux vit en Turquie, où le nationalisme kurde connaît un essor sans précédent depuis l'arrestation d'Öcalan. S'il débouchait sur des opérations terroristes, il pourrait provoquer une violente réaction de l'armée turque, qui affaiblirait encore le Parlement civil du pays. A mesure que les Etats du Moyen-Orient perdront de leur puissance, les Kurdes, peuple sans Etat, prendront de l'importance.

Robert D. Kaplan, *The New York Times* (extraits)

## Le PKK ne peut s'en prendre qu'à lui-même

DIE TAGESZEITUNG

Berlin

Député au Bundestag, d'origine turque, Cem Özdemir est chargé des questions de politique intérieure dans le groupe parlementaire des Verts. Il regrette les erreurs de l'Europe.

**La sentence a été prononcée, elle est sans surprise. Les dirigeants européens demandent désormais à la Turquie de ne pas la mettre à exécution. Mais quelle influence l'Europe a-t-elle sur Ankara ?**

**CEM ÖZDEMİR** Depuis le sommet de Luxembourg de fin 1997 [où l'Europe a refusé

la candidature de la Turquie à l'adhésion], l'influence de l'Europe a nettement diminué. A l'époque, on a mis la Turquie à la porte. Mais le chancelier Schröder et le Premier ministre turc Ecevit entretiennent actuellement des relations qui donnent des raisons d'espérer. Pour la première fois, la Turquie admet qu'il faut remplir certains critères pour devenir membre de l'UE. Reste à savoir, désormais, si la sentence de mort sera exécutée. Il n'est pas infondé de penser que les responsables d'Ankara ont compris qu'exécuter Öcalan ne peut être dans l'intérêt de personne – sinon peut-être de ceux qui veulent en faire un martyr. J'ai l'impression qu'il y en a aussi dans le mouvement kurde.

**N'est-il pas un peu facile de brandir**

## **maintenant la perspective d'une possible adhésion après avoir fermé la porte à la Turquie pendant des années ?**

Il est certain que l'Europe doit faire son auto-critique. Le sommet de Luxembourg a été une erreur. Par notre propre faute, nous avons alors réduit notre influence sur Ankara.

## **Pouvez-vous imaginer "passer un marché" : l'adhésion à l'UE contre la vie d'Öcalan ?**

Non, pas contre la vie d'Öcalan, ce serait déplacé ; mais en échange d'un processus de démocratisation et du respect des droits de l'homme. L'abolition de la peine de mort joue un rôle central. Je mets en garde les Occidentaux contre une "lex Öcalan". C'est le meilleur

moyen pour l'envoyer à la potence. Les faucons turcs n'attendent rien d'autre qu'une forte pression de l'Occident qui leur permette de dire : raison de plus pour l'exécuter. C'est pourquoi il convient d'agir avec diplomatie et discrétion.

## **L'Allemagne aurait pu éviter tout ce cafouillage si, à la fin de l'année dernière, le gouvernement avait demandé à l'Italie d'extrader Öcalan. Il y a renoncé. Et votre parti porte une part de responsabilité dans cette décision.**

A l'époque, nous n'étions pas les seuls à n'avoir aucun intérêt à détenir Öcalan sur notre territoire. Mais la juridiction européenne concernant les droits de l'homme ne permet pas

encore de livrer Öcalan au Tribunal de La Haye pour qu'il soit jugé. C'est une raison de plus pour avancer rapidement dans ce domaine et avoir à l'avenir des institutions qui puissent réagir en pareil cas.

## **Cela ne sert plus à rien pour Öcalan. En Allemagne, au moins, il n'aurait pas été condamné à mort.**

C'est vrai. Mais, par ailleurs, nous aurions pris le risque d'avoir ici une situation de guerre civile.

Sur ce plan, le PKK ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Il ne se voyait pas en mesure de nous garantir que la situation ici ne dégénérerait pas. Si Öcalan est aujourd'hui en Turquie, le PKK en a sa part de responsabilité. **Thomas Dreger**

# L'alliance avec Israël est fragilisée

HA'ARETZ  
Tel-Aviv

**A** ce jour, un seul dirigeant étranger a fait connaître la date de sa rencontre avec le nouveau Premier ministre israélien : le président turc Süleyman Demirel, qui se rendra en Israël le 14 juillet prochain. Officiellement, cette visite sera présentée comme une rencontre entre amis. Toutefois, M. Demirel voudra que M. Barak s'engage clairement à maintenir les relations spéciales avec Ankara et lui explique les intentions de son futur gouvernement sur la reprise du dialogue avec la Syrie, voisin et rival stratégique de la Turquie.

La question épineuse est : dans quelle mesure le gouvernement d'Ankara peut-il

compter sur ses alliés israéliens, qui cherchent une nouvelle approche par rapport au monde arabe ? Israël s'éloignera-t-il de la Turquie en échange de la signature du président syrien Hafez el-Assad au bas d'un accord de paix ? Et si l'armée syrienne réduit sa présence le long de la frontière israélienne, renforcera-t-elle ses troupes le long de la frontière turque ? M. Barak dira à son invité que les liens avec Ankara représentent un élément important de sa politique régionale et ne sont pas en contradiction avec le processus de paix israélo-arabe. La paix avec la Syrie, expliquera-t-il, constitue la clé d'une paix globale dans la région, et le gouvernement dominé par les travaillistes cherchera à se rapprocher tant de l'allié turc que des États arabes.

"Notre position depuis toujours est que le maintien des liens avec Ankara ne se fait pas aux dépens d'autres parties", rappelle le député travailliste Yossi Beilin. "Nous avons tout intérêt à entretenir ce type de relation avec un grand Etat musulman géographiquement proche, comme nous avons

intérêt à faire la paix avec la Syrie. Mais ce sont deux questions complètement distinctes. Le Likoud considèrerait les relations avec la Turquie comme un substitut au processus de paix, alors que nous, nous nous engageons à les promouvoir tous deux." Fin juin, M. Barak a chargé son chef de cabinet, Danny Yatom, de rassurer les Turcs.

En toile de fond de cette activité diplomatique, on trouve la proposition du député travailliste Shlomo Ben Ami, qui souhaite qu'Israël fonde sa politique régionale sur l'Égypte plutôt que sur la Turquie. Par ailleurs, dans un document intitulé *Calendrier politique du gouvernement Barak*, le chef du Centre Jaffee d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, Shai Feldman, propose que le nouveau Premier ministre tente de convaincre la Syrie de réduire sa coopération stratégique avec l'Iran en gelant les envois d'armes par les Iraniens au Hezbollah libanais, qui transitent par Damas. En échange, Israël restreindrait sa coopération avec la Turquie dans les domaines qui préoccupent particulièrement la Syrie. **Aluf Benn**

### ■ L'affaire peut durer des années

Avant d'être définitif, le jugement rendu par la Cour de sûreté d'Ankara suivra un long parcours, explique *Hürriyet*. Le condamné fera appel auprès de la Cour suprême tout d'abord, et, si celle-ci confirme la peine capitale, la décision de l'exécution sera soumise au Parlement, puis au président de la République. Öcalan a aussi

la possibilité de saisir la Cour européenne des droits de l'homme. L'affaire peut durer plusieurs mois, voire plusieurs années. D'autre part, la Turquie est membre du Conseil de l'Europe. Elle y a présenté un moratoire en notifiant qu'elle avait déjà suspendu les exécutions. En outre, un projet de loi prévoyant l'abolition de la peine capitale a été soumis au Parlement en 1987 et attend d'être ratifié. "Nous avons

déjà établi une tradition en n'appliquant pas les 40 condamnations à mort prononcées depuis 1984", souligne *Milliyet*.

### ■ Tourisme

"Les 15 000 touristes russes qui se prélassent actuellement sur les plages d'Antalya et d'Izmir doivent-ils se dépêcher de partir ?" s'interroge le quotidien *Kommersant* après la condamnation d'Öcalan. La Turquie est l'une des destinations favorites des

privilegiés de la classe moyenne russe. Avec des hôtels à 200 dollars la semaine, en effet, on peut difficilement trouver meilleur marché ailleurs. Les tour-opérateurs turcs ne sont pas trop inquiets. "La demande va d'abord chuter, mais, au bout d'une semaine, tout rentrera dans l'ordre", prédit le directeur de la compagnie Tez-Tour. Cependant, révèle *Kommersant*, l'Espagne est devenue cette année

la destination préférée des Russes.

### ■ Hélicoptères

Les États-Unis viennent de livrer à la Turquie 10 hélicoptères S-70 Blackhawk dans le cadre d'un accord portant sur la vente de 50 de ces appareils, signale le quotidien *Turkish Daily News*. Au cours des années 90, plusieurs organisations de droits de l'homme ont demandé aux pays occidentaux de cesser de livrer ce matériel à la Turquie. En 1994,

les forces de sécurité turques auraient incendié 17 villages dans la région de Tunceli, à l'est du pays. Des attaques à la roquette auraient été lancées par des hélicoptères Blackhawk et Cobra de fabrication américaine. La Russie, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, Israël, mais aussi la France ont livré du matériel militaire à la Turquie durant ces cinq dernières années.

## RÉVÉLATION

## La face cachée de l'islamisme

■ La Turquie est sous le choc des révélations faites au sujet d'un leader spirituel très influent s'étant fait passer pour un islamiste modéré et réconciliateur. Fethullah Gülen, simple prêcheur d'une petite mosquée d'Erzurum, s'était érigé, en l'espace de quelques années, en grand maître d'un vaste empire financier comprenant, outre des sociétés industrielles et commerciales, un grand groupe de presse, avec sa chaîne de télévision et son agence de presse, ainsi qu'un énorme réseau d'écoles privées implanté, comme ses journaux, non seulement en Turquie, mais également dans les pays balkaniques et dans tout l'ex-bloc soviétique, sans oublier la Chine et l'Afghanistan.

Sa "communauté", ce n'est pas seulement le réseau d'hommes d'affaires ou les élèves dans ses écoles et les familles de ceux-ci, mais tous ceux qui se reconnaissent dans la confrérie de Nurcu (qu'il dirige), qui prône un "islam moderne". A grands coups d'opérations médiatiques et financières, la "communauté de Fethullah" avait réussi à s'attirer les faveurs d'une grande partie de la presse turque et de la classe politique. Même le président de la République, Süleyman Demirel, s'était récemment déplacé pour recevoir des mains de Fethullah Gülen son "prix de la tolérance" au cours d'une cérémonie de gratification. Seul le chef d'état-major avait refusé son prix, en tenant d'ailleurs des propos peu aimables. Qu'importe. Le symbole de l'islam tolérant avait des interlocuteurs bien plus prestigieux – comme le pape, par exemple.

Mais, dans les vidéocassettes rendues publiques récemment, le "pape turc" qui a gardé son allure de prêcheur modeste montre un visage bien peu conforme à sa réputation de tolérance : il développe, au cours d'une réunion secrète, une stratégie pour la conquête de l'appareil d'Etat et explique le double jeu qu'il faut mener pour atteindre cet objectif.

Dès qu'a éclaté le scandale, l'intéressé est parti

se "faire soigner" aux Etats-Unis, comme il en a l'habitude à chaque période de trouble politique. Même si les tentacules visibles de son empire sont désormais passés à la loupe, la partie immergée de l'iceberg reste encore un mystère. "La bataille est amorcée entre l'armée et l'une des tendances de l'islam politique, celle qui en est l'expression la plus puissante et la mieux organisée", déclare *Cumhuriyet*.

## RADICALISATION

## L'armée turque s'intéresse aussi aux islamistes kurdes

■ Une bonne partie des militants du PKK – qui se trouvent actuellement quelque peu désœuvrés et perdus – auraient été repêchés par le Hezbollah kurde. Le quotidien *Milliyet* signale l'arrestation de nombreux militants du Hezbollah au cours d'une vaste opération dans les montagnes de Cudi et de Gabar, dans le sud-est de la Turquie, où l'organisation tentait de s'implanter depuis quelque temps avec l'aide du PKK. Soutenu par l'Iran, le Hezbollah tenterait d'œuvrer pour créer un Etat kurde fondé sur la charia.

"Il s'agit de la plus vaste opération menée contre cette organisation, qui a fait parler d'elle pour la première fois en 1991, à l'occasion des affrontements qu'elle a eus avec le PKK, signale le quotidien *stambouliote*. Plusieurs de ses militants ont été placés en garde à vue après avoir organisé activement les récentes manifestations à Diyarbakir et à Batman\* en faveur du foulard islamique. Puis, à la suite du projet de remplacement d'une mosquée par un bâtiment plus moderne à Batman, le Hezbollah a appelé la population à manifester dans les rues aux cris de 'Nous ne permettrons pas la destruction des mosquées !' Concentrant ses activités essentiellement dans les mosquées des villes, attaquant les femmes et ayant déjà à son actif de nombreux assassinats, l'organisation semble avoir adopté ces derniers temps les méthodes du PKK et elle déplace ses activités vers les régions montagneuses, en recrutant les militants déjà formés d'Abdullah Öcalan."

Comment s'est effectuée cette alliance entre deux organisations aux idéologies en apparence radicalement opposées ? Une troisième organisation, le Mouvement islamique kurde (KIH), aurait joué un rôle clé, explique *Cumhuriyet*. L'argument qui a prévalu pour obtenir l'adhésion du Hezbollah kurde à cette alliance était le suivant : "L'armée turque en a fini avec le PKK, elle va maintenant s'occuper du Hezbollah."

\* Villes à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

samedi 10 juillet 1999, 15h48

## Dix-huit soldats turcs ont été tués dans des affrontements, selon les rebelles kurdes

ANKARA (AP) -- Les rebelles kurdes ont affirmé avoir tué 18 soldats turcs lors d'une attaque dans le sud-est du pays, selon une agence de presse kurde samedi.

Selon l'agence DEM, basée en Allemagne, les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont bombardé un avant-poste militaire turc près de la ville de Yusekova. On ignorait en revanche quand l'attaque, qui n'a pas été confirmée par les militaires turcs, a eu lieu.

Ces bombardements ont été décidés en représailles après la condamnation à mort le 29 juin dernier du leader kurde Abdullah Öcalan pour trahison et séparatisme. Le PKK avait d'ailleurs appelé mardi ses militants à "intensifier la lutte" après la condamnation à mort de son chef.

## Les forces turques annoncent la mort de 40 rebelles kurdes

DIYARBAKIR (Turquie), 10 juil (AFP) - 13h39 - Les forces turques ont tué 40 rebelles kurdes au cours d'une opération militaires menée pendant une semaine dans le nord de l'Irak, ont indiqué samedi des sources de sécurité dans la province de Diyarbakir (sud-est).

Un grand nombre de fusils et de munitions ont été saisis et plusieurs caches des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) détruites lors de l'opération qui a pris fin samedi, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Les forces turques ont commencé à se retirer samedi matin, ont affirmé ces sources, qui n'ont pas précisé les effectifs déployés lors de cette opération, lancée samedi 3 juillet.

La Turquie avait affirmé jeudi que l'incursion de ses troupes dans le nord de l'Irak n'était pas dirigée contre l'intégrité territoriale de ce pays, mais contre la rébellion kurde de Turquie, réagissant à une demande russe d'un arrêt de cette opération militaire.

Selon la chaîne de télévision turque NTV, quelque 10.000 militaires turcs ont lancé samedi une offensive contre les bases de repli du PKK, dans le nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991.

Les troupes turques font de fréquentes incursions dans cette région pour en déloger les rebelles kurdes.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts. Son chef Abdullah Ocalan a été condamné le 29 juin par la justice turque à la peine capitale.

# Turkish Public Opinion Is Softening Toward the Kurds

By Mehmet Ali Birand

ISTANBUL — Turkish public opinion is changing dramatically in the wake of the Abdullah Ocalan trial. Prior to his capture in Kenya and the start of the trial, Turks were overwhelmingly united in their cries for swift and severe punishment for the Kurdish rebel leader responsible for more than 30,000 deaths in the past 15 years.

Yet the general mood in the country began to change in light of Mr. Ocalan's statements during the trial. Instead of declaring in defiance that he intended to continue the armed struggle, he surprised everyone by adopting an apologetic approach. He called on the Kurdistan Workers Party rebels to lay down their weapons and declared that the Kurds would be satisfied with official recognition of Kurdish cultural rights.

Some commentators insisted these were merely tactics to save his neck, and there is also wide suspicion about his ability to convince the Kurdish rebels to leave their strongholds in the mountains. Yet when Mr. Ocalan pushed on with this theme in his final defense, skepticism toward him was replaced by apprehension regarding the punishment.

It was expected from the

beginning that the court would deliver a death sentence. For the tens of thousands of families who had lost a loved one in the conflict, that sentence was met with deep relief.

After the general elation, though, public mood began to swing. Intellectuals and opinion leaders, who had until recently adopted the most uncompromising attitudes toward the Kurdish rebels, began to question Mr. Ocalan's execution. The most important sign of this change was evidenced when Ertugrul Ozkok, the editor in chief of *Hurriyet*, Turkey's highest-circulation daily and a champion of pro-government opinions, urged that the death sentence be met with circumspection. His editorial reverberated throughout the country, and previously unthinkable liberal views were aired in the media.

Turkish public opinion now views the execution question very differently from the way it had in the past.

Even if Mr. Ocalan is not believed, and if the issue of whether he can drag the Kurdistan Workers Party toward peace is strongly suspect, the question of giving him the benefit of the doubt is nevertheless being asked in all segments of

society. For the first time, some of the more prominent establishment figures are openly stating that his execution would have a negative impact on Turkey's long-term interests.

But the debates do not stop there. Another sign of change is that some prominent people known to be close to the state are loudly declaring that the Kurdish identity must be recognized. Meanwhile, the silence of the state prosecutors, who had previously voiced great opposition toward such approaches, strengthens the impression that the same questions are being asked at the top echelons of the Turkish leadership and that a page is about to be turned in the Kurdish problem.

Calls to hang Mr. Ocalan are still being heard all over Turkey. Nevertheless, significant changes are taking place in the very fabric of Turkish opinion, even though the Turkish government itself is turning a blind eye to these developments.

For the first time, the heart of Turkey is beating with hope for a real peace.

*The writer, a Turkish journalist and commentator, contributed this comment to the International Herald Tribune.*

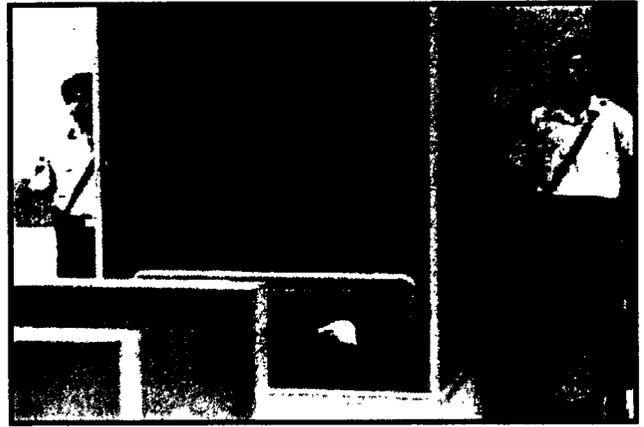
INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 8, 1999

# PKK Had Links With HADEP and DEP

ILNUR CEVIK

Ankara - Turkish Daily News

Once Ocalan was brought to Turkey after being caught in Kenya, he was taken to the island of Imrali and was interrogated by the Gendarmerie, Turkey's fourth military force, which is charged with internal security in rural areas. Between Feb. 16 and 21, Ocalan was interrogated nonstop by the military before he was handed over to civilian prosecutors for further interrogation.



Here are excerpts from Ocalan's interrogation provided to some major newspapers by the Gendarmerie:

## My candidates

I have advised the PKK [Kurdistan Workers' Party] on its relations with the People's Democracy Party [HADEP]. The PKK has influence over HADEP. We have links with HADEP through some members who are PKK sympathizers. You can say it's our affiliate. There are people in HADEP who are against me. If Ahmet Turk [the former prominent pro-Kurdish deputy from the Southeast] is not isolated, he could be a candidate from the Republican People's Party [CHP]. I advised our people to work with Abdulmelik Firat [a veteran conservative politician from the East]. I advised our people to name Abdulmelik Firat, Haluk Gerger, Mihri Belli and Dogu Perincek as candidates in elections.

In 1991 and the following years, I spoke to Leyla Zana, Hetip Dicle, Sedat Yurttas, Ahmet Turk and Mehmet Sincan on the phone. I am still steering these people, and we are working together for the Kurdish parliament-in-exile.

## PKK and its media

The PKK has about 30 different publications in various countries. The publications in Europe are being financed with money obtained in Europe through PKK funds.

For periodicals, we have a donation system. We send the publications to friends, and they make much money, well over the sales price. We also obtained funds through nongovernmental organizations [NGOs], but there were no direct contributions from foreign secret services.

For Med TV, the annual satellite rent was DM 15 million. The TV station has studios in Germany, Russia and Sweden, but the big studio is in Belgium. Med TV also has a live broadcast van.

Sinan [code name] is in charge of Med TV. The financial officer is George [code name] Aristo Aristodolos. I spoke to him a couple of times. He is either a Greek national or a Greek Cypriot. He is middle-aged and fat. He is very active, especially in Luxembourg. We also have Dutch lawyers who look into our TV affairs.

Most of the Med TV workers work on a voluntary basis and are not paid. Most of the funds collected for the PKK in Europe go to Med TV. We spend around DM 50 million for Med TV annually. We had to set up a company for the TV station. We have a Canadian partner, but I have never met him. We had to deposit a license fee of DM 12 million to the bank in Europe.

The foundation set up for Med TV is used for money laundering. We receive donations and contributions, and they have to be legalized. Our largest foundation is in Switzerland, and we also have companies in London and Luxembourg.

When our satellite contract with a U.S. company was cancelled, we moved on to the French.

Some wealthy people, churches and trade unions in Greece and the Greek Cypriot region on Cyprus are providing financial assistance to Med TV.

Hikmet Tabak is regarded as the owner of Med TV. He is in London. He makes all the official contacts, but actually he is just a front.

## PKK finances

In my house in Syria I had \$20 million in my safe. I sent most of it to northern Iraq to our PKK people. There was \$2.25 million in my safe when I left Syria, and I handed that to Delil [code name]. After I left Syria, the PKK financed me in Europe.

The PKK local organizations in the areas of Diyarbakir, Dersim [the Tunceli area], Erzurum and Mardin can finance themselves. Botan's [Hakkari area] expenses are huge. They spend \$2 million. Zagros finances itself. They receive customs duties. Our organizations in Soran and Behdinan [in northern Iraq] spend about \$5 million each annually.

The people are the source of most our finances. We receive some funds from the Leco tribe. We have some small businesses, but we never managed to get into big business and set up banks. We have restaurants and shops, but nothing big. We do not receive much financial aid from foreign countries. We tried to set up factories and banks in Switzerland, but we were unsuccessful.



## The 1991 polls

In 1991, I ordered our people to kill even the chickens of those who did not vote for the Democracy Party [DEP]. Later I realized this was a big mistake. I did not expect all this to turn into a major massacre.

There were reactions to Leyla Zana [the female DEP deputy who created havoc in Parliament after she tried to take her parliamentary oath in Kurdish]. I told the DEP deputies to go to the opening session of Parliament in Kurdish attire. Leyla was politically naive. Ahmet Turk could not take the initiative and display leadership. They had a leadership problem, so I offered to name Abdulmelik Firat as their

leader, but in our own party headquarters I was criticized for courting a pro-religious person, and I did not insist on this.

The DEP deputies needed a good leader. I concentrated on an independent intellectual like Mahmut Kilic but he too could not take initiative. Thus we had a leadership disaster, and everything fell apart. An able politician could have taken a historical step here.

The left wing in Turkey also was a big failure. They did not support us.

The PKK transferred about DM 200,000 to HADEP [the pro-Kurdish People's Democracy Party which now faces a case at the Supreme Court for its affiliation with the PKK]. We also met the expenses of HADEP in Europe.

I exploited religion. In Aleppo and Rome I said I felt close to Jesus. That was all a tactic. I wanted the Christians to support the Kurdish nationalist cause and thus form some poles.

## The drug links

The Zagros area is very suitable for smuggling activities. My brother Osman has been in charge of that area for a very long time. Arms smuggling was vital for us. I supervised these operations and I approved them. However, I did not encourage drug trafficking. I told our people to extort money from those who were involved in drug trafficking. However, later I found out that my brother Osman was involved in drug smuggling along with some Iranian smugglers and officials. I had him arrested and investigated, but party executives asked me to forgive him, and he promised he would never again be involved in drug smuggling. However, many people on our side were involved in drug smuggling. There were some people who were shipping drugs through Romania. Especially in recent years, the whole thing got out of my control. I personally banned drug trafficking,

but it was hard for me to control the whole organization.

## **We have 3,000 militants in Turkey**

In the sixth congress of the PKK, we set up a military council comprised of 25 to 30 people.

In the Botan area [southeastern Hakkari and the Sirnak area], we have 1,000 militants led by Bahoz [code name] from Syria.

In the Zagros area, we have Ebubekir [code name] who is in charge of some 700 to 800 militants.

In Amed [Diyarbakir area], we have Dr. Ali [code name], who is a former medical student and has been in charge for seven years. He has 400 militants.

In the Erzurum area, we have Yilmaz [code name], with 150 to 200 militants.

In the Dersim area [the Tunceli and Bingol provinces], we have Kazim [code name], who was jailed for 15 years. He commands about 350 to 400 militants.

In the Serhat area [the northeastern province of Kars], we have Sabri [code name], who has 50 to 100 militants.

In the Kicgiri area, we have Alisar [code name], with his 40 to 50 militants.

In the Black Sea [region], we have a unit of 40 to 50 militants led by Ayhan [code name], but here we work with the DHKP/C [the Revolutionary People's Liberation Party/Front, a left-wing terrorist group]. We do not have a force in the Garzan area, but we use the Amed force.

We have 150 militants in the Mardin area, but I learned that its commander, Felat [code name], was killed. This is a problematic area. It has a high level of recruitment and money.

In northern Iraq, we have Abbas [code name] in charge of the Behdinan area, which is controlled by [Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud] Barzani. We have 1,500 militants there. In the area of Soran, we have Cuma [code name] leading 2,500 militants. This is the area between Hakurki and Suleymaniyeh [the area controlled by Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani]. Nearly three-quarters of our forces in the Soran region are local recruits.

In the Mediterranean [region], we have 150 militants led by Ibrahim [code name].

In the South [northern Iraq], we have 4,500 militants, and in Turkey about 3,000.



## **Minister Blamed for Banning of Book**

- Nadire Mater is blaming Justice Minister Hikmet Sami Turk: 'My book was banned at the order of the minister'
- Although the book appeared in April, and the public prosecutor's office never initiated an investigation, Mater noted that it was being banned on the basis of a written communication from the ministry
- Mater presents the views of 42 people who served their military service in the Southeast between 1984 and 1998 as privates or reserve conscript officers

### **YAHYA KOCOGLU**

Journalist Nadire Mater has written a book entitled "Mehmet's Book," which contains the experiences of 42 soldiers who fought in the southeastern part of Turkey. It has been banned, and Mater blames Justice Minister Hikmet

Sami Turk.

As she answered questions for the Turkish Daily News about the banning of the book and the anger she and 52 intellectuals feel over it, Mater stressed that the process of banning the book had been initiated at the order of the justice minister. Although the book appeared in April, and the public prosecutor's office never initiated an investigation, Mater noted that it was being banned on the basis of a written communication from the ministry. She drew attention to the probability that the book had never been read by ministry officials, because of the communication which the Justice Ministry sent to the Beyoglu public prosecutor on June 4 which was marked "urgent."

She said, "They mistakenly wrote the name of the book as 'Mehmedin,' my name as 'Nazire,' and the name of the publishing company as 'Met-Is.' The reason they later gave for the ban was that 'there had been a complaints that expressions in it insulted and vilified the military forces of the state.' These expressions are being used by those who haven't read the book and probably haven't even seen the book's cover."

Mater said that the decision essentially meant that people wouldn't learn what the soldiers who had been at the center of the fighting for the past 15 years had lived through. "I am being perceived as 'preventing the situation from becoming persuasive'." Mater made it clear that she never expresses her own viewpoint about what was written in the book and has added nothing to what the 42 soldiers related. She also said she believed that the ban was not directed at her.

"Everybody is speaking about the fighting in the Southeast. Only the soldiers haven't been talking. This book relates what they have experienced, their feelings and their thoughts. But it has been banned. Now the minister has to issue a statement. Why can't the viewpoints and feelings of the 2.5 million soldiers who fought in the Southeast be revealed?"

Pointing out that Hikmet Sami Turk had spoken of "democracy and human rights," Mater asked how a measure such as banning a book aimed at revealing opinions could be applicable. Mater drew attention to the fact that her book wasn't the first one to be banned in Turkey and how such a measure was aimed at getting society and intellectuals accustomed to prohibitions. Mater noted that her book had been on the bookstands for two months and had already gone through four editions. She continued, "In other words the boundary on freedom of thought for my book was two months and 11,000 copies sold."

In the book, Mater presents the views of 42 people who served their military service in the Southeast between 1984 and 1998 as privates or reserve conscript officers. In the foreword to the book, Mater notes that she has not aimed to present political or sociological evaluations. Mater says, "The purposes of the book were to ensure that society hears the voices of people who were bloodied and alive and who found themselves in the midst of a clash whether they wanted to be there or not, and to get [the readers] to look at the situation from the perspective of those who were involved in the clashes." Noting that she wanted the people with whom she talked to describe their military service both before and after, she says that generally speaking she didn't have to ask questions; the experiences just came pouring out. In fact if all of the material had been printed, the book would have totalled 1,500 pages.

Mater continued: "First of all, I took out my questions, then the repetitions. Then I separated it into sections that were personal. I made some changes in the situations so that what they were talking about would be better understood, and I straightened out twisted sentences. But I definitely reproduced every conversation with the very words the speaker used."

Pointing out that what she had related had been completely faithful to the original, Mater for the first time in Turkey describes war through the eyes of those who were fighting in it. The book records the problem of not being able to resume a normal life after the soldiers who have come face to face with death during clashes are discharged. The reality of war, which society thinks it knows, is related through the words of the soldiers. In the section of the book "In place of those who can't speak," space is given to the testimonies of individuals close to two soldiers who went through a crisis after being discharged, hijacked an airplane and killed their families. And in the final section of the book, space is allocated to statistics which show the effect on society of the 15 years of clashes in the Southeast.

### **Support from intellectuals**

Fifty-two intellectuals issued a statement following the announcement that the book was being banned. These

intellectuals include Yasar Kemal, Orhan Pamuk, Adalet Agaoglu, Ahmet Altan, Aydin Aybay, Atilla Dorsay, Tan Oral, Gunduz Vassaf, Tanil Bora and Ufuk Uras.

Drawing attention to the fact that the book consists of interviews on tape with 42 young people who served their military service in the Southeast, the statement said: "What was written was definitely the very words of those who spoke. In the book there is nothing which Mater added, aside from the foreword which describes how the book came to be written -- neither point of view nor commentary nor evaluation. As a result, the texts which make up the book must be seen as registering what these people themselves lived through and as relating indirectly their feelings and thoughts about what they experienced."

Characterizing the book as "a slice of testimony from the southeast warriors between 1984 and 1998," the following viewpoints were defended: "In our society, which must make a complete reckoning for the events in the Southeast, forbidding the thoughts of these people who lived through these events firsthand and preventing what these witnesses experienced from reaching the public is in our opinion a very grave mistake; if this situation were to continue, the road would be open to the omission of really important societal and historical information."

---

### **Le PKK appelle ses troupes à ne pas s'attaquer aux civils**

ISTANBUL, 13 juil (AFP) - 16h47 - Le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a appelé mardi ses sympathisants à ne pas commettre d'attentats suicide et d'attaques contre des civils jusqu'à nouvel ordre.

"Jusqu'à ce que de nouveaux ordres soient donnés, aucune attaque suicide ne doit être menée et il faudra veiller à empêcher les attaques de certains milieux prenant les civils comme cible", a annoncé la branche armée du PKK, l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK), dans un communiqué diffusé par l'agence DEM reçue à Istanbul.

L'ARGK a précisé qu'une directive en ce sens du conseil de commandement du PKK le 6 mai était toujours en vigueur.

Mais les combattants de l'ARGK dans le sud-est anatolien poursuivront leur "défense active" contre toute attaque de l'armée turque, a ajouté le communiqué.

Les rebelles kurdes ont aussi appelé leurs sympathisants hors de la zone d'affrontements à continuer leurs protestations contre la condamnation à mort de leur chef Abdullah Ocalan prononcée le 29 juin par la justice turque pour trahison et séparatisme.

L'ARGK avait revendiqué la semaine dernière l'attaque contre un café dans le centre de la ville d'Elazig (est) qui avait fait au moins 6 morts, dont les deux assaillants, affirmant avoir pris pour cibles des militants ultra nationalistes turcs.

Plusieurs autres attentats ont frappé la Turquie depuis la condamnation à mort d'Ocalan et n'ont pas été revendiqués. La police turque a annoncé mardi qu'elle avait arrêté 22 membres présumés du PKK en relation avec deux attentats à la bombe à Istanbul.

Des douzaines de rebelles kurdes et plusieurs soldats turcs sont morts lors de combats dans le sud-est au cours des deux dernières semaines.

Le PKK, créé en 1978 par Ocalan, a lancé en 1984 une lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait plus de 31 000 morts

### **Ocalan demande à être rejoint par ses compagnons dans sa cellule**

ANKARA, 14 Juil (AFP) - 14h15 - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan, unique détenu de l'île d'Imrali (ouest) a demandé à la direction de la prison que d'autres détenus du PKK partagent sa cellule, a indiqué l'un de ses avocats, cité mercredi par le quotidien Milliyet.

"Ocalan est seul en prison depuis 148 jours. Il a demandé que quelques uns de ses amis qui purgent leur peine dans d'autres prisons soient transférés, mais il n'a pas donné de noms. Sa cellule est convenable pour sa demande" a dit l'un de ses avocats, Dogan Erbas.

Le journal n'a pas indiqué si la direction de la prison d'Imrali a répondu ou non à la demande d'Ocalan.

Ocalan qui a été capturé par un commando turc le 15 février au Kenya, est le seul détenu de l'île la prison d'Imrali.

Il a été condamné à la peine de mort par la Cour de Sureté de l'Etat d'Ankara le 29 juin pour trahison et tentative de diviser la Turquie.

## Danielle Mitterrand : «Je suis la mère des Kurdes»

**L'Événement :** Pourquoi vous êtes-vous plus particulièrement intéressée à la cause kurde ?

**Danielle Mitterrand :** Parce que je suis entrée dans leur histoire en 1983, quand j'y suis allée au risque de créer des incidents diplomatiques. J'y ai découvert un peuple opprimé, en état de siège depuis soixante-dix ans, martyrisé par l'armée turque. Alors, j'ai naturellement pris fait et cause pour eux. Depuis, on dit de moi que je suis la mère des Kurdes.

**Qu'en pensait François Mitterrand ?**

Il a mis longtemps à se défaire des a priori dans lesquels ses conseillers et diplomates l'avaient enfermé. Il me disait que les Kurdes étaient des terroristes. Mais nous autres résistants, aussi, pendant la guerre, on nous appelait des terroristes. Quand Leyla Zana, la députée kurde au Parlement turc, aujourd'hui en prison, est venue à Paris, j'ai suggéré à François de l'inviter à l'Élysée. Il m'a dit : «Tu n'y penses pas. Ça va faire un incident diplomatique.» J'ai donc décidé de l'inviter chez moi, rue de Bièvre, et j'ai dit à François : «Il faut que tu l'écoutes. Que tu les écoutes.» Non seulement il a déjeuné avec elle, mais en plus il l'a invitée à l'Élysée.

**Ocalan, pour vous, est-il un terroriste ?**

Il est membre de la branche armée du PKK. C'est vrai. Mais il voulait faire la paix. Les Occidentaux ne lui ont donné aucune chance. Voilà le résultat. C'est honteux. Le pays risque de plonger dans la violence et ce sera de notre faute. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE GIRARD

*Carnets de route, le Kurdistan de Turquie*, publié par France-Libertés.



# Ils décideront de l'exécution ou non du leader kurde Abdullah Ocalan

## CES GÉNÉRAUX TURCS QUI FONT LA LOI

**Q**ui, en France, connaît Huseyin Kivrikoglu? Personne, à l'exception de rares initiés... Du point de vue du protocole, il n'est que le cinquième personnage de l'Etat turc, derrière le président de la République, le président du Conseil constitutionnel, le président de l'Assemblée nationale et le Premier ministre. En fait, ce général, chef de l'état-major, est l'homme le plus puissant de Turquie : il commande une armée de 800 000 hommes et 35 000 officiers. Ses prédécesseurs ont orchestré trois coups d'Etat en quarante ans (en 1960, 1971 et 1980); et ils ont procédé à un «coup d'Etat à blanc» en février 1997 en exigeant la démission de Necmettin Erbakan, le Premier ministre, un islamiste sans doute, mais un Premier ministre constitutionnellement désigné par le président de la République et confirmé par un vote du Parlement... Le mois dernier, au cours de la réunion du «conseil de sécurité nationale», le chef d'état-major et ses collègues des diverses armes ont ébranlé le pouvoir du nouveau Premier ministre, Bulent Ecevit, en le sommant de mettre fin aux activités de Fethullah Gulen, dirigeant d'un puissant réseau islamique. Aux réunions du conseil suprême de l'Otan, le chef d'état-major turc ne s'assied pas derrière son ministre de la Défense, mais à ses côtés, pour montrer qu'il ne lui est pas subordonné, qu'il est son égal, sinon plus... A la différence des autres armées de l'Otan, l'armée turque n'est pas au service de la nation : elle la gouverne.

Comment expliquer cette exception turque? Paradoxalement, les études sur cette armée sont rarissimes, c'est un sujet tabou. Les généraux

turcs, même à la retraite, évitent les journalistes. Les quelques universitaires turcs qui font des recherches sur l'armée turque doivent se contenter de généralités. Seule exception, le livre d'un journaliste turc, Mehmet Ali Birand, *Shirts of Steel (Chemises d'acier)*, fourmille de révélations sur le fonctionnement d'une armée qui, on l'oublie presque, fait partie de l'Europe... Dès le lycée militaire dans lequel ils entrent à l'âge de 14-15 ans, pour un premier cycle de quatre ans, puis dans l'école d'officiers dans laquelle ils entrent à 18-19 ans, pour une nouvelle formation de quatre ans, les futurs officiers turcs se voient inculquer l'idée qu'ils forment une élite, vivant dans un monde à part. Pour être admis dans ces prytanées, il faut satisfaire à de nombreuses conditions : de bonnes notes, particulièrement en sciences, une bonne présentation, une bonne culture générale. Il faut aussi passer avec succès une épreuve redoutable, une enquête sur la personnalité du candidat et sa famille. Profession des parents, activités politiques : tout est passé au crible, et l'existence d'un parent même éloigné militant dans un parti ou un syndicat de gauche ou islamique, ou dans une organisation kurde, suffit à faire éliminer le candidat... Cette enquête sur la personnalité du candidat est renouvelée à tous les stades de sa carrière, avant ses diverses promotions... Destiné à jouer un rôle exceptionnel, le futur élève officier vit dans un monde à part; la qualité de vie dans les écoles de cadets et dans les écoles d'officiers n'a rien à voir avec l'état assez lamentable des lycées et des universités en Turquie : pas de salles de cours surchargées, mais des locaux propres et confortables, une bonne nourriture, de bonnes



### DANS LE RESPECT DE KEMAL ATATÜRK

Depuis 1980, l'ataturkisme est devenu la référence idéologique officielle de l'armée. Il occupe 20% de l'enseignement donné dans les écoles militaires : 160 heures sur les 960 de cours annuelles !



SYGMA - PH GIRALD SYGMA - SYGMA

bibliothèques, des laboratoires modernes, des ordinateurs, des professeurs particulièrement bien formés. Et chaque élève, qu'il soit cadet ou élève officier, est mis en fiche sur un système informatique unique qui enregistre les notes des élèves, leurs copies d'examens (qui sont scannées!), leurs particularités, leurs aptitudes, leurs défauts : cette fiche les suit jusqu'au bout de leur carrière.

Si les élèves des écoles militaires turques reçoivent une formation militaire plus ou moins comparable à celle des écoles d'officiers américaines ou européennes (cours de tactique, stratégie, armements, etc.), ils étudient une matière unique, qui n'est pas enseignée qu'en Turquie, l'ataturkisme, qui remplit environ 20% de l'enseignement donné dans les écoles militaires turques : exactement 160 heures sur les 960 de cours annuelles !

Cette matière revient dans plusieurs programmes – le rôle des leaders, l'histoire de la révolution turque, l'histoire des doctrines politiques, le règlement des forces armées – qui reprennent tous les écrits et les discours de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République turque, réunis dans un manuel en trois volumes publié par l'état-major. L'introduction de l'ataturkisme dans le programme des écoles militaires est relativement récente : elle date du coup d'Etat de septembre 1980, et de la volonté des généraux de la junte de créer une idéologie nouvelle, qui ne soit ni de droite ni de gauche. Si la notion même d'ataturkisme fait sourire en Europe de l'Ouest, c'est un véritable dogme en Turquie, où les « insultes » à la mémoire d'Atatürk sont considérées comme un délit, justiciable des tribunaux. Après

huit années d'un tel endoctrinement, l'officier turc se considère comme le gardien de la République, chargé de la protéger contre toutes les menaces intérieures (subversion islamiste ou communiste, séparatisme kurde) et extérieures (l'Urss en son temps, la Grèce, la Syrie, etc.). Il a le plus grand mépris pour les politiciens de son pays. Il a pour son uniforme et pour son drapeau une admiration sans limite : régulièrement, des élèves officiers s'évanouissent en saluant le drapeau à l'aube, comme ils doivent le faire chaque matin, pris d'une émo-

## Les insultes à la mémoire d'Atatürk sont considérées comme un délit...

tion incontrôlable... C'est donc un officier formé à la prussienne, avec une petite touche américaine, qui sort de ce moule. Devenu sous-lieutenant, montant peu à peu dans la hiérarchie en fonction de promotions programmées, l'officier turc bascule définitivement dans un monde à part, isolé des civils, physiquement et socialement : si sa solde diffère peu du salaire d'un fonctionnaire de rang comparable, l'officier turc jouit de nombreux avantages matériels qui transforment sa vie : il vit dans des logements spécialement construits dans des quartiers réservés, propres et bien entretenus, avec des jardins, gardés jour et nuit par des sentinelles, payant un loyer ridicule (six à huit fois moins élevé qu'ailleurs). Toute sa vie se déroule dans un cadre spécial, depuis le ma-

gasin «PX» à l'américaine jusqu'à l'hôpital militaire. Mais ce qui symbolise sans doute le plus le statut unique de l'officier, c'est son club, la « maison des officiers », à la fois bar, restaurant et l'hôtel : à Istanbul ou à Diyarbakir, à Izmir ou à Van, il y retrouve ses collègues et leurs familles, dans un cadre agréable, entouré de verdure, et encore une fois à des prix défiant toute concurrence. Les civils y sont interdits, sauf les membres de la famille directe des officiers et les invités des généraux.

L'armée turque comprend 300 généraux – les « pachas » – et amiraux ; la promotion à ce grade ultime, que l'on atteint après une trentaine d'affectations à des postes différents, dont deux à l'est de l'Euphrate (au Kurdistan...), est décidée par le « conseil militaire suprême », un organisme de 18 membres mis en place après le coup d'Etat de 1971 qui se réunit habituellement en août ; le Premier ministre et le ministre de la Défense en font partie, sans y prendre la parole ! C'est le chef d'état-major qui choisit, avec les chefs des diverses armes, les noms des 30 à 50 colonels promus chaque année. Cette décision, éminemment politique – certains généraux, en Turquie, ont un pouvoir comparable à celui d'un certain nombre de petits chefs d'Etat –, échappe totalement au pouvoir civil.

Le président Süleyman Demirel, qui a été renversé deux fois, comme Premier ministre, par l'armée turque, est le premier à connaître le pouvoir exceptionnel de cette armée – et il est clair qu'il s'inclinera si un certain Huseyin Kivrikoglu se prononce en faveur de l'exécution de la sentence de condamnation à mort d'Abdullah Ocalan... ■ CHRIS KUTSCHERA

## **Barzani: la politique américaine ne mènera pas à la chute de Saddam Hussein**

DUBAI, 11 juil (AFP) - 11h10 - Le chef kurde irakien Massoud Barzani a critiqué dimanche la politique américaine à l'égard de l'Irak, estimant qu'elle n'aboutirait pas à la chute du président Saddam Hussein.

Dans une interview au quotidien arabe Al-Hayat, édité à Londres, M. Barzani a estimé que "les plans américains ne mèneront à aucun résultat et il n'est pas possible de renverser un régime de cette manière".

M. Barzani a notamment critiqué la "loi de libération de l'Irak", adoptée en octobre dernier par le Congrès américain, dans le cadre de laquelle les Etats-Unis doivent verser une assistance financière à l'opposition irakienne.

Le chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) s'est déclaré convaincu que "les Etats-Unis ont leurs propres plans pour renverser le régime irakien, qu'ils ne veulent pas dévoiler et dont l'opposition n'est pas au courant".

M. Barzani a en outre exprimé des doutes quant à l'utilité de tenir un nouveau congrès de l'opposition pour la réunifier. "Je ne suis pas certain que cela aboutira à un changement de la situation de l'opposition", a-t-il dit.

Une coalition de onze groupes de l'opposition irakienne réunie à Londres avait décidé en avril de convoquer un "sommet" dans un délai de trois mois pour tenter de s'accorder sur des plans d'action pour renverser le régime irakien.

Le chef kurde a souligné qu'il était opposé à "faire du Kurdistan d'Irak un pont pour les formations qui veulent renverser le régime, sans que nous ayons des assurances que ce changement sera dans l'intérêt du peuple irakien et de la question kurde".

M. Barzani a par ailleurs rendu son rival, le chef kurde Jalal Talabani, responsable de l'échec des négociations tenues entre leurs deux formations fin juin à Washington et l'a accusé de soutenir les séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PDK de M. Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Talabani contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Des affrontements les ont opposés par intermittence depuis 1994, faisant plus de 3.000 morts.

"Les négociations entre le PDK et l'UPK ont abouti à une formule acceptable pour résoudre la plupart des questions en suspens, mais la délégation de l'UPK s'est retirée au moment où il fallait signer l'accord", a dit M. Barzani.

Il a estimé que la question de la présence du PKK dans le nord de l'Irak constituait le principal obstacle à une réconciliation entre les deux partis kurdes irakiens.

"Le PKK jouit d'importantes facilités dans les régions sous contrôle de l'UPK, et y dispose de bases militaires bien que la direction de l'UPK s'était engagée à l'empêcher d'établir des bases et d'interdire ses activités politiques et médiatiques", a-t-il expliqué.

L'armée turque effectue régulièrement des incursions dans le nord de l'Irak à la poursuite des rebelles du PKK, dont la dernière en date s'est achevée samedi.

## **M. Talabani critique la politique américaine à l'égard de l'Irak**

DUBAI, 12 juil (AFP) - 11h37 - Le chef kurde irakien Jalal Talabani s'est moqué lundi des Etats-Unis qui veulent renverser Saddam Hussein en fournissant à l'opposition "des ordinateurs et des tables", dans une interview au journal arabe al-Hayat.

M. Talabani s'est joint ainsi aux critiques de son rival Massoud Barzani qui avait déjà estimé dimanche, dans une interview au même quotidien édité à Londres, que la politique américaine à l'égard de l'Irak ne réussirait pas à provoquer la chute du régime.

La politique américaine "est vouée à l'échec, car elle ne s'appuie pas sur les forces du changement à l'intérieur de l'Irak", a déclaré M. Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

"L'administration américaine veut nous libérer en nous donnant des ordinateurs et des tables", a-t-il ajouté, indiquant avoir informé les Etats-Unis qu'il avait un surplus d'ordinateurs "et que nous pouvons les leur donner s'ils en ont besoin".

M. Talabani faisait allusion à la "loi de libération de l'Irak", adoptée en octobre dernier par le Congrès américain, dans le cadre de laquelle les Etats-Unis doivent verser une assistance financière à l'opposition irakienne.

Il a estimé que le régime à Bagdad était "faible et isolé" et qu'il était possible de le renverser par une alliance entre "les Kurdes et les Arabes sunnites et chiites à l'intérieur de l'Irak, en coordination avec les grandes tribus arabes, présentes au sein de l'armée".

M. Talabani s'est cependant dit opposé à un coup d'état militaire, estimant qu'il s'agissait d'un moyen "stérile" de changer le régime.

L'UPK de M. Talabani et le Parti Démocratique du Kurdistan de M. Barzani se partagent le contrôle du nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

## Massive Student Protests Put Pressure on Khatami

By Douglas Jehl  
*New York Times Service*

CAIRO — In a new sign of militancy, at least 15,000 Iranian students took to the streets of Tehran on Sunday in what has become a protest against a divided government whose security forces remain in conservative hands.

The protest was the angriest, observers said, since the Iranian revolution of two decades ago, and it presented the most formidable test yet to President Mohammed Khatami, the moderate leader who holds broad popular support but has yet to consolidate control over a fractured political structure.

At its surface, the demonstration was merely the outgrowth of several days of anger over the storming Thursday night of a university dormitory by security forces and conservative vigilantes. But it also reflected a deep discontent over the fact that the popularly elected government of Mr. Khatami remains, in large part, in the hands of others.

"We are not going to be satisfied until people at the top resign," a student leader said. "Khatami has to do something or resign."

In a clear effort to put a lid on the discontent, the top security body of Iran said Sunday that it had dismissed two senior police officers held responsible for the Thursday night crackdown. A statement read on state television said that the supreme National Security Council, which reports to Mr. Khatami, had ordered the dismissals of Brigadier General Sadat Ahmadi and an unidentified deputy, and that they would be handed over to judiciary officials.

The statement also said that the hard-line police chief of Tehran, Brigadier General Hedayat Lotfian, had been reprimanded for his handling of operations late Thursday at the dormitories. But it sought to minimize the extent of the

violence, saying only that one man had been killed during the unrest and denying all "rumors and unofficial reports" about further deaths. Student groups have said several students were killed.

The statement said the intelligence ministry had arrested seven Islamic vigilantes for taking part in the attacks. It said the Intelligence Ministry was continuing its investigation of the group, and added that all 200 students arrested after the attacks had been released.

The statement also said that Ezzatollah Ebrahiminejad, an off-duty soldier, had been killed by a bullet in the raid. He was a guest in the dormitory. State-run Tehran radio had earlier denied any fatalities.

[Later Sunday, Iran's top security body warned students against holding any further demonstrations, saying authorities would prevent unauthorized assemblies and marches, Reuters reported.

"Any assembly or march can be legally held only after obtaining a permit," it said, "and any unauthorized assembly is deemed illegal and violators will be dealt with according to regulations," the Supreme National Security Council said in a statement carried by the official news agency IRNA.]

The student demonstrators decided Sunday not to take what would have been the provocative step of marching on central Tehran. But there were reports from around the country that other students have joined in sympathy marches, and at least two liberal newspapers said that they would suspend publication, beginning Tuesday, in support of the students and the shuttered newspaper, Salam.

After three days of mounting anger, the protesters also left no doubt that they were dissatisfied with the steps taken so far. The protesters had demanded the dismissal of General Lotfian, who reports not to Mr. Khatami but to Ayatollah Ali Khamenei, the cleric who is the supreme leader of Iran.

"Either Islam and the law, or another revolution," the marchers chanted today, in a reference to the 1979 revolution that toppled the Shah, Reza Pahlavi.

More than half of the population of Iran has been born since the revolution, and young people were a powerful force in the 1997 election that swept Mr. Khatami to power. But many of them, and many ordinary Iranians, have become frustrated by the fact that conservatives, the main power-holders since the revolution, remain in positions of authority and control.

Mr. Khatami does not control the police or the military, and his efforts to promote a freer press have been thwarted by the conservative-dominated judiciary, which has punished newspapers that have pushed the limits of freedom.

It was just such a punishment, of the newspaper Salam, that sparked the latest protest. The newspaper had published information that called attention to the role of the conservative-led Intelligence Ministry in the killings last winter of a number of Iranian intellectuals, but was ordered closed because the information was said to be classified. Even Iranian supreme religious leader Ayatollah Ali Khamenei, usually above public reproach, was criticized by the students for failing to protect them.

On Sunday, the biggest moderate student movement in Iran, which claims 50,000 members, said the attacks on students by police and vigilantes of the Ansar-e Hezbollah group could not have been made without high-level support.

Ayatollah Khamenei has not commented on the unrest, but a body of his representatives on campuses condemned the attack, saying that it had "hurt the heart of the exalted leader."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MONDAY, JULY 12, 1999



Kurds in the mainly-Kurdish city of Diyarbakir, Turkey, discuss the news of the day at an open air coffee house June 21, 1999, a week before a Turkish court sentenced Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to death. For many Kurds, the death sentence pronounced against Ocalan on the anniversary of another rebel leader's execution symbolizes the seemingly endless turmoil in Turkey's Kurdish region and the state's refusal to meet Kurdish demands.(AP Photo/Burhan Ozbilici/File)



Kurdish women and their children in the mainly-Kurdish city of Diyarbakir, Turkey, talk with each other in their shanty town outside the city walls on June 21, 1999, a week before a Turkish court sentenced Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to death. Freshly baked bread is seen in the foreground. For many Kurds, the death sentence pronounced against Ocalan on the anniversary of another Kurdish rebel leader's execution symbolizes the seemingly endless turmoil in Turkey's Kurdish region and the state's refusal to meet Kurdish demands.(AP Photo/Burhan Ozbilici/File)

## **PUK delegation due in Ankara this week**

---

Ankara- Turkish Daily News

A delegation of high-level officials from the northern Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is expected to arrive in Ankara for consultations before the weekend, Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli said on Tuesday.

The delegation will be led by PUK heavyweight Muhammed Tefvik and will also include Cevher Salih and Erselem Bais. Salih and Bais were part of the PUK delegation that held talks with the PUK's main rival, the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP), in Washington last month.

The PUK delegation will meet with high-level Turkish Foreign Ministry officials to discuss the latest developments in northern Iraq.

Referring to recent reports of clashes between the PUK and the KDP, Atacanli said Turkey would continue to expend efforts on providing stability in the area.

The alleged PUK support for the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK), which uses the power vacuum in northern Iraq to establish itself there and make strikes on Turkey, will be one of the major topics on the agenda of the talks in Ankara.

This issue is a major point of contention between the PUK and the KDP as well. Although the PUK denies supporting the PKK, the KDP maintained at the recent talks in Washington that the PUK is continuing to back the terrorists.

Besides PUK support for the PKK, the PUK and KDP are severely at odds over power-sharing arrangements in a planned interim administration in northern Iraq and the distribution of oil revenues.

Ankara, for its part, is concerned over the possible establishment of a Kurdish state in the area, fearing that it may constitute an example for its own separatist Kurds.

In Washington, both the PUK and KDP asserted they would not make any move without Turkey's consent.

---

## **KDP: Five civilians die in PKK attack**

---

Ankara - Turkish Daily News

Kurdistan Democratic Party (KDP) sources in Washington claimed that five civilians died and 29 were injured during a Kurdistan Workers' Party (PKK) attack in northern Iraq's KDP-controlled Hacımunran province, located close to the Iran-Iraq border.

KDP sources said that the outlawed PKK had staged two other attacks in the same area this month.

The PKK reportedly comes from Iran to conduct terrorist activities in Iraq and returns there after completing their attacks.

KDP Washington representative Ferhad Barzani last week claimed that according to information received from captured PKK members, Osman Ocalan, the brother of PKK leader Abdullah Ocalan, is in Iran and hinted at a PKK presence in that country.

Following these allegations, Hamid Riza Asefi, a spokesman for the Iranian Foreign Ministry, denied newspaper claims that militants from the PKK are operating from inside Iran.

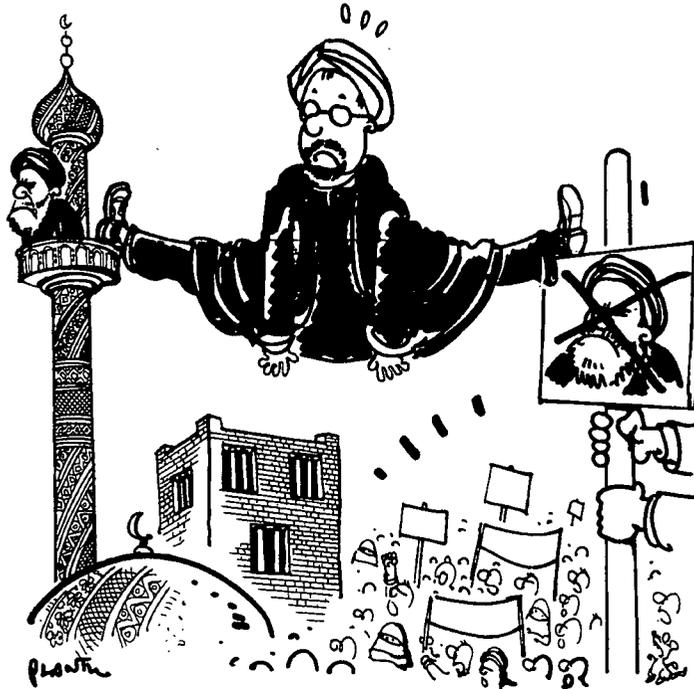
In a related development, Russia's high-circulation Vlast magazine claimed that the PKK had reached the point of collapse following the capture of their chief earlier this year in Kenya.

---

# Iran : la révolte des enfants du khomeynisme

- Après Téhéran, le mouvement des étudiants s'étend en province
- Ces manifestations, les plus importantes depuis la création de la République islamique, dénoncent la répression policière
- La contestation menace autant le clan conservateur que le pouvoir du président réformateur Khatami

AU CINQUIÈME jour de la révolte étudiante contre l'absence de libertés et les brutalités policières, le Guide de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, est sorti, lundi 12 juillet de sa réserve, pour qualifier « d'inacceptable » l'intervention des forces de l'ordre contre le mouvement. Dimanche, lors d'un rassemblement à Téhéran, les étudiants l'avaient accusé de soutenir les groupes intégristes violents qui les harcèlent. « J'ai beaucoup à dire sur cette affaire, mais ce qui me préoccupe le plus ce sont les attaques inacceptables contre des dortoirs [de la cité universitaire] », a ajouté le Guide, qui s'est dit « amer de voir les jeunes dans le désarroi et mécontents ». Cette déclaration de la plus haute autorité de la République islamique, considérée comme la figure de proue du camp conservateur hostile au président réformateur, Mohamad Khatami, vise de toute évidence à désamorcer un mouvement dont l'ampleur et la détermi-



nation semblent avoir pris de court l'ensemble de la classe politique iranienne, qui risque d'être totalement débordée. Pour calmer le jeu, les autorités avaient déjà annoncé, dimanche, le limogeage d'un général de la police et de son adjoint, tenus pour responsables de l'intervention sur le campus universitaire. Mais, désormais, les étudiants réclament le départ du chef de la police, le général Hedayat Lotfian.

L'intervention de la police et de miliciens ultra-conservateurs à la cité universitaire, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 juillet, a fait un mort et trois blessés selon un bilan officiel, cinq morts, selon les étudiants. Solidaires de leurs camarades de Téhéran, les étudiants de quatre villes de province ont manifesté à leur tour. C'est le plus vaste mouvement de protestation depuis l'avènement de la République islamique.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 14, 1999

## Kurdish Rebels Call Halt to Attacks

Reuters

ANKARA — Separatist Kurdish rebels called a halt Tuesday to the suicide bombings and attacks on civilians that have broken out since Turkey sentenced their leader, Abdullah Ocalan, to death for treason.

But the statement issued by the Kurdistan Workers Party, or PKK, made clear this was not a cease-fire, pledging to continue the group's policy of "active defense" against the armed forces of Turkey.

"From now on and until another order is issued there will be no sacrificial actions and efforts will be made to prevent attacks on civilian targets," the statement said. It was carried by the Germany-based DEM news agency, the traditional vehicle for rebel announcements.

Turkish authorities hold the guerrillas responsible for a wave of attacks that have hit Turkey since Mr. Ocalan was condemned to death.

The Istanbul police said they had arrested four women they said were PKK members responsible for a bombing in the city that killed one man and wounded more than 20.

The rebels have fired into coffee houses, planted bombs in a park and on crowded streets and carried out suicide attacks in an escalation of violence that has seen a dozen people killed since the verdict in late June.

"We are of the opinion that the desired message of this magnificent uprising has been delivered and sufficiently reached all people," the statement said.

A Turkish court last month sen-

tenced Mr. Ocalan to hang for treason for leading the campaign of the PKK for self-rule in the mainly Kurdish southeast of Turkey. More than 30,000 rebels, soldiers and civilians have died in the fighting, which began in 1984.

Mr. Ocalan, whose appeal process against the death sentence is expected to last for months, portrayed himself as a peacemaker during his trial and offered to use his influence over the PKK to reach a negotiated solution if his life were spared. He called for an end to the attacks last week.

Commanders of the PKK have so far backed the peace overtures of Mr. Ocalan, but it is unclear how far his writ still runs from the prison where he has been held since February.

mercredi 14 juillet 1999, 12h23

## Israël et la Turquie manifestent leur entente

JERUSALEM, 14 juil (AFP) - La Turquie et Israël ont réaffirmé mercredi leur entente à l'occasion de la visite du président turc Suleyman Demirel dans un contexte de reprise du processus de paix avec les Arabes.

"Les rapports avec la Turquie sont de la plus haute importance pour Israël et ne peuvent porter ombrage aux relations avec d'autres pays", a déclaré le nouveau premier ministre israélien Ehud Barak lors d'un entretien avec M. Demirel, selon un communiqué de la Présidence du Conseil.

Il a souligné que M. Demirel était le premier dirigeant étranger à se rendre en Israël depuis son arrivée au pouvoir après les élections de mai.

Le chef de l'Etat turc a entamé mercredi une tournée de trois jours en Israël, en Jordanie et dans les territoires palestiniens, placée sous le signe de la coopération politique et économique.

"Les relations avec Israël sont à tous les niveaux excellentes, au point qu'il est difficile d'imaginer comment les améliorer encore", a déclaré M. Demirel à la presse israélienne avant son arrivée.

Quant aux relations entre Ankara et Damas, elles "se sont améliorées et nous ne pouvons plus affirmer que la Syrie appuie le terrorisme, du moins présentement", a ajouté le chef d'Etat turc.

"La paix entre Israël et la Syrie ne nous gênerait pas, tout au contraire, car nous savons bien qu'elle ne se fera pas sur le dos des relations entre la Turquie et Israël", a souligné le président turc.

Il a rappelé qu'à la suite d'un accord signé le 20 octobre dernier à Adana (sud de la Turquie), la Syrie avait expulsé le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan qui, depuis lors, a été capturé par la Turquie et condamné à mort.

M. Demirel a écarté toutefois tout accord entre les trois pays concernant des fournitures d'eau turque à la Syrie, dans le cadre d'une coopération régionale au Moyen Orient.

Dans son interview, le président turc a par ailleurs appelé Israéliens et Palestiniens à conclure la paix, rappelant que son pays "soutient depuis plusieurs années le droit des Palestiniens à un Etat indépendant".

La Turquie avait été l'un des premiers pays à avoir reconnu l'Etat de Palestine proclamé par M. Arafat en 1988 à l'occasion d'une session du Conseil national palestinien (CNP, parlement en exil) à Alger.

Israël et la Turquie, les deux plus grandes puissances militaires de la région, ont conclu en février 1996 un accord-cadre pour renforcer leur coopération militaire, provoquant la colère des pays arabes et de l'Iran, qui y voient une menace contre eux.

Ils ont depuis mené une série de manoeuvres militaires communes et signé plusieurs accords de coopération dans le domaine des armements.

Mais, depuis l'arrivée au pouvoir des Travaillistes en Israël, des craintes se sont exprimées en Turquie selon lesquelles les dirigeants israéliens pourraient privilégier leurs relations avec les pays arabes au dépend d'Ankara.

"Nous avons atteint le zénith dans nos relations et toute la question est de savoir comment les maintenir au même niveau", a déclaré à l'AFP l'ancien ambassadeur d'Israël en Turquie M. Alon Liel.

Cet universitaire, qui a servi de conseiller de M. Barak, a toutefois critiqué "l'idée caressée par Ankara d'une alliance stratégique entre les deux pays en vue de la constitution d'un système sécuritaire au Moyen Orient".

"Jamais les pays arabes n'accepteront de se joindre à un tel système" a-t-il estimé.

M. Demirel entend rechercher avec ses interlocuteurs israéliens, selon la presse turque, les moyens de développer le volume commercial entre les deux pays, d'un montant de 800 millions de dollars, que la Turquie souhaite plus que doubler.

Il a été reçu en Israël par son homologue israélien Ezer Weizman et s'est entretenu aussitôt avec le nouveau Premier ministre Ehud Barak avant que ce dernier ne parte le même jour pour Washington.

M. Demirel rencontrera ensuite le roi Abdallah II de Jordanie avant de s'entretenir le 16 juillet avec le président palestinien Yasser Arafat à Gaza.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 15, 1999

# Mass Rally Reaffirms Backing for Iran Leaders

## Moderates Join Forces With Hard-Liners in Bid to Cool Passions

By Howard Schneider and John Lancaster  
*Washington Post Service*

Iran's Islam-based leadership staged its own demonstration Wednesday — a massive rally that drew more than 100,000 faithful into Tehran's streets — to reaffirm support for clerical rule and counter a week of protests by restive students eager for a more tolerant society.

The demonstration was arranged as a joint exercise by officials supporting the country's supreme religious leader,

Ayatollah Sayed Ali Khamenei, and organizations favorable to its democratically elected and reform-minded president, Mohammed Khatami.

It signaled a desire, that now seems shared by both the religious establishment and government reformers, including Mr. Khatami, to calm the spiraling situation.

The students, who mounted sometimes violent confrontations with police and Islamic militias over six straight days, stayed off the streets, apparently heeding a warning Tuesday from Mr. Khatami that their protests were degenerating into riots and must be stopped, according to news agency reports from Tehran.

Mr. Khatami's warning was backed by a stern statement from Defense Minister Ali Shamkhani that order will be enforced "at any price."

"We will resolutely and decisively quell any attempt to rebel," Hassan Rowhani, secretary of the Supreme National Security Council, Iran's top security body, told the crowd.

"Death to America," the pro-government demonstrators chanted in a refrain that has become familiar since the 1979 revolution inspired by the late Ayatollah Ruhollah Khomeini. That revolution toppled the pro-American monarchy of Shah Mohammed Reza Pahlavi and set up a government based on an austere version of Shiite Islam.

"People are gathered here to defend national security and the pillars of the

Islamic system," said a state television reporter describing the rally. "They are here to renew allegiance to the sacred ideals of Imam Khomeini and the leader."

But according to reports from Tehran, speakers at the rally also made statements of support for the originally peaceful student protests that took place a week ago. In addition, the speakers repeated pledges to investigate abuses by the security forces, including the police raid on a Tehran University dormitory last Thursday that touched off the week of protests.

Students have played an "outstanding role" in Iranian society, Mr. Rowhani told the crowd. He said security agencies would continue probing the "tragic" dormitory incident "until all the roots which caused the incident are investigated and reported to the public."

Foreign analysts said the official statements expressing sympathy with the original student protests and promising an investigation of the police raid indicated that the government is shaken by the unrest — a fact that could eventually strengthen Mr. Khatami's reformist movement.

"Instead of being an anti-demonstration, it is 'pro' the students and 'pro' the regime, running the two things together," in a "very sophisticated" compromise meant to forestall further unrest, said Patrick Clawson, research director at the Washington Institute for Near East



Kamran Jebreili/The Associated Press

Iranians rallying in support of the Islamic regime and its leaders outside Tehran University on Wednesday.

Policy.

Mr. Clawson said it seemed that when demonstrators ignored calls by both Mr. Khatami and Ayatollah Khamenei for calm, and began assembling again on Tuesday, both men worried about their ability to control events and about possible repercussions.

Mr. Khatami, according to Mr. Clawson, feared that his reform movement would be set back by a law- and-order crackdown and Ayatollah Khamenei worried that burgeoning demands for political and social reform could threaten the country's religious underpinnings.

Mr. Khatami, elected in a landslide in 1977, has voiced support for maintaining Iran's underlying commitment to Islam. But he also supports building a more secular and open society, moving in incremental steps that frequently have brought him into conflict with religious leaders acting under Ayatollah Khamenei's banner.

Originally modest in size and held to protest the closing of a liberal newspaper, Salam, the student gatherings at Tehran University exploded after the dormitory raid, growing to as large as 25,000. By Tuesday, with students ignoring official appeals for calm, they

triggered a crackdown by baton-wielding security forces backed by Islamic militia squads linked to conservative Islamic leaders in the government.

Both Ayatollah Khamenei and the popular Mr. Khatami accompanied the crackdown with more demands for public order. While the original student protests may have been sincere, they contended, they were manipulated by external opponents of Iran and internal "political grouplets" seeking to undermine Islamic rule.

## Iranians Want Their Political Pendulum to Settle at Midpoint

By Fen Montaigne

NEW YORK — In the course of 24 hours last year, I caught a glimpse of the two worlds now colliding on the streets of Tehran.

The first could be found on the hiking trails of the Elburz Mountains in northern Tehran, where young men and women sought refuge from the disapproving gaze of the Islamic morals police.

At a teahouse next to the Darakeh River, I met several couples — ardent supporters of Mohammed Khatami, the reform-minded president — who were fuming that a religious zealot had just berated them for holding hands. "The period of Khatami has come, and the period of those people is finished," said one of the men, a 24-year-old university student.

The next day, I ran into one of "those people" south of the capital at the Martyrs Cemetery, where thousands of soldiers from the eight-year war with Iraq are buried. In the shade of a grove of trees, a man in his early 20s was washing the marble tombstone of a family friend.

He was powerfully built with a crew cut, a closely trimmed black beard and a heavy brow. He said the United States, working with subversive elements

inside Iran, was trying to undermine the Islamic Republic, and he vowed to crush any attempt at counterrevolution.

The true believers and the reformist students are clashing these days throughout Iran, upsetting a delicate — and peaceful — balance that has prevailed since President Khatami's remarkable victory in May 1997.

Violent confrontations continued for a sixth day on Tuesday, prompting Mr. Khatami to condemn the protesters, many of whom are his supporters, and to warn that further disorder would be suppressed.

Whether both sides can now pull back to the previous status quo will determine if Iran and its nearly 70 million people will continue to move gradually toward a more open society.

A majority of Iranians are profoundly weary of the overbearing rule of the theocracy and its stumbling economic programs. But the last thing most people desire is another revolution.

Ayatollah Ruhollah Khomeini's ouster of the shah in 1979, the ghastly war with Iraq and two decades of revolutionary zeal have left Iranians longing for simple changes and pleasures. But efforts at reform have been thwarted by the na-

tion's "supreme leader," Ayatollah Sayed Ali Khamenei, a hard-liner chosen by a council of religious leaders who control the army and security apparatus.

As a former Moscow correspondent who covered the collapse of the Soviet Union, I could not help but draw comparisons last year between Mr. Khatami and Mikhail Gorbachev. Both sought to bring incremental change to ossified regimes that had lost favor with many citizens. Neither wanted to eliminate the system. And both enjoyed tremendous public support.

Mr. Khatami's support is particularly strong among people 25 and younger, who make up nearly two-thirds of the population.

But the hard-liners in Tehran command an army of Revolutionary Guards, police officers and vigilantes who are far more willing to shed blood than any troops that die-hard Soviets had at their disposal in 1991.

What the world has witnessed in Iran in recent decades is the swing of a pendulum between traditionalists and modernists, the Westernizers and the defenders of Islam.

Under the last shah, the pendulum swung resolutely in the direction of the West and the

modern, fostering the discontent that led to the revolution.

Under the late Ayatollah Khomeini and his successor, Ayatollah Khamenei, the pendulum moved far in the other direction. It has been clear for some time that most Iranians want to move toward a more placid middle ground.

I take heart in the one thing that terrified me during my first days in Iran — the traffic. Countless times every day my driver would roar toward a Tehran intersection into which dozens of cars were hurtling from as many directions. I would cringe, certain of a collision. But, miraculously, a driver would back off here, another would ease off there, and the chaotic jumble of machines would clear the intersection.

The flexible and the fanatical are always on prominent display in Iran. We can only hope that in the coming days the accommodating side of the Iranian character prevails.

*The writer, author of "Reeling in Russia," traveled extensively in Iran last year for National Geographic. He contributed this comment to The New York Times.*

## Fateful Days in Iran

The stifling Islamic dictatorship has never been a comfortable fit for a complex, youthful Iran of nearly 70 million people. Now thousands of students and other protesters in Tehran and other cities have taken to the streets to challenge the power of the fundamentalist ayatollahs. They have been greeted by violent repression. The clerics who control the security forces are in danger of misreading their nation as badly as the shah did two decades ago if they think they can prevent change with tear gas, bullets and vigilantes.

The student protesters are invoking the more democratic and liberal values espoused by President Mohammed

Khatami and backed by a substantial majority of Iranians, particularly young people and women. In the long run, these more humane values are likely to prevail. Nearly two-thirds of Iranians are now under the age of 25. But the immediate course of events will depend on whether the clerical authorities led by Ayatollah Sayed Ali Khamenei understand that they must relax their stranglehold on Iranian society.

Mr. Khatami, a moderate cleric, was elected president two years ago. Promising a more tolerant and pluralistic but still Islamic society, he won 69 percent of the vote against a candidate favored by the clerical establishment. Millions

of devout Muslims support Mr. Khatami's program. But under Iran's constitution the president exercises only limited power. Fundamentalist mullahs have tried to thwart Mr. Khatami's reform policies. Outspoken liberals have been attacked and killed. Khatami allies have been prosecuted and jailed, and pro-reform newspapers silenced.

It was the closure of one such newspaper, Salam, that set off the university protests. The crisis intensified after security forces and chain-wielding Islamic vigilantes raided Tehran University, causing at least two student deaths. The unrest has now spread beyond Tehran and represents the most serious threat to

clerical control since 1979.

Although the attack on Tehran University was carried out under Ayatollah Khamenei's authority, he has publicly condemned the incident. Yet his statement, which absurdly blamed America for the university raid, failed to appease angry students.

The students are right to protest the harsh repression of the clerics and to

demonstrate their impatience with the slow progress in carrying out Mr. Khatami's reform agenda. But they should avoid violent street demonstrations. These discredit their cause and force Mr. Khatami to align himself with clerical conservatives, as he did on Tuesday. He, for his part, must make clear distinctions between the violence of some protesters and the justice of

what they are demanding. He needs to remain credible as a voice for change.

Ayatollah Khamenei, meanwhile, needs to restrain his fundamentalist supporters and let more power flow to the elected government. By continuing to maneuver against Mr. Khatami, he risks plunging Iran into violent turmoil.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 16, 1999

# U.S. Doubts Iraq Flouts Arms Curb

## *Baghdad Was Expected To Pursue Toxic Goals*

By Karen DeYoung  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — In the seven months since UN weapons inspectors left Iraq, the United States has seen no indication that Baghdad has resumed its chemical and biological weapons programs, according to administration officials.

After inspectors withdrew on Dec. 16, hours before the United States and Britain began a three-day bombing campaign to punish Iraq for failure to cooperate with them, President Bill Clinton said he had "no doubt" that President Saddam Hussein would begin work anew on the weapons programs. The national security adviser, Samuel Berger, said Washington would be using its "formidable intelligence capabilities" to "know what Iraq is trying to build and buy."

But so far, said an administration official who closely monitors intelligence on Iraq, "we have seen no evidence of reconstruction of weapons of mass destruction." Others watching closely have drawn similar blanks. "We continue to hear things, but nothing you can take to the bank," said a source inside the United Nations Special Commission, or Unsc, the disarmament and inspection agency.

Administration officials and others say they are uncertain why Iraq has not done as expected, or how long it will last.

Officials insist that the Operation Desert Fox bombing knocked Iraq off-balance and cite scattered indications of increased opposition inside the country. But no one is claiming to have seen any serious threat to the government.

In the meantime, the once-urgent U.S. insistence on inspections appears to have diminished. The United States and Britain have been unable to convince Russia, China and France, the other three veto-wielding permanent members of the Security Council, that strict economic sanctions against Iraq should continue even if Iraq agrees to new inspections.

"We would obviously like to see the inspectors go back in," said the administration official, who spoke on condition that he not be named. "But what's not acceptable is a sham inspection process."

As the impasse continues, two dozen U.S. ships and about 200 aircraft remain in the region, enforcing economic sanctions and patrolling no-flight zones in northern and southern Iraq.

Iraq challenged the patrols with radar and ground fire daily in the months following the bombing, and there are still occasional spikes of high activity. But days frequently go by with no challenge, and once-frequent incursions by Iraqi aircraft are rare, officials said.

Many in Congress have continued to demand that the administration provide dissident Iraqi exiles with supplies, weapons and training. But while organizational meetings have been held and more are planned, none of the \$97 million in Pentagon supplies authorized last year for the opposition has been spent, and a major opposition assembly originally planned for this month has been postponed.

The relative quiet appears to suit an Iraq policy that administration officials label "containment." It includes continued sanctions and international isolation, along with efforts to alleviate hardships that the restrictions have brought on the Iraqi people. The policy also pledges a nonspecific U.S. com-

mitment to replacing Mr. Saddam, and readiness to move militarily at any sign that Iraq is threatening its neighbors or rebuilding its weapons programs.

The policy has frustrated those who would like to loosen the international restraints against Iraq, as well as those who would like to move aggressively to promote Mr. Saddam's collapse.

At the Security Council, Russia, China and France back a resolution that would lift sanctions once Iraq agreed to new inspections. A competing, U.S.-supported draft sponsored by Britain and the Netherlands proposes a Unsc-replacement agency, to be called the United Nations Commission on Inspection and Monitoring, or Uncim. Iraq would have to comply over several months with a series of benchmarks set by inspectors before any easing of sanctions would be considered.

Months of largely fruitless debate have exacerbated long-standing suspicions and bad feelings on both sides. Those governments advocating the lifting of sanctions suspect the United States has no intention ever to reward Iraq, no matter how much it might cooperate with inspectors, according to diplomats.

Russia and France, along with Canada, which has tried to broker a compromise, are also irritated that Washington has imputed a profit motive — the desire to move their own oil companies into Iraq — to their efforts.

### ■ UN Assesses Chemicals

UN experts began work Thursday to assess the chemicals that weapons inspectors left behind in their laboratories when they evacuated Iraq last year, The Associated Press reported from Baghdad.

The multinational team, accompanied by French, Russian and Chinese diplomats, entered the UN Special Commission's headquarters at the Canal Hotel where the chemicals are stored. They were to determine during their mission what needs to be done to dispose of the chemicals and close a chemical lab and a germ warfare room used by the inspectors.

# Le mouvement étudiant se lézarde, le régime iranien contre-attaque

Les conservateurs ont rassemblé mercredi 14 juillet

plusieurs centaines de milliers de manifestants à Téhéran pour acclamer Ali Khamenei.

Leur leader avait appelé la veille à « réprimer les éléments corrompus et contre-révolutionnaires »

A L'APPEL de l'Organisation de la propagande islamique, principale organisation d'endoctrinement du régime, contrôlée par les conservateurs, un rassemblement s'est tenu, mercredi 14 juillet devant l'université de Téhéran, pour renouveler l'allégeance des Iraniens au régime, au septième jour de la contestation étudiante. Des centaines de milliers de personnes ont commencé à se rassembler en début de matinée dans le centre de Téhéran, portant des pancartes avec des portraits du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et des calicots d'allégeance à ce dernier, avec des inscriptions du genre : « *Ma vie appartient au Guide* », ou encore : « *Nous sommes à l'écoute du Guide* ». Elles scandaient « *Mort à l'Amérique* », « *Mort à Israël* », « *Mort aux hypocrites* », terme qui désigne les Moudjahidines du peuple, le principal mouvement d'opposition armée au régime iranien, basé en Irak.

La manifestation se déroulait aux abords de l'université, dans le centre de la capitale. La télévision, qui donnait une large couverture à cet événement, a montré des

images de milliers de personnes rassemblées dans l'université, à l'endroit où se tient chaque vendredi la grande prière musulmane hebdomadaire. Les participants, parmi lesquels de nombreux religieux en turban, arboraient des portraits de l'ayatollah Khamenei et du fondateur du régime, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny.

Par ailleurs, les médias officiels ne parlaient plus d'étudiants, mais de troubles provoqués par des « *agitateurs* ». En outre, le réseau de téléphone portable ne marchait plus mercredi matin sur l'ensemble de la capitale iranienne, sans qu'aucune explication ne soit immédiatement disponible pour cette situation.

Quelques heures avant ce rassemblement, les deux piliers du pouvoir exécutif, l'ayatollah Khamenei et le président réformateur Mohammad Khatami avaient vivement condamné la révolte étudiante, l'accusant, en des termes plus ou moins clairs, d'être manipulée à des fins peu orthodoxes. Dans un message d'une virulence assez inattendue, qu'il a lu mardi soir à la télévision, M. Khatami, le visage fermé, contrairement à son habitude, a qualifié les manifestations étudiantes de « *déviations qui seront réprimées avec force et détermination* », parce qu'elles visent à « *porter atteinte aux fondements du régime et à attiser les tensions et le désordre* ». Certains slogans des manifestants « *vont très clairement à l'encontre des slogans fondamentaux du gouvernement et du progrès politique* » du pays, a-t-il déclaré.

Ces slogans sont « *démagogiques, provocateurs et visent à semer la division au sein de la société et à porter atteinte à la sécurité nationale* », a ajouté M. Khatami, affirmant qu'« *un certain nombre de personnes arrêtées n'avaient aucun*

lien avec les milieux universitaires et n'étaient même pas des étudiants ». « *Détériorer les biens publics et perturber la vie de la population est inacceptable (...)* Heureusement, ce courant n'a pas de racines et nous ferons face », a encore dit le président.

## LE TON MONTE

Il en fallait moins pour que le Guide, la plus haute autorité de l'Etat et figure de proue des conservateurs, opte pour un langage plus dur encore. Dans un message diffusé mercredi matin par la radio officielle, M. Khamenei, faisant valoir que « *le peuple n'admettra pas la poursuite des actes de destruction* », a assuré que « *le régime islamique va réprimer* » leurs auteurs, qui sont « *des éléments corrompus et contre-révolutionnaires* ». Reprenant une antienne classique, l'ayatollah Khamenei a accusé les manifestants d'être « *des bandits soutenus par certains groupes politiques en faillite et par des ennemis de l'étranger* », qui cherchent « *une nouvelle fois, à favoriser la domination des Etats-Unis criminels sur l'Iran* ».

Mardi, de nouvelles manifestations d'étudiants à Téhéran avaient dégénéré en véritables combats de rue avec les miliciens islamistes et les forces de l'ordre. Les partisans du régime ont tiré en l'air et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les protestataires descendus dans les rues, brûlant cartons et pneus, au mépris de l'interdiction absolue de manifester, rappelée la veille par les autorités de la capitale.

Plusieurs centaines de manifestants ont tenté de forcer les lourdes grilles d'acier du ministère de l'intérieur ; d'autres ont brisé les vitrines de deux agences bancaires publiques et incendié un mini-bus. Les forces de sécurité sont parvenues à repousser des

assaillants qui tentaient de pénétrer dans les locaux du quotidien conservateur *Keyhan*, symbole aux yeux des étudiants du rigorisme islamiste. Peu nombreux et disséminés, les policiers en uniforme et ceux en civil, reconnaissables à leurs armes, avaient laissé le champ libre à des commandos non identifiés qui frappaient et disparaissaient aussitôt. Les affrontements ont fait des dégâts très importants dans le centre-ville, à proximité de l'université, et plus au sud, dans le quartier populaire du bazar. Deux mosquées ont été saccagées, trois banques mises à feu, deux autobus brûlés et de nombreuses voitures ont été endommagées. Des pierres et des gravats jonchaient la chaussée.

Les responsables du mouvement étudiant, dont la plupart se revendiquent des idées réformistes du président Khatami, ont admis qu'ils avaient perdu la maîtrise de la situation à l'occasion de cette journée de violence sans précédent depuis le début de leur mouvement. Dans la soirée, les « *gardiens de la révolution* », l'une des forces d'élite du régime et d'autres miliciens islamiques armés paradaient ostensiblement dans les rues désertées du centre de la capitale, sans rencontrer grande résistance. — (AFP, Reuters.)

## Le Monde

— JEUDI 15 JUILLET 1999 —



## Mohamad Tavassoli, membre du bureau politique du Mouvement pour la libération de l'Iran

### « La majorité des étudiants ont opté pour une pause »

**MOHAMAD TAVASSOLI** est membre du bureau politique du Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI) de l'ancien premier ministre de la République islamique, Mahdi Bazargan. Le MLI est le seul mouvement d'opposition toléré en Iran, mais non légalisé,

puisque qu'il n'admet pas le principe constitutionnel du *velayat e faqih*, ou pouvoir du jurisconsulte, qui place le Guide de la République islamique au-dessus des institutions. *Le Monde* a recueilli cet entretien avant la manifestation du mercredi 14 juillet organisée par les conservateurs.

« Comment vont les choses au soir du mardi 13 juillet en Iran ?

— A notre connaissance, rien n'est encore terminé. Il y a toujours des groupes éparpillés dans différentes villes, qui s'en prennent aux gens dans les rues et sur les places publiques.

— Vous voulez dire : ceux qu'on

appelle les groupes de pression, les Ansar Hezbollah ?

— Oui, les groupes de pression. Quant aux étudiants, ils sont à l'intérieur des dortoirs de l'université d'Amirabad [de Téhéran] et ils ont

décidé de ne plus descendre dans la rue pour éviter tout incident avec ces forces. Les délégués de toutes

les universités ont décidé de mettre fin à leurs rassemblements et à leurs manifestations jusqu'à samedi et de demeurer en contact avec le cabinet du président Mohamad Khatami, jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Ils ont constitué la nuit dernière un comité, qui a pris cette décision et qui se chargera des contacts avec le cabinet de M. Khatami.

**- Prévoyiez-vous des incidents au cours du contre-rassemblement que les conservateurs avaient décidé d'organiser mercredi ?**

- Je doute qu'il y ait des problèmes, parce qu'ils ont les moyens de se protéger. Je doute que les étudiants, ou quiconque d'autre, réagissent. Je crois qu'ils [les conservateurs] ont mobilisé un grand nombre d'habitants de Téhéran et

probablement d'autres villes [pour participer au rassemblement].

**- Selon vous, pourquoi les conservateurs ont-ils été si agressifs envers les étudiants ?**

- Comme vous le savez, leur comportement jeudi soir a été très brutal et inattendu. Nous pensons que cela n'a rien à voir avec le rassemblement que les étudiants tenaient alors sur le campus. Ils voulaient faire pression sur le gouvernement de M. Khatami et montrer qu'il n'est pas capable de défendre l'immunité des gens.

**- Pensez-vous qu'ils cherchent à forcer le président Khatami à démissionner ?**

- Oui. Nous pensons que c'est l'objectif de leurs actions depuis six mois. Les meurtres [d'opposants et d'intellectuels] et toutes leurs exactions visent à forcer le président à démissionner.

**- Pensez-vous que si leurs revendications ne sont pas satisfaites, les étudiants redescendront dans la rue ?**

- Je pense que la majorité des étudiants sont parvenus à la conclusion que les manifestations et les heurts avec les groupes de pression ne sont pas dans l'intérêt du président Khatami. Certains estiment qu'ils doivent continuer de protester, mais ils sont minoritaires. La majorité raisonne logiquement, analyse la situation et en tire les conclusions. Nous sommes optimistes quant à leur comportement. Nous pensons qu'ils sont graduellement en train de se comporter de manière logique.

**- Donc, vous les approuvez. Vous estimez qu'ils doivent arrêter leur mouvement ?**

- Non. Ils ne mettent pas fin à leur mouvement. Ils continuent,

mais silencieusement. Ils ont arrêté jusqu'à samedi pour voir si leurs demandes seront satisfaites par le gouvernement.

**- Quelles sont leurs revendications ?**

- La démission du chef de la police [le général Hedayat Lotfian], la traduction en justice des responsables des attaques [contre les étudiants] et la reconnaissance des droits des étudiants, des professeurs et de leurs associations. Ils demandent aussi des excuses pour ce qui leur a été fait.

**- Et si ces demandes ne sont pas satisfaites ?**

- Attendons de voir ce que M. Khatami pourra faire. »

*Propos recueillis par  
Mouna Naim*

## Mohamad Khatami ne veut pas brûler les étapes

LES CONSERVATEURS iraniens avaient toutes les chances de réussir le contre-rassemblement qu'ils organisaient, mercredi 14 juillet, devant l'université de Téhéran,

### ANALYSE

**Le président se voyait à la veille de renforcer son pouvoir afin de réussir ses réformes**

pour apporter leur soutien au régime, contre les milliers d'étudiants et de sympathisants dont la révolte gronde depuis sept jours. Parce que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les conservateurs continuent d'avoir des partisans convaincus au sein de la population ; et aussi parce qu'ils maîtrisent l'art du clientélisme et qu'ils savent comment acheminer vers Téhéran des foules embrigadées, dûment amenées de différentes parties du territoire.

En clair, les conservateurs ont appris, en l'espace de vingt ans, à s'organiser ; et ils ont les moyens de le faire, alors que le mouvement étudiant est plus spontané, même s'il est plus ou moins constitué en associations. Son soulèvement contre la répression dont il a été la cible a en quelque sorte procédé de la même logique - ou impulsivité - que l'enthousiasme qui a conduit dans la rue des millions d'Iraniens lorsque l'équipe nationale de football fut qualifiée pour la Coupe du monde en 1998.

De ce fait, l'élan du premier mouvement de colère quel que peu retombé, des lézardes semblent commencer à se faire jour parmi les étudiants. Certains veulent donner sa chance à la discussion, et mettre à profit le choc provoqué par la révolte pour obtenir satisfaction. Dans l'immédiat, ils demandent globalement justice de la répres-

sion dont ils ont été la cible. Si ces revendications sont satisfaites, elles pourront devenir un jalon vers davantage de respect de leurs droits et des libertés. Une partie d'entre eux a confié la charge de mener à bien cette tâche à un comité *ad hoc*.

D'après l'agence officielle IRNA, ce comité représente « les étudiants ». Plus nuancé, le Mouvement (d'opposition) pour la libération de l'Iran (MLI), peu suspect - c'est peu dire - de sympathie pour le régime en tant que tel, mais qui n'en appuie pas moins le président Mohammad Khatami, affirme que ce comité représente « la majorité » des étudiants. « Depuis quelques jours, des désaccords sont apparus dans les rangs des étudiants et, malheureusement, cela pourrait changer le cours des événements », écrivait dès jeudi matin le quotidien *Iran News* ; et le correspondant de l'Agence France Presse à Téhéran rapportait que les associations étudiantes réformatrices, principalement le Bureau du renforcement de l'unité (proche de M. Khatami), très présentes au début de la révolte étudiante, se sont faites de plus en plus discrètes au fil des jours.

### SOUDAINE DISCRÉTION

Un constat s'impose en tout cas : dans la rue, la fièvre était retombée jeudi en milieu d'après-midi, sans que l'on sache trop s'il s'agissait d'un arrêt délibéré du mouvement.

La soudaine discrétion des étudiants proches du président traduit en fait le hiatus qui existe entre ce qu'on pourrait appeler l'agenda présidentiel et celui d'une partie au moins de la société civile. Malgré tous les pièges que lui tendent ses adversaires, M. Khatami aurait préféré que les Iraniens laissent du temps au temps, qu'ils ne brûlent pas les étapes. Comme le fait remarquer dans des déclarations au

Monde Bernard Hourcade, directeur de recherche sur le monde iranien au CNRS, le président était de fait sur le point d'obtenir de plus ou moins grandes satisfactions à des échéances rapprochées.

Ainsi Mahmoud Hachémi, un traditionaliste classique, qui n'appartient à aucune mouvance ou courant politique précis, a été désigné par le Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, pour remplacer le redoutable ultra-conservateur et chef du pouvoir judiciaire, Mohamad Yazdi, qui en a fait voir de toutes les couleurs aux amis du président. La passation des pouvoirs est en principe prévue fin août.

L'actuel chef des pasdarans (les gardiens de la révolution), l'une des forces d'élite du régime, devrait, selon des sources bien informées, céder lui aussi sa place - ce qui n'est pas pour déplaire à Mohammad Khatami - à plus modéré que lui,

pour succéder à l'ancien chef d'état-major adjoint, Ali Sayed Chirazi, assassiné en avril. D'autres changements à la tête d'organismes officiels et para-officiels seraient proches : la cerise sur le gâteau devant être, rappelle M. Hourcade, l'échéance des législatives du printemps 2000. Celles-ci, selon toutes les prévisions, devraient assurer la victoire des amis de M. Khatami et lui permettre d'avoir enfin un Parlement majoritairement à l'unisson de ses propres idées.

Le président s'estimait donc sur le point de gagner de nouvelles parcelles de pouvoir, qui lui manquent actuellement pour mener à bien ses projets de réforme. Par ailleurs, ce sont sans doute ces mêmes calculs - qui leur démontrent, s'ils en avaient encore besoin, qu'ils sont perdants sur toute la ligne - qui ont poussé les conservateurs à se déchaîner contre les étudiants, tendant ainsi un piège à M. Khatami. C'est ce qui

expliquerait la colère de ce dernier mardi soir contre le mouvement étudiant, après un moment de compassion et de sympathie visant à désamorcer la crise. Autant une expression de colère estudiantine

justifiée mais brève aurait pu l'aider dans son entreprise de réforme, autant la perpétuation du mouvement et ses débordements risquent d'aboutir de son point de vue à des résultats négatifs. Le président craint non seulement d'être débordé par ceux qui, peu ou prou, et chacun pour des raisons qui lui sont propres, l'ont soutenu jusqu'à maintenant, mais aussi par les effets pervers d'un durcissement des siens, qui donnerait des armes à ses adversaires.

Les étudiants, eux, et tous ceux qui se sont solidarisés avec eux, sont pressés. Leurs exigences sont grandes et brouillonnes, et le rythme imprimé par M. Khatami à son programme leur paraît trop lent. D'où leur volonté d'en découdre, d'obtenir tout, tout de suite. En tout état de cause, si la crise actuelle était désamorcée conformément aux vœux présidentiels, ou seulement par lassitude, rien ne garantit qu'elle ne resurgira pas dans quelques mois, tant il est vrai que les frustrations de part et d'autre de l'échiquier politique et social sont grandes.

*Mouna Naim*

vendredi 16 juillet 1999, 8h41

## Les récits de soldats luttant contre la rébellion kurde censurés

ISTANBUL, 16 juil (AFP) - Après quinze années de guerre dans le sud-est de la Turquie, les premiers récits sur les combats contre la rébellion kurde vécus de l'intérieur par les soldats enrôlés dans les montagnes étaient promis à devenir un succès d'édition.

Mais après quinze années de contrôle étroit de l'armée sur l'information dans la zone des combats, ils étaient également promis à être interdits.

"Le livre de Mehmet", un recueil d'interviews avec des vétérans de la guerre contre les rebelles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le sud-est est devenu un classique dès sa parution en avril.

Dans les interviews menées par la journaliste turque Nadire Mater, 42 soldats racontent leur expérience dans la bataille contre le PKK, une guerre qui fait quelque 31.000 morts depuis le lancement de la rébellion en 1984 et se poursuit dans le sud-est à majorité kurde.

Le tableau des combats donné par les appelé contraste fortement avec la description officielle de la guerre comme une lutte héroïque et patriotique contre le terrorisme.

Outre les plaintes communes aux soldats sur la mauvaise qualité de la nourriture et les durs traitements infligés par les supérieurs, de nombreux soldats expriment une profonde désillusion sur les moyens et les buts de cette guerre.

Quelques témoignages décrivent les tueries par l'armée de civils soupçonnés de sympathies avec le PKK ainsi que les évacuations forcées de villages et leur mise à feu.

D'autres recrues se plaignent que la guerre est menée par des ouvriers et des paysans, alors que les fils des familles riches et influentes échappent au front.

Et presque tous les soldats, identifiés seulement par quelques éléments biographiques, et les dates et lieux de leur service militaire, disent souffrir de sévères traumatisme qui restent à être reconnus et traités comme tels par les autorités turques;

"J'essayais de ne jamais réfléchir ni dormir", raconte un vétéran originaire de Artvin sur son expérience au sein de la gendarmerie para militaire. "Si vous dormez, vous mourez".

"Je ne suis pas un psychopathe mais j'avais l'habitude d'écraser les cigarettes sur ma main", dit un ancien tireur de l'armée de l'air en montrant ses cicatrices.

Le livre s'est vendu à 15.000 exemplaires en deux mois, nécessitant trois réimpressions, dans un pays où la vente de 3.000 exemplaires est considérée comme un succès.

"Le livre de Mehmet" -le surnom donné aux soldats turcs- a reçu un accueil enthousiaste de la critique.

Mais le 23 juin, un tribunal d'Istanbul a interdit le livre pour insulte à l'armée, un délit passible de un à six dans de prison au terme de l'article 159 du code pénal turc.

Mater, 50 ans, s'attend maintenant à être inculpée pour le même motif.

"Ce qui est frappant dans cette interdiction, c'est qu'elle ne repose pas sur une expression de mes convictions personnelles, a-t-elle souligné dans un communiqué pour protester contre "la grave menace contre les libertés d'expression et d'information pas seulement des journalistes et écrivains, mais du peuple turc lui-même".

"L'interdiction reflète l'intolérance officielle envers les gens ordinaires qui ont eu pour la première fois l'occasion de parler d'eux, de leur vie, de la guerre qu'ils ont menée et de leur futur", a-t-elle ajouté.

Les écrivains turcs les plus en vue se sont ralliés derrière elle et ont publié une déclaration commune de solidarité, pressant les autorités de "corriger cette grave erreur".

Les signataires comprenaient Yasar Kemal, Orhan Pamuk et 48 autres écrivains.

Mater expliquée à l'AFP qu'elle a aussi reçu le soutien des hommes qu'elle a interrogé dans toute la Turquie pour rédiger le livre.

"Beaucoup m'ont appelée pour me dire combien ils étaient heureux que leur histoire ait enfin été racontée et combien c'est important pour eux", a-t-elle dit.

Mater, qui représente en Turquie reporters sans frontières, veut faire appel de l'interdiction contre le livre.

Des maisons d'édition grecque et allemande ont manifesté leur intérêt pour acquérir les droits de traduction et le Livre de Mehmet pourrait aussi être publié en anglais et en français.



---

## Ocalan, Kurd conflict jolts Turkey tourism

July 18, 1999

Web posted at: 1:50 AM EDT (0550 GMT)

MARMARIS, Turkey (Reuters) -- Hotel rooms lie empty, cruise boats bob unmanned at the quayside and glum souvenir sellers trawl beaches, longing for a return of foreign tourists who normally flock to Turkey's sun-blessed shores.

Fears that the rebels might hit resorts following the capture of their leader, Abdullah Ocalan, have wrought havoc with a tourism industry that provides a third of export income and contributes 4.5 percent to gross national product.

Last month's death sentence on Ocalan kept the story in the headlines of European newspapers. But the attacks have not come to pass and Turkish officials say bookings are recovering.

In the usually crowded southwestern resort of Marmaris, where an old castle looks out over blue sea and pine-forested shores, locals say the situation cannot get much worse.

"There are no tourists, even though the season has begun," Dogan Tosun, himself a Kurd, said from the wooden steps of a sailing boat in the town's small port. "Many have not come fearing bombs."

Officials see a 30 percent drop in visitors from abroad since the start of the season, compared to 1998. Some 10 million tourists brought in revenues of some \$8.3 billion last year.

A survey by the Association of Turkish Travel Agencies (TURSAB) warns of an annual \$2 billion loss in tourism income along with a drop of some 2.5 million in the number of foreign visitors if cancellations from abroad cannot be reversed.

Ocalan, convicted for leading the PKK in a 14-year-old fight for self rule in the mainly Kurdish southeast, has made court room warnings of a bloodbath if he is hanged.

The PKK stopped short of direct threats against tourist centres after the death sentence, but did little to allay fears. "The PKK has not said it will attack tourists in Turkey but the fact is the Kurdish people are very angry and irritated which means it is dangerous for foreigners to go to Turkey," a PKK statement said.

The rebels have vowed not to hit civilian targets.

The decision on whether Ocalan is actually executed now rests with the appeals court, and ultimately parliament. If they seek his hanging, there are fears that tourism could suffer not just in 1999 but in the years to come.

However, support for execution is high even among those who make their living

from tourism.

"This snake's head should be chopped off," says Gulumser Sinanoglu, who sells traditional souvenirs on a narrow street in the once busy local bazaar in Marmaris.

"He should be hanged as soon as possible so that we can return to normal. If tourists do not want to come, they do not come. If we go bankrupt, so be it," she added with resignation. One of her two sons is currently doing his military service.

Sun-tanned Tosun, 27, calls out cheerfully from the sailing boat, selling a daily trips around the secluded coves and bays where the Mediterranean meets the Aegean.

But his mood quickly sours when he is asked about business.

"Bad, too bad. I am scared of losing my job," said Tosun echoing worries among his fellow workers. Despite his anxiety, he too wants to see Ocalan hanged. "The state should prove its determination. I can always go and find another job anywhere."

According to some, the mass vacancies are linked not only to the Ocalan case but to inefficient promotion and the impact of the conflict in Kosovo.

Turkish troops have battled with Ocalan's PKK since 1984. Officials say the conflict has no connection with tourism as the fighting occurs mainly in the remote mountains of the southeast -- a region which few tourists visit.

Tourism Minister Erkan Mumcu expressed confidence with the state's ability to deal with the rebel violence.

"There has been no serious incident in touristic areas... There will not be in the future either," he adds quickly in an interview with Reuters.

The PKK kidnapped dozens of foreign tourists in the southeast and killed a British woman in a bomb attack on a resort in the mid-1990s but threats of violence in tourist centres in recent years have come to little.

Mumcu dismissed the possibility that the death sentence in itself would harm revenues. "Cancellations are out of question because of the verdict," he said. Reservations had recovered by some ten percent for July.

In order to ease tourism's problems, Mumcu said a total of \$33 million would be provided to the sector.

Falling demand has pushed prices down across resorts. But even the temptation of a cheap holiday along Turkey's Aegean and Mediterranean coastlines does not appear to be enough.

Observers say an economic crisis last year in Russia has also cut the numbers of tourists from there, while many Europeans have been encouraged to stay closer to home, attracted by cut-price holidays in southern Europe.

*Copyright 1999 Reuters . All rights reserved. This material may not be published, broadcast, rewritten, or redistributed.*

---

# Comment les émeutes ont gagné le campus de l'université de Téhéran

Etudiants contre forces de l'ordre. Parmi la foule descendue dans les rues de la capitale au mépris des gaz lacrymogènes, on trouve même des ministres solidaires des manifestants. Récit.

NESHAT  
Téhéran

Quelques heures après l'approbation en première lecture par le Parlement du projet de loi sur la presse, le tribunal spécial du clergé décide de punir le journal *Salaam*. Le prétexte de cette punition est la publication d'une lettre attribuée à Saïd Emami [l'organisateur présumé des assassinats d'intellectuels, qui vient de se "suicider" en prison]. Dans cette lettre adressée à sa hiérarchie, Emami proposait une reprise en main de la presse et des affaires culturelles du pays. *Salaam*, en publiant cette lettre, espérait empêcher l'adoption du projet de loi. La tentative échoue, mais fournit un bon prétexte aux conservateurs pour châtier le journal de dix années d'opposition à leur égard.

**JEUDI 8 JUILLET** Quelques étudiants de l'université de Téhéran, sortant de leurs dortoirs, organisent un petit défilé pour réclamer la levée de l'interdiction du journal *Salaam*. Cette revendication sera bientôt suivie par d'autres, plus importantes. Les forces sociales descendent dans la rue et les conservateurs commencent à paniquer.

**NUIT DU 9 JUILLET, MINUIT** Trois journalistes en taxi quittent l'autoroute de Tchamran pour en rejoindre deux autres qui se trouvent encerclés par des barrages des forces de l'ordre dans l'une des rues qui mènent au campus. Si sur l'autoroute Tchamran le trafic est dense à cause de la Cité des jeux [une sorte de Foire du trône], sur l'autoroute d'Alahmad, l'embouteillage a une autre origine. Du carrefour Alahmad-Karegar à Kargar Shomali, les forces de l'ordre sont disposées en rangs serrés. Aucun accès

direct à la résidence universitaire n'est possible. La police antiémeute jette aux passants un regard plus rageur que jamais. Les trois journalistes passent d'une ruelle à l'autre, à la recherche d'un accès plus facile vers le campus. A l'entrée de chaque rue, ils aperçoivent au fond les véhicules de la garde spéciale. A l'entrée de l'une des ruelles, un passage est libre. Là, les hommes en uniforme et casqués ont cédé la place à leurs frères en noir portant un keffieh autour du cou [militiens islamistes]. L'un deux, qui met la main sur ses yeux, dévisage les trois journalistes. Quand on lui demande ce qu'il a à l'œil, il répond par dérision : "*La société civile.*" Les journalistes se rendent compte qu'ils sont encerclés par leurs adversaires, qui ne paraissent pas si effroyables que ça ! Ils cherchent un bâtiment à plusieurs étages du haut duquel ils espèrent pouvoir retrouver leurs collègues. Une, deux, trois maisons... la porte reste fermée. A la quatrième, on leur demande quel est le nom de leur journal. Ont-ils leur carte professionnelle ? Ils doivent trouver une autre astuce pour qu'on leur ouvre.

**10 JUILLET, 1 HEURE DU MATIN** A partir d'une rue dont les habitants regardent les jeunes d'un air horrifié, on peut se rendre vers l'endroit où les étudiants ont allumé un feu. L'air est rempli de gaz lacrymogène. Quelques mètres plus loin, dans une mosquée, deux ministres et trois vice-ministres sont assis. Les étudiants disent que c'est uniquement leur présence qui a stoppé l'assaut des forces de l'ordre. La foule s'attroupe le long des rues.

Des gens demandent au vice-ministre de l'Intérieur chargé des problèmes politiques et sociaux, Seyyed Mostafa Tadjzadeh, si les forces de l'ordre prennent leurs ordres auprès

de son ministère. Celui-ci répond par la négative. Alors auprès de qui ? Le vice-ministre refuse de répondre, mais, devant l'insistance des étudiants, il lâche : "*De M. Lotfian [chef de la police].*" Les étudiants, insatisfaits, persistent. Et lui, de qui prend-il ses ordres ? Tadjzadeh garde le silence, mais, comme on continue de le harceler, il finit par dire : "*De moi-même.*"

Devant la porte de la mosquée, l'homme qui se tient debout ressemble beaucoup à Seyyed Mohamad Khatami [le président de la République], mais son visage est plus large. Mohamad Reza Khatami, le frère du Président, et le vice-ministre de la Santé sont également parmi les étudiants. La voix de Mohamad Reza ressemble à celle de son frère. Au fait, pourquoi le Président ne réagit-il pas ? La question est sur toutes les lèvres.

Mostafa Moïn, le ministre de l'Enseignement supérieur, Mohamad Farhadi, le ministre de la Santé, et même un vice-ministre des Enseignements se trouvent parmi les étudiants. Tous demandent aux manifestants de regagner leur résidence. Tadjzadeh, l'air épuisé, les sermonne : "*Votre occupation de la rue constitue un prétexte pour les forces de l'ordre. Elles ont pour consigne de tirer. Tant que vous n'aurez pas quitté les lieux, vous êtes en danger.*"

Les étudiants demandent au vice-ministre s'il peut leur assurer qu'ils seront moins en danger à l'intérieur des dortoirs. Tadjzadeh ne peut répondre positivement. Il sait mieux que quiconque qu'il n'a pas ce pouvoir. Il promet aux étudiants qu'il restera parmi eux devant la porte d'entrée pour être le premier martyr en cas d'assaut. ■

EDITORIAL

## Attention, bientôt il sera trop tard

**La répression sanglante des manifestations étudiantes n'est pas digne d'un régime qui se veut religieux et populaire, écrit Neshat, le quotidien de la société civile.**

NESHAT  
Téhéran

Nombre de centres de pouvoir dans le pays pensent que fragiliser et dénigrer ses adversaires, utiliser la violence sont des signes

incontestables de supériorité et de puissance. Or, quand un courant politique se met à réprimer avec furie, c'est parce qu'il se sent menacé et qu'il désespère de contrôler calmement la situation. La ratification du projet de loi concernant la presse, malgré l'opposition des élites du pays, suivie par la décision hâtive et non appropriée d'interdire la publication d'un quotidien de référence [*Salaam*, proche des réformateurs] ont été des actions si violentes qu'on peut imaginer qu'elles pro-

voqueront d'autres violences. Un groupe d'étudiants, en ayant recours à des méthodes utilisées dans le monde entier, à savoir les manifestations, a exprimé son opposition à ces deux actes qui n'avaient qu'un seul but : empêcher la mise en place de réformes. La répression des manifestations n'a été digne ni d'un régime qui se veut religieux et populaire, ni d'un gouvernement qui cherche à développer et consolider les libertés. Les responsables ont tort de penser qu'on peut

DU 15 AU 21 JUILLET 1999  
COURRIER INTERNATIONAL N° 454

contrôler un grand pays de 70 millions d'habitants à coups de milices antiémeutes. Aucun sage ne peut encourager la population à recourir à des actes violents pour obtenir des réformes. Notre peuple a déjà fait la révolution une fois et, s'il doit obtenir plus de liberté et jouir d'une vie meilleure, c'est grâce à cette même révolution qu'il y parviendra. Il ne faut pas considérer la réaction des étudiants comme les prémices d'une révolution. Il s'agit de la contestation naturelle de deux décisions très graves prises au cours d'une seule journée. Si le seuil de tolérance face à ce genre de réaction est si bas, à tel point qu'on donne carte blanche à certaines forces de l'ordre, nous nous retrouverons dans une impasse politique. Quand les responsables du quotidien *Salaam* ont comparu devant le tribunal, lors d'une plainte antérieure, le juge a demandé à son

directeur, M. Khoiniha, s'il pensait que les gens se révolteraient si le journal était interdit. Celui-ci a répondu : "Nous n'y avons pas pensé, mais si vous croyez que les gens sont obligés de se révolter pour que vous vous rendiez compte de votre erreur, alors j'ai peur que ce soit déjà trop tard pour vous." Est-ce que vous vous demandez pourquoi ces mêmes étudiants qui étaient considérés comme croyants et révolutionnaires tant qu'ils défendaient vos slogans sont aujourd'hui considérés comme manipulés depuis l'étranger parce qu'ils vous contestent ? Il semblerait malheureusement que les théoriciens du courant autoritaire croient que la répression de la presse et des mouvements étudiants, ces deux symboles de la réforme, résoudra les problèmes. Ils ont certainement tort. La violence déchaînée, au lieu d'engendrer la peur, donne naissance à l'audace. Le

comportement excessif et inacceptable des éléments militaires et paramilitaires face aux manifestations qui ont eu lieu dans les dortoirs universitaires a eu comme conséquence de provoquer des manifestations de plus grande envergure. Faut-il réagir sans faire preuve de souplesse ? Prenons garde à une situation où les affaires d'Etat tomberaient entre les mains de personnes qui préparent des scénarios à l'afghane ou à la libanaise pour l'Iran. La raison dicte aujourd'hui que, le ministère des Renseignements ayant retiré sa plainte contre le quotidien *Salaam*, il annule l'interdiction de parution du journal et qu'en signe de bonne volonté le projet de restriction de la liberté de la presse soit suspendu. Soyez rassurés, ces actes ne seront pas interprétés comme un signe de faiblesse, mais comme une preuve de maturité politique.

## Syria and Israel May be Warming to the Possibility of Peace

By Jane Perlez  
New York Times Service

WASHINGTON — Three years after being pushed to the back burner of Middle East peace negotiations, Syria is back in the picture.

How to reach an agreement with Syria, one of the last Arab countries still officially at war with Israel, dominated the first round of the "getting-to-know-you" sessions last week between President Bill Clinton and the new Israeli prime minister, Ehud Barak, officials familiar with the conversations said.

It was also a topic at Secretary of State Madeleine Albright's breakfast meeting Friday with Mr. Barak and the State Department's Middle East negotiators, Dennis Ross and Martin Indyk.

Why Syria now? Mainly because administration officials believe that a deal with President Hafez Assad of Syria is possible now but will require the involvement of the highest-level American officials.

The intense negotiations during the era of Prime Minister Yitzhak Rabin, when former Secretary of State Warren Christopher shuttled more than 20 times between Israel and Damascus, ended with Mr. Rabin's assassination in November 1995 and the election of Benjamin Netanyahu in 1996.

But that hard work might pay off now, because it defined the issues to be negotiated, and in diplomacy that is often half the battle. The overarching theme of a deal centers on the conditions under which Israel would relinquish control of the Golan Heights, a mountainous plateau seized from Syria in 1967.

Those conditions include the extent and timing of the Israeli withdrawal, the size of demilitarized zones on either side of the boundary, an early-warning station for Israel atop Mount Hermon, which dominates the border, and the

makeup of an international observer force.

The Israelis are also insisting on "normalization." In essence, that means that Mr. Assad should stop supporting terrorist groups, stop telling his people that Israel is the enemy and open his borders.

Progress was made on many of those fronts before Mr. Rabin's death, according to Itamar Rabinovich, the chief Israeli negotiator and a former Israeli ambassador to Washington. But precisely how much progress is in dispute.

Syria has insisted recently that 80 percent of the agenda is done and that what remains is relatively easy and can be wrapped up in a couple of months, if negotiations pick up where they left off.

But the Israelis have not accepted that premise. One of the subjects Mrs. Albright discussed, according to an administration official, was how to reconcile the differing views on where the last rounds of talks actually finished.

A Western diplomat with experience in Syria said that if the Syrians and Israelis moved ahead more briskly than they did in the last round of talks, the eagerness of Mr. Clinton's administration would be warranted.

But the diplomat warned that the Syrian negotiating style was so slow that even after an agreement it could take months and months to reach final wording on documents.

Beyond the issues, the Clinton administration is encouraged by what officials are calling the "mood music." Mr. Assad, 69, in failing health and touched by the death this year of King Hussein of Jordan, has sent abundant signals about wanting to deal with Israel now that Mr. Barak is in power. Administration officials also believe that Mr. Assad would like to see the Golan Heights, which Syria lost during his watch, returned during his rule.

But Mr. Assad has to be sure that he is

not seen as selling Syria's interests short for the sake of his son, Bashar, who may inherit his position.

Some in the administration say they believe that Mr. Assad is also looking toward the financial benefits that often come with a Middle East peace deal. On signing the Wye memorandum last autumn that committed the Israelis and

Palestinians to a land-for-security deal, the Israelis and the Palestinians were pledged financial aid from the United States.

Mr. Assad has so little hard currency that when he visited Russia recently on an arms-buying mission, there were few of the usual worries in Washington.

Envisioning Syria, a longtime member of the State Department's list of countries that support terrorism, as a recipient of American aid is still a stretch for many in Congress. But in the "context of a comprehensive peace" package, a senior administration official said last week, Syria would have to be considered.

Despite the current focus on Syria, Mr. Barak has assured Washington that he plans to forge ahead with the Palestinians and complete the agreement reached at Wye. The conventional wisdom in Israel, however, long has been that the public cannot accept two major peace decisions at once — such as a deal with the Palestinians and a settlement with Syria.

### NEWS ANALYSIS

# In Characterizing U.S., Iran Wants It Both Ways

*Images Range From Omnipotent to Hapless*

By Elaine Sciolino  
*New York Times Service*

TEHRAN — At Friday prayers here at noon, America was presented as the all-powerful hidden hand behind the worst civil unrest in Iran's 20 years of revolutionary history.

In a docudrama on Iranian television a few hours later that included clips of President Jimmy Carter and Sam Donaldson of ABC News, America was presented as an inept, pagan military giant that could not even rescue its own hostages in 1980 because God was on the other side.

The two vastly different characterizations underscore the contradictions in the official Iranian view of the United States.

## NEWS ANALYSIS

On the one hand, the United States is blamed as the evil mastermind behind every misfortune — the recent political unrest, the crippled economy, the dramatic fall of Iran's currency and the cultural pollution of the youth. On the other, the United States is scorned as the helpless superpower that has tried over the years to destroy the Islamic republic but has failed miserably.

Then there is a third view, espoused by the reformist newspapers that back President Mohammed Khatami: that Iran can no longer play the role of victim and has to solve its own problems.

"Why do we accuse the foreign enemy, instead of acknowledging the truth and finding our own weakness?" an editorial in the Khordad newspaper asked about the violent street demonstrations of the last week. "Do we have a foreign enemy that is so strong that it managed to penetrate and riot even in the most central streets of Tehran?"

But that was not the view expressed at Tehran University, the country's biggest official platform. There, the government sent Hassan Taheri Khoramabadi, the most junior of the four rotating speakers at Friday prayers, to address the tens of thousands of worshippers.

American meddling was part of a plot to destroy Iran's economy, the cleric said. "America wants to prove to the European and our neighboring countries and the Middle Eastern countries that there is no stability in Iran, that there's anarchy here," he said. "That way the others would not have relations and do business with Iran."

"Death to America!" the crowd chanted.

The cleric asserted that nothing less than the demise of the revolution was the goal of the American-backed protesters. "It is the revolution that they have taken aim at," he warned.

"Death to America!" the crowd chanted again.

He asked the top leaders of the country to define "a red line for the revolution" that no one would be allowed to cross. "Differences in a family can be tolerated," he said, "but there have to be unbreakable limits."

"Death to America!" the crowd chanted again.

So it went all through the sermon.

Fourteen months ago at the same pavilion, on the first anniversary of his election, Mr. Khatami had a quite different message, a call to end the clergy's tight hold on power. He silenced a group of students when they uttered the familiar "Death to America!"

"I prefer to talk about life, not death," he said, to cheering and clapping, considered an un-Islamic and Western affectation.

But the strategy did not work.

"The regime is like a shop that is selling this slogan," said a political science professor at Tehran University who a few days ago was willing to speak on the record but is no longer. "If they lose this slogan, they have nothing left to sell."

In the docudrama Friday afternoon, one of the most popular viewing times of the week, a different sort of anti-Americanism was on display: "Sandstorm," an officially produced film about the failed military raid by the United States to free American hostages in April 1980.

The use of television footage from the crisis lent an authenticity to the film. It showed Mr. Carter in his signature cardigan sweater in the Oval Office, consulting with Vice President Walter Mondale and other top aides; Mr. Donaldson, with long sideburns, reporting the seizure of the U.S. Embassy on ABC News on Nov. 4, 1979, and an English-speaking hostage-taker who interviewed blacks and women among the hostages.

The U.S. rescue mission was a horrific combination of bad luck and poor planning. The plan was to raid the embassy from a staging area deep in the Iranian desert. The mission was called off after three of the eight helicopters involved had been put out of action by technical problems. In the evacuation, a helicopter collided with a C-130 transport plane. Eight Americans died. The evacuating Americans left behind a battlefield scene of burned and abandoned equipment, and the bodies of their comrades.

The 90-minute film portrays the Americans as ruthless, obscenity-spouting veterans of Vietnam, eager to free the hostages and perhaps restore the monarchy in the process.

"By tomorrow, we will have Iran in our hands," the commander said in the film.

"Tell me, old soldier, do you mean we're going to have a military coup?" asked the pilot.

"Did you think we're going with no plan and no invitation into the heart of the enemy?" the commander replied.

Much of the film was accurate. It portrayed a team of U.S. spies posing as journalists as they watched the embassy from a hotel across the street. But like any docudrama, distortions abounded. The main Persian-speaking spy was a Zionist who wore a yarmulke. When an American commando tried to pray, his commander did not let him finish.

The end showed actual film of the rescuers' crash site and the eight bodies.

"Who stopped Carter's helicopters?" a male voice asked, quoting the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, the father of Iran's revolution. "We stopped it. The sands stopped it. They were God's messenger."

In the reformist newspapers, a different sort of "dialogue" is being conducted.

The crackdown against the protesters and the pledge by the authorities to use all necessary means to prevent more trouble may have stilled the students, at least for the moment. But the move has emboldened commentators in several newspapers, who are writing in ways that they would not have dared even a few weeks ago.

The newspapers have become a voice of the country's conscience, demanding that Iran look at home, not abroad, for the reasons behind the unrest. One argument is that the years of restrictions have prompted the youth of Iran to rebel.

"When our kids are at school, they only hear things like, 'Do not do this, do not do that,'" Shahla Ezazi, a sociologist, wrote in an article published Thursday in Neshat. "Instead of learning to become independent citizens capable of living in society, they react this way."

Other commentators dared to compare the protesters to the revolutionaries in 1979. In an article Thursday in Khordad, "I Went to Prison for Freedom," a commentator, Minoos Badi, wrote that at Tehran University "I saw boys and girls who were shouting just like their parents did, the same 21-year-old faces, as though history were repeating itself."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MONDAY, JULY 19, 1999

Le nouveau maire d'Urla, en Turquie, a fait enlever la plaque célébrant le souvenir du Nobel grec Yorgo Seferis, né ici en 1900. C'est ainsi que les nationalistes turcs fêtent leur dernière victoire électorale.

# Le poète grec et les démons turcs

par NEDIM GÜRSEL

**P**endant la Seconde Guerre mondiale, le poète grec Yorgo Seferis, futur prix Nobel se trouvait dans l'île de Poros lorsqu'il assista de sa fenêtre au naufrage d'un bateau de transport qui a été torpillé. Alors il écrivit son fameux poème *la Grive* qui était le nom du bateau. Cet incident avait éveillé en lui le souvenir d'un monde — le sien — qui s'était effondré quelques décennies auparavant, en septembre 1922. «*Les maisons que j'avais, on me les a prises. Il se trouva que les années furent néfastes: guerres, ravages, exil.*» L'exil du poète avait commencé à Urla après ce que nous appelons en Turquie «La Grande victoire» et qui fut pour les Grecs d'Asie mineure «la Grande Catastrophe» selon leur propre terme.

Urla est aujourd'hui un petit port de pêche à trente-cinq kilomètres d'Izmir, plutôt tranquille avec ses restaurants au bord de la mer Egée, ses cafés ombragés et ses maisons blanches parmi lesquelles se trouve encore la maison familiale de Yorgo Seferis. C'est dans cette maison qu'est né le poète en 1900, c'est là qu'il a vécu son enfance avant de quitter à jamais la Turquie. En hommage à l'un de ses plus grands poètes de ce siècle, le conseil municipal d'Urla avait eu, l'année dernière, la bonne idée de mettre une plaque sur la maison de Seferis et de donner son nom à une rue de la ville. Mais le nouveau maire, M. Özcan Uzun fraîchement élu sur la liste d'Anap (le parti de la mère patrie) a décidé d'enlever la plaque et de changer le nom de la rue en justifiant ainsi son élan patriotique: «*Si nous donnons aux rues de nos villes des noms grecs, ceux-ci prendront les armes pour envahir notre pays.*» M. Özcan Uzun ne sait probablement pas que d'autres peuples vécurent en Anatolie avant l'arrivée des Turcs et y laissèrent des vestiges qui constituent aujourd'hui notre patrimoine national. Je pense à la maison de Seferis dans laquelle, enfant, il rêvait de voyages avec une boussole entre les mains trouvée dans l'un des voiliers de son père. Cette maison jouxtant le monastère d'Urla est toujours là, face à la mer Egée, même si elle est privée de sa plaque. Le nouveau maire d'Urla doit être plutôt fier de gérer une ville qui a vu naître un grand poète même s'il s'appelle Seferis,

ce qui veut dire «voyageur» en turc. On ne pouvait trouver meilleur nom pour appeler le chantre de la grécité, car celle-ci est depuis Ulysse l'histoire d'une errance. «*Maintenant c'est chose habituelle que parler des désastres de la guerre, écrit Seferis dans son Journal, seulement c'est quelque chose de plus lourd que d'avoir dans les tripes l'extermination subite d'un monde très vivant avec ses lumières, avec ses ombres, avec ses cérémonies de joie et de tristesse, avec le filet dense de la vie. Avoir encore dans ses oreilles le grincement de ses jointures à l'heure de l'anéantissement.*»

Au lendemain de cet anéantissement, Izmir ressemblait à un terrain vague ravagé par l'incendie. On se pose toujours la question de savoir qui des Turcs ou des Grecs est à l'origine de cet incendie. Comme si cela changeait quelque chose! Désormais, le vieux Smyrne avec ses maisons toutes blanches aux balcons fleuris, ses fenêtres aux persiennes bleues donnant sur «l'eau calme du golfe» — selon les termes du poète turc Yahya Kema — et son va-et-vient de phaétons noirs sur le Cordon n'existe plus. De la ville de ces années-là, il ne reste que des cartes postales jaunies et des documents oubliés dans les archives que personne ne fréquente. «*Je ne ressens pas de haine, écrit encore Seferis, ce qui domine en moi est aux antipodes de la haine: l'effort de faire entrer le mécanisme de la catastrophe dans mon esprit.*»

En effet, nous devons essayer de comprendre tout ce processus historique sans le déformer et en laissant de côté accusations et sentiments xénophobes réciproques. Ce n'était pas seulement l'armée grecque que nous avons repoussée à la mer le 9 septembre 1922. Dans cette catastrophe comme toute guerre, il y eut des deux côtés des centaines de milliers de morts et de sans-logis. Et les immigrés d'Anatolie provoquèrent en Grèce un désordre sans précédent. Les difficultés économiques furent suivies de fractures idéologiques et culturelles. Aujourd'hui, nous devons nous efforcer de comprendre cette période qui appartient désormais aux histoires respectives de nos peuples. Pour ce faire, je crois qu'il faudra prendre en compte le point de vue des vaincus. Et cet acte «barbare» du maire

Özcan Uzun,  
le nouveau  
maire,  
ne sait  
probable-  
ment pas  
que d'autres  
peuples  
vécurent  
en Anatolie  
avant  
l'arrivée  
des Turcs et  
y laissèrent  
des vestiges  
qui  
constituent  
aujourd'hui  
notre  
patrimoine  
national.

d'Urla n'arrange évidemment rien. Mais il donne déjà une idée de l'atmosphère qui règne dans les villes de province après le succès des partis nationalistes aux dernières élections législatives et municipales. Aujourd'hui, c'est le souvenir de Yorgo Seferis, mon compatriote que l'on veut effacer. Demain, on fera disparaître toutes traces de cosmopolitisme et d'humanisme qui sont pourtant nécessaires au brassage des cultures, cette «*commune présence*» dont rêvait René Char ●

Nedim Gürsel est écrivain turc. Dernier ouvrage paru: «*Le Mouvement perpétuel d'Aragon*», l'Harmattan, 1997.

# Ankara souhaite apporter sa contribution à la paix au Proche-Orient

## Israël et la Turquie veulent intensifier leurs échanges commerciaux

### JÉRUSALEM

de notre envoyée spéciale

Un nouveau gouvernement en Israël, un roi récemment couronné en Jordanie et l'espoir de développements positifs dans le processus de paix au Proche-Orient ont motivé la tournée proche-orientale du président turc, Suleyman Demirel, qui s'est terminée vendredi 16 juillet par une rencontre avec le roi de Jordanie, Abdallah II, dans le port d'Aqaba.

En Israël, où il a passé deux jours, Suleyman Demirel a rencontré le président Ezer Weizman, après avoir eu un entretien avec le nouveau premier ministre, Ehoud Barak, juste avant le départ de ce dernier pour les Etats-Unis. Démentant les spéculations de la presse israélienne, qui suggérait que le rapprochement espéré entre Israël et la Syrie pourrait se faire au détriment d'Ankara, M. Barak a réaffirmé à son interlocuteur la détermination de son pays à maintenir et à développer ses relations avec la Turquie. « Je ne vois pas pourquoi la Turquie devrait être gênée par la paix avec la Syrie. Nous voulons la paix pour l'ensemble de la région. Tout le monde en profitera », a déclaré M. Demirel, premier chef d'Etat étranger à rencontrer

Ehoud Barak en territoire israélien. Au sein du monde musulman, la coopération entre Israël et la Turquie est essentiellement perçue comme une alliance militaire entre deux puissances régionales, potentiellement menaçante, et encouragée par les Etats-Unis. L'ombre d'Israël, qui avait conforté la détermination des dirigeants turcs à obtenir l'expulsion de Damas du dirigeant kurde Abdullah Ocalan, à l'automne 1998, a probablement contribué à convaincre la Syrie qu'il était temps d'abandonner la carte du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

### DIPLOMATIE DE L'EAU

Les autorités israéliennes et turques rappellent à qui veut les entendre que leurs relations ne menacent aucun pays tiers, et elles se veulent particulièrement convaincantes ces jours-ci, alors que le déblocage du processus de paix semble à nouveau possible. La Turquie qui, se souvenant de son passé ottoman, espère étendre son influence régionale, souhaite activement participer aux efforts de paix. Elle maintient du reste de bonnes relations avec l'Autorité palestinienne et le président Demirel s'est rendu à Gaza vendredi, où

il s'est entretenu avec Yasser Arafat. « Les Palestiniens savent que la Turquie est un facteur positif, un médiateur dans leurs relations avec Israël », a expliqué le ministre des affaires étrangères turc, Ismail Cem.

Si politiquement, la Turquie n'est pas toujours à même de se faire entendre dans la région, en dépit ou peut-être à cause des liens historiques qu'elle a avec cette partie du monde, sa puissance économique lui donne un poids considérable ; d'où l'importance accordée au volet économique de la tournée de M. Demirel.

Israël et la Turquie veulent approfondir leur coopération dans de nombreux domaines, notamment dans ceux de l'agriculture et de l'éducation, et multiplier les échanges commerciaux. « J'espère que nous parviendrons à augmenter notre commerce pour atteindre 2 milliards de dollars par an », a déclaré le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy.

La Turquie a un autre atout important, qu'elle entend utiliser de façon plus efficace : l'eau. Le gouvernement israélien a exprimé un intérêt sérieux pour un projet qui prévoit son approvisionnement en

eau depuis Manavgat, au sud de la Turquie. D'ores et déjà, l'eau de Manavgat, transportée à bord de gigantesques ballons flottants remorqués par bateau, contribue à alléger les effets de la sécheresse dans la partie nord de Chypre. Une commission technique sera formée pour examiner la possibilité de mettre sur pied un projet similaire avec Israël.

La Jordanie, également à la recherche de nouvelles sources d'eau, pourrait participer à ces travaux à une date ultérieure. Jusqu'à présent, le coût élevé de l'eau ainsi transportée avait bloqué le développement de cette idée mais, a affirmé M. Cem, le projet semble désormais viable.

La construction de barrages sur le Tigre et l'Euphrate et de vastes projets d'irrigation en Turquie sont à l'origine de sérieuses tensions entre Ankara, d'une part, la Syrie et l'Irak, d'autre part, mais les autorités turques semblent aujourd'hui vouloir utiliser leur ressources en eau, un liquide particulièrement précieux dans cette région sèche, pour développer leurs relations avec les pays du Proche-Orient.

Nicole Pope

## Plus de mille arrestations lors de la révolte en Iran

### Le ministère des renseignements accuse certains prévenus d'être à la solde des milieux monarchistes de Téhéran

LES ABORDS de l'université de Téhéran étaient toujours, dimanche 18 juillet, six jours après la fin de la révolte étudiante, sévèrement gardés par les forces de sécurité et des miliciens islamiques, tandis que les étudiants, désireux de ne pas envenimer les choses, ont décidé de renoncer à tout rassemblement. L'une de leurs associations, le Conseil suprême des étudiants protestataires, a réclamé, dans un communiqué, la libération de plus de 1 400 personnes arrêtées par les forces de sécurité.

Le Conseil, composé d'une trentaine de personnes représentant les diverses facultés et campus de Téhéran, dont certaines proches de la principale association d'étudiants du pays, le Bureau de consolidation de l'unité, favorable au président réformateur Moha-

mad Khatami, « réclame la libération immédiate des étudiants et des civils arrêtés sans raison au cours des derniers jours », indique le communiqué.

Le Conseil a demandé à rencontrer le Guide, l'ayatollah Ali Khamenei, le président, Mohammad Khatami, et l'ancien président, toujours très influent, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, ainsi que les membres du Conseil de sécurité nationale.

Par ailleurs, le ministère des renseignements a affirmé que plusieurs personnes arrêtées avaient des liens avec des groupes « contre-révolutionnaires », « recevaient de l'argent de l'étranger et certaines d'entre elles s'étaient rendues en Turquie et aux Etats-Unis ». Détaillant ce qu'il qualifie d'« activités subversives » de deux prévenus, Manouchehr Mohamadi et

LE MONDE / MARDI 20 JUILLET 1999

Gholamreza Mohajeri-Nezhad, le ministère a affirmé que le premier avait « organisé des groupes hors la loi, comme l'Organisation étudiante des intellectuels, le Comité étudiant de défense des prisonniers politiques, et l'Union nationale des

anciens universitaires ».

Ils avaient notamment pour mission de « réconcilier les jeunes avec les sentiments monarchiques, de légitimer le recours à la violence, en vue de provoquer une crise politique et sociale ». - (AFP)

## Cinq morts dans un raid de l'aviation turque en Iran

TÉHÉRAN. Cinq personnes ont été tuées et dix autres blessées, dimanche 18 juillet, lorsque des avions turcs ont bombardé une région du nord-ouest de l'Iran, limitrophe du territoire turc, a indiqué Mahmoud Mirlowhi, gouverneur de la province d'Azerbaïdjan occidental. Quatre appareils turcs ont attaqué un poste militaire et des « tentes tribales » dans la région de Piranchahr. D'après la télévision d'Etat, le chef d'état-major des armées, le général Mohamad Firouzabadi, a prévenu la Turquie que l'Iran se réservait « le droit de riposter ». Ankara observait toujours lundi le silence sur cette affaire. La Turquie et l'Iran entretiennent des relations difficiles, Ankara accusant notamment Téhéran de fermer les yeux sur les incursions, à partir du territoire iranien, de rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En mai, neuf personnes de nationalité iranienne ou irakienne avaient été tuées par les forces de sécurité turques alors qu'elles tentaient d'entrer clandestinement en Turquie à partir de l'Iran. Téhéran avait affirmé à l'époque que sept autres Iraniens avaient été tués à la frontière, ce que Ankara avait démenti. - (AFP)

# Iran: Wanted Now, an Ayatollah Deng to Set

## Things Moving

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON — I spoke to an Iranian friend in London the other day who told me a story about his brother back in Tehran, who had recently visited one of the popular cyber-café's in the Iranian capital. His brother described seeing a bearded, obviously religious young man trading stocks on-line, who at one point stood up and shouted across the Internet café, "Hey, I just made \$1,000."

In a dispatch from Tehran last week, Elaine Sciolino of The New York Times wrote about going to see the hottest Iranian film, "Two Women." The film ends with an Iranian woman, who has just been liberated from her cruel father and loveless husband, declaring her intention to start life over again, saying: "I have to go to computer class. I have to learn how to drive." At that line, Ms. Sciolino reported, the Iranian theater erupted in cheers and applause.

You can understand a lot about the turmoil brewing in Iran these days from those two anecdotes. They are both reminders of the most consistently underappreciated factor in international relations today: the impact on politics all over the world from the fact that we all increasingly know how each other lives.

The more that happens, the more governments around the world have to promise the same things, and when they can't deliver, they have a problem.

The Iranian government has a big problem. Too many young people know how the rest of the world is living, and they want a slice of it. But their Government

can't deliver it, because it has failed to diversify the economy away from oil and create enough new jobs to absorb the huge number of under-25-year-olds coming into the work force.

To do that, Iran would need to be much more open to the world, to foreign investors and to new ideas than it currently is.

So the Islamic government's response has been to try to get its young people not to want the life style that others have, by trying to shut out the world — and when that has not worked the mullahs have sent vigilantes into student dormitories to beat it out of them. This is what triggered last week's uprising. Students chanted, "The mullahs have become God and the people have become poor."

Many people thought that when the moderate Mohammed Khatami was elected president Iran finally had its Ayatollah Gorbachev, who would try to synthesize the best of Islam and modernism, as Mikhail Gorbachev tried with communism and capitalism. Well, guess what. Not only could Mr. Khatami not produce such a synthesis, but it isn't even what Iranian young people want.

They don't want Ayatollah Gorbachev. They want Ayatollah Deng Xiaoping.

The great Chinese reformer understood that there was no synthesis to be had between communism and capitalism, and that trying to find it was a fool's errand (as Mr. Gorbachev also discovered).

After the Tiananmen uprising, Mr. Deng offered the Chinese people a different

choice: "Folks," he said in effect, "here's the new deal. You can wear what you want, work where you want, live where you want, study where you want, think at home what you want and, most of all, make as much money as you want. There is just one thing you can't do, and that is challenge the leadership of the Communist Party. We'll stay out of your lives, you stay out of our jobs."

This is clearly what the protesters in Iran want.

They are not calling for the downfall of the Islamic government — not yet. They are calling for it to get out of their lives so that they can freely partake of the prosperity, cultural options and opportunities that today's world-without-walls offers.

Iran's mullahs now have three choices. One is to go on searching for some Gorbachev-like synthesis between Islam and modernism, which they will not find.

Another is to opt for Ayatollah Deng, which would mean pretending that Iran is still a theocracy, the way China pretends that it is still a Maoist state, but in reality turning a blind eye to people's personal behavior and setting them free to run their own lives, provided they don't challenge the regime.

And the third option is to go on trying to rule and run everyone's personal life, using vigilantes to beat people into conformity, which simply will not work — not in an age when everyone knows how everyone else lives.

*The New York Times.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

WEDNESDAY, JULY 21, 1999

## France Criticizes Attacks on Iraq

PARIS — France criticized the United States and Britain on Tuesday for launching repeated air strikes on Iraq in recent months and urged an end to the stalemate.

"One cannot help but feel a certain unease in the face of these attacks, which have been carrying on for months and months," said Anne Gazeau-Secret, a Foreign Ministry spokeswoman. "The objective of these attacks are hard to understand."

Iraq said 14 people were killed and 17 were wounded Sunday when Western planes attacked southern Iraq. *(Reuters)*

## Iranian Students Blame Government

TEHRAN — Iran's biggest student group on Tuesday blamed recent unrest on the government's failure to deliver on its reform promises and cast doubts on official assertions that the troubles were the product of foreign hands.

At the same time, the Office to Consolidate Unity, an umbrella movement close to the moderate president, Mohammed Khatami, denounced a letter from Revolutionary Guards commanders criticizing Mr. Khatami as too soft on the protesters, some of whom openly challenged Iran's system of clerical rule.

The group said Mr. Khatami's administration had fallen short of promises to introduce a civil society and to break the grip of hard-line groups that enforce their own vision of Islamic values. *(Reuters)*

## Ecevit Bars a United Cyprus

*Reuters*

KYRENIA, Cyprus — The Turkish prime minister, speaking 25 years after Turkish troops stormed into northern Cyprus at his command, said Tuesday there could be no return to full unity on the Mediterranean island.

Mr. Ecevit's words, at a rally under baking sunshine in northern Cyprus, were clearly intended not only for Turkish Cypriots wary of any deal with Greek Cyprus, but also for Washington as it steps up efforts to forge a solution of the "Cyprus problem."

After a parade that included units of the 30,000-strong Turkish force on the island, Mr. Ecevit told a crowd to

cheers that the security of northern Cyprus was vital to Ankara. "Nobody should try to test the strength of the army again," he said.

Mr. Ecevit, who was prime minister in 1974, ordered troops into Cyprus after a coup by militant Greek Cypriots backed by the junta in power in Athens at the time. Turkish Cypriots, an 18 percent minority, feared attacks and swift moves to *Enosis* — a nationalist dream of union with Greece.

Mr. Ecevit said the Turkish Republic of Northern Cyprus, which only Ankara recognizes, could survive all the world sanctions it now suffers. The only path to a settlement would be in a loose confederation, he said.

## Turkey, Iran establishing joint committee to investigate alleged border incident

---

Ankara - Turkish Daily News

Turkey and Iran have decided to set up an ad hoc committee to investigate Tehran's claims that Turkish warplanes bombed targets inside Iranian territory, killing five people and injuring 10.

Briefing the Turkish Daily News on the developments, a top Turkish official said there were discrepancies between the Turkish and Iranian versions of the story and that Ankara has offered Iran joint examination of the site. Iran has accepted the Turkish offer, according to the source.

Iran's Foreign Ministry summoned Turkish Charge d'Affaires in Tehran Aykut Sezgin twice on Monday and demanded an official apology for the reported air strikes, Iran's Islamic Republic News Agency (IRNA) reported.

"We have taken the claims made by Iran very seriously. We investigated the charges and found out that our version of the incident and that of the Iranians did not match," the official said.

He stated that Ankara attached great importance to its relations with Iran and to cooperation between the two countries in the fight against terrorism.

The official said Iran's Ambassador Hussein Levasani had been invited to the Foreign Ministry on Monday afternoon, adding that the ambassador was briefed on the Turkish version of the situation. "We offered the establishment of a joint committee to investigate the site of the alleged incident, and the ambassador accepted," the official declared, noting that the joint committee would soon be established.

According to the Iranian version of the story, Turkish warplanes attacked an Islamic Revolutionary Guard Corps base in the border region of West Azerbaijan province. The area borders southeastern Turkey, where the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) gang is active.

According to IRNA Iran demanded that Turkey make an apology, offer an explanation for the incident and a pledge that such acts would not occur in the future. The agency said Iran also demanded compensation for the casualties and damage.

Turkish warplanes struck targets inside Iran in 1994, for which Turkey apologized and offered compensation. In 1996, Turkey denied attacking Iranian border villages, saying that Turkish troops had fired on separatist terrorists who were trying to infiltrate Turkey from Iran.



ANKARA, Turkey (Reuters) - Turkish National Intelligence Service members wearing black balaclavas help a hooded senior Kurdish rebel, identified as Cevat Soysal, down the steps of a small private aircraft after his capture and return to Turkey. Turkish Intelligence Service Photo

### Cevat Soysal interrogé par le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat



ANKARA, 23 juil (AFP) - 14h55 - Cevat Soysal, un responsable du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurde) capturé en Euopre par la Turquie, a été amené vendredi à la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour déposer, a indiqué l'agence Anatolie.

Soysal sera interrogé par le procureur de la DGM, Nuh Mete Yuksel, chargé de son dossier, a précisé l'agence. Il est arrivé à la DGM après un contrôle médical, entouré d'un important dispositif de sécurité, a ajouté l'agence.

Soysal, qui souffre d'une hépatite, est apparu très fatigué, selon les images diffusés par la chaîne de télévision NTV.

Il fait l'objet d'une enquête judiciaire en fonction des articles 168 et 125 du code pénal turc pour respectivement "formation de bande armée" et "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie".

Le PKK a menacé jeudi de "représailles" après l'annonce de la capture de Soysal par les autorités turques qui n'en ont pas dévoilé les circonstances.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, 50 ans, a été condamné le 29 juin à la peine de mort en fonction de l'article 125.



---

### **Cevat Soysal inculpé pour "formation de bande armée"**

ANKARA, 23 juil (AFP) - 17h41 - Cevat Soysal, responsable du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) capturé en Europe par la Turquie, a été inculpé vendredi par le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour "formation de bande armée", a indiqué l'agence Anatolie.

Soysal, 37 ans, a été interrogé par le procureur de la DGM, Nuh Mete Yüksel, et inculpé en fonction de l'article 168 du code pénal turc qui prévoit une peine d'au moins 15 ans de prison, a précisé l'agence.

Cevat Soysal est arrivé à la DGM très affaibli et tenant à peine sur ses jambes, soutenus par deux policiers, selon les images diffusées par la chaîne de télévision privée NTV.

Selon la presse turque, il souffre d'hépatite B et avait été amené à l'hôpital jeudi soir pour y être traité.

Les forces de sécurité ont entre temps commencé à arrêter des militants pro-kurdes nommés par Soysal lors de son interrogatoire, selon NTV.

Quarante-huit personnes ont été interpellées, dont le président à Izmir (ouest) du parti de la Démocratie du peuple (HADEP) Ali Yavuz, emmené pour interrogatoire par la police anti-terroriste.

M. Yavuz a été libéré vendredi après avoir déposé devant un procureur, selon l'agence.

Selon Anatolie, Yavuz a été désigné par Soysal comme responsable d'une grève de la faim lancé à Izmir après l'arrestation du chef du PKK Abdullah Ocalan en février.

Ocalan, 50 ans, a été condamné le 29 juin à la peine de mort en fonction de l'article 125 du code pénal qui prévoit la peine capitale pour "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie"

Le PKK a menacé jeudi d'exercer des "représailles" après l'annonce de la capture de Soysal par les autorités turques.

---

### **Deux soldats turcs tués dans une attaque de rebelles kurdes**

ISTANBUL, 25 juil (AFP) - 16h11 - Deux soldats turcs ont été tués et deux autres blessés dimanche lors d'une attaque attribuée aux rebelles kurdes du PKK dans la province d'Elazig (est), a rapporté l'agence Anatolie.

Une unité paramilitaire de la gendarmerie effectuait une patrouille dans la région de Akpinar (district de Karakocan), lorsqu'un groupe de rebelles leur a tiré dessus, selon Anatolie.

L'agence les qualifie de "terroristes", dénomination officielle des hommes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Le PKK a récemment revendiqué la fusillade d'un café de la ville d'Elazig qui avait fait au moins six morts.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

# En Irak, l'opposition ne parvient pas à former un front uni

SI LE SCÉNARIO mis au point en avril avait été respecté, plusieurs formations de l'opposition irakienne auraient dû tenir, début juillet, un rassemblement pour proclamer l'avènement d'un front uni, doté d'une stratégie de lutte contre le pouvoir central de Bagdad. Mais à la date du 20 juillet, les intéressés ne s'étaient toujours pas mis d'accord sur le lieu et la date de cette assemblée constituante, ni n'avaient aplani toutes leurs contradictions. Les discussions sont toujours en cours, a-t-on appris de source kurde, et la réunion pourrait se tenir fin août ou début septembre.

Le projet avait été lancé, à l'instigation des Etats-Unis, au terme d'un conclave réuni en avril à Londres (*Le Monde* du 14 avril), l'objectif étant de substituer à tous ceux du même genre qui l'ont précédé et qui ont fait long feu, un front le plus représentatif possible des opposants à Saddam Hussein. Sous la houlette de Franck Ricciar-done, le représentant spécial américain pour l'Irak, une autre réunion s'était tenue fin mai à Washington et M. Ricciar-done avait fait le tour des capitales de la région, pour garantir le soutien le plus conséquent possible aux opposants (*Le Monde* du 21 juin). Washington se proposait enfin de commencer à verser, à partir de juillet, l'assistance financière dévolue aux opposants irakiens (97 millions de dollars), en vertu de l'*Irak Liberation Act*.

L'ensemble du projet est reporté. D'abord parce que le comité préparatoire n'a pas encore réussi à s'entendre sur le lieu de la réunion. Certains - tel Ahmad Chalabi, président de feu le Congrès national irakien (CNI) - auraient voulu la tenir à Washington ; ce que refusent

la majorité des autres opposants et les Etats-Unis. Ces derniers souhaitent que le rassemblement se tienne au Kurdistan.

D'accord, répondent d'une même voix - une fois n'est pas coutume - les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mais à la condition que les Etats-Unis assurent la protection des participants et offrent des garanties d'intervention immédiate, sur les lieux-mêmes, en cas d'action militaire irakienne. D'après Mohamad Ismaïl, représentant de l'UPK en France, l'UPK et le PDK ne se contenteront pas d'une vague promesse des Américains de riposter à l'Irak, quand et où ils le voudront, comme ce fut le cas en 1996, lorsqu'ils ont bombardé le sud de Bagdad, après l'intervention de l'armée irakienne contre l'UPK dans le nord.

## VERS UN FORUM EN EUROPE

Aucune capitale arabe n'acceptant d'accueillir un forum dont l'objectif déclaré est de renverser le régime irakien, l'idée de le réunir dans une capitale européenne n'est pas exclue. Deux options restent donc à l'étude : le Kurdistan et un pays européen.

La participation de certaines formations clefs de l'opposition n'est pas non plus garantie. Le CNI, ou ce qu'il en reste, deux autres coalitions, l'Entente nationale et le Rassemblement du centre, ainsi que le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle seront présents. En revanche, la participation du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, et de la Daawa, les deux principales formations chiites, indispensables à la cohérence de l'opposition, n'est tou-

jours pas assurée. Le PDK et l'UPK, seront là, mais leur incapacité à se réconcilier sur des bases solides est un handicap, même si leur querelle ne risque pas, à elle seule, de saboter l'avènement d'une nouvelle coalition d'opposants. Dix mois après avoir paraphé à Washington un accord, les deux formations n'ont réussi à mettre à exécution que des « mesurées », dont le mérite est d'avoir empêché une reprise de la guerre fratricide. Elles n'ont pas formé de « gouvernement », ni désigné de « parlement » provisoire, ni *a fortiori* organisé des élections, toutes dispositions auxquelles elles se sont engagées en septembre 1998.

Les deux partis ne se sont toujours pas entendus non plus sur « la normalisation » de la situation dans les régions qu'ils contrôlent respectivement, ni sur le partage des ressources financières. D'après M. Ismaïl, une réunion de leurs représentants, à la mi-juin à Washington, n'a pas permis d'aplanir les divergences, en particulier quant à l'attitude à adopter à l'égard du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie.

Le PDK exige de l'UPK de faire la guerre au PKK (le parti autonome kurde de Turquie) - qui a des bases dans le nord de l'Irak -, comme il la mène lui-même, en alliance avec l'armée turque ; ce que l'UPK refuse, convaincu, explique M. Ismaïl, que le problème de la présence du PKK dans le nord de l'Irak ne peut être réglé que par la persuasion et une fois réglés les problèmes entre les Kurdes irakiens eux-mêmes. Il ne faut pas, estime l'UPK, accepter de « kurdiser » le conflit entre le gouvernement d'Ankara et le PKK.

M. Na.

# IRAN Les grandes familles politiques de la République islamique

Les multiples courants entre lesquels navigue le président Khatami ne se résument pas à l'opposition entre conservateurs et réformistes. Certains voudraient un bain de sang.

AL WASAT (extraits)

Londres

**D**eux fronts opposés, les conservateurs et les réformateurs, se partagent l'essentiel de la scène politique iranienne. La plupart des parties concernées s'accordent à considérer que chaque camp est composé de trois courants, dont les

contours idéologiques et l'organisation sont encore flous.

Le camp conservateur comprend les trois tendances suivantes :

1. Un courant extrémiste en état de stagnation idéologique et dont la représentation politique, minoritaire, demeure stable, mais qui est fortement représenté au niveau du pouvoir et reste particulièrement visible par son engagement dans des confrontations quotidiennes. Ses représentants les plus notables sont l'ayatollah Mohamed Yazdi et l'ayatollah Janti. Ils interviennent en permanence dans les affaires de l'Etat en raison de leurs fonctions, le premier étant le président de l'autorité judiciaire et le second président du Comité des experts [électeurs du Guide]. La formation des Partisans du Hez-

bollah en constitue le bras armé, et ses nervis s'engagent dans des actes de confrontation violente, dans la rue et dans les universités.

Le journaliste Akbar Ganji, que l'on décrit souvent comme le fer de lance des intellectuels de gauche réformistes, considère que ce front de la violence au sein du courant conservateur vise à l'établissement d'un régime de type fasciste et d'une société monolithique.

2. Une droite traditionnelle et orthodoxe, qui s'appuie sur une large base d'alliance entre le bazar et les membres du clergé traditionnel. La colonne vertébrale de ce courant est l'organisation des Mou'talafé.

3. Une droite modérée et conservatrice.



Carmen Frouz/Reuters-Magnum

qui a commencé à se distinguer de ses alliés dans les tout derniers mois. Ce nouveau courant est particulièrement bien représenté dans l'appareil d'Etat et parmi les décisionnaires. Il semble qu'à chaque défaite infligée par les réformistes aux conservateurs ce courant modéré se cristallise et se renforce. Mais son discours sur les plans social et culturel, ainsi que sa conception du pouvoir demeurent encore très traditionnels. La figure la plus marquante de cette tendance est actuellement Nâtegh Nouri, le président de l'Assemblée. Ce courant réunit une partie des élites actuelles et fait preuve, de l'aveu même d'un réformiste modéré, de pragmatisme et de réalisme.

Le camp réformiste n'est pas, lui non plus, d'un seul tenant. On peut distinguer au moins trois axes en son sein, dont les principaux sont :

1. Le Front de la participation, pratiquement le parti du Président, dont les principaux dirigeants sont (outre les deux frères de M. Khatami) Saeed Hajjarian, le vice-ministre de l'Intérieur [un conseiller influent de Khatami], et Abbas Aidi, qui fut l'une des têtes pensantes des mouvements étudiants khomeynistes durant

les premiers jours de la révolution et l'un des planificateurs de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran. Issue de cette matrice qu'est la gauche iranienne traditionnelle, il s'agit de la composante la plus importante du bloc réformiste.

2. La gauche religieuse et rationaliste traditionnelle, qui regroupe de nombreuses organisations et dont les figures les plus marquantes sont l'ayatollah Mahdi Karroubi et l'hodjatoleslam Ali Akbar Mohtachemi. Ils s'appuient sur les Moudjahidin de la révolution islamique et le Tahkim-e Wahdat, ou Office de consolidation de l'université, une organisation étudiante activiste qui est à la pointe de l'agitation gauchiste sur les campus.

3. Les indépendants, dont la principale figure est le cheikh Abdallah Nouri et qui n'ont toujours pas de structure organisée pour les soutenir. Pour Mashallah Shams ul-Vaizin, rédacteur en chef du journal *Nashat* [Activité], les indépendants ont le vent en poupe. *"Les résultats des élections municipales ont révélé que 46 % des vainqueurs sont des personnalités indépendantes, ce qui signifie qu'une nouvelle frange de la population iranienne a décidé de s'investir dans la vie politique."*

▲ *Etudiantes célèbrant l'anniversaire de l'élection du président Khatami, le 23 mai dernier à Téhéran.*

Entre les deux camps, on trouve la formation des Cadres de la construction, qui appartient à Hachemi Rafsandjani, l'ancien président de la République. Ces "cadres" regroupent des personnalités telles que Gholam Hussein Karbastachi, l'ancien président de la municipalité de Téhéran, récemment incarcéré, le ministre de l'Information Ataollah Mohajerani, ainsi que Mohamed Rafsandjani, le frère du précédent président, et Mohamed Atrianfar, directeur du quotidien *Hamshahri* et l'un des vainqueurs des dernières municipales. Ce groupe fait figure d'alliance entre technocrates étatiques et représentants du capitalisme industriel. Son objectif est de jeter les bases d'un pouvoir civil moderne,

conforme au projet de Rafsandjani.

Les dernières élections locales ont constitué un test de popularité pour tous les courants. La victoire éclatante du camp réformiste, en dépit de l'alliance tactique des Cadres de la construction avec les conservateurs, a fait la preuve que l'aspiration réformiste n'était pas une simple manifestation de mauvaise humeur dont l'expression aurait été l'élection de Khatami à la présidence, mais bien l'indice que la jeunesse, qui constitue la moitié de la société iranienne, souhaitait emprunter la voie du changement et n'était aucunement prête à rebrousser chemin.

Ouvrir la voie à un libre choix populaire lors des prochaines législatives est le souci principal du camp réformiste. Tant que le Parlement gardera une majorité conservatrice, le projet réformiste de Khatami demeurera condamné à l'immobilisme. Cette condition du succès des réformes liée à la collaboration de l'Assemblée pousse les réformistes à tenter de forcer le verrou du Comité constitutionnel, qui fonctionne comme une instance de sélection travaillant à exclure les candidats réformistes.

Aussi bien le cheikh Abdallah Nouri qu'Ezzatollah Sahabi s'accordent sur l'existence d'un risque d'embrassement. Pour Akbar Ganji, "si nous parvenons à tirer le tapis sous les pieds des conservateurs l'année prochaine, lors des législa-

tives, afin de les empêcher de se livrer à la violence, ce sera une victoire décisive pour la société civile". Un des leaders étudiants reconnaît la menace du piège de la violence. "Il a été nécessaire d'annuler des manifestations de soutien au mollah Mohsen Kadivar dans dix universités à travers le pays, à cause des Partisans du Hezbollah, qui voulaient faire dégénérer ces manifestations en affrontements et en bain de sang."

Cette conscience des risques de la bataille est néanmoins tempérée par un optimisme profond et le sentiment inaltérable que "jamais le peuple n'acceptera de rebrousser le chemin commencé avec Khatami".

Asaad Haydar

# IRAN Les intégristes contre les droits de l'homme

Deux religieux iraniens contestent ouvertement l'attitude des fondamentalistes sur les droits de l'homme et la modernité. Ils y voient la source de la violence dans les sociétés musulmanes.

KIAN  
Téhéran

La revue *Kian* a organisé une table ronde avec la participation de deux hodjatoleslams [dans l'islam chiite, titre donné aux théologiens et aux docteurs en jurisprudence] éclairés : Mojtaهد Chabastari et Mohsen Kadivar. Ce dernier a été récemment inculpé. Le sujet principal de leur discussion était : "La violence dans les sociétés islamiques". Extraits.

**Quelles sont les bases idéologiques de la violence dans les sociétés religieuses ?**

**MOJTAهد CHABASTARI** Nous pouvons constater l'existence de la violence dans les sociétés musulmanes. Certaines parties de la population refusent les principes fondamentaux constitutionnels établis sur la pensée moderne et sur une Constitution démocratique reconnaissant la pluralité des modes de vie et de pensée. Les groupes musulmans qui n'ont pas accepté les fondements des lois constitutionnelles persistent dans leur interprétation des traditions et recherchent le pouvoir absolu. Ces traditions

n'admettent ni les droits de l'homme, ni le pluralisme politique ou religieux. Il y a donc incompatibilité entre les fondements de la pensée traditionnelle et ceux de la pensée moderne, qui constituent les bases des lois démocratiques.

**MOHSEN KADIVAR** Ceux qui ont recours à la violence ont une vision particulière de la vérité. Le dogmatisme est la particularité principale de la pensée de ceux qui se croient justifiés à utiliser la force. Ils croient qu'ils détiennent la vérité absolue et qu'ils ont le devoir d'utiliser tous les moyens pour atteindre leur objectif sacré. La science, la raison et la conscience ne jouent pas de rôle déterminant dans la perception des islamistes. Les traditionalistes croient aux lois divines et, à leurs yeux, les lois des hommes n'ont qu'une importance secondaire. Une partie des droits de l'homme moderne n'est pas mentionnée dans nos textes sacrés. Les devoirs sacrés ont été décrétés dans un environnement historique et social où la nécessité des droits modernes n'existait pas.

**Quelles sont les structures politiques et sociales et les perceptions historiques et culturelles qui engendrent la violence ?**

**M. C.** Je constate que la volonté de sauvegarder les structures politiques et sociales du passé et le rejet des changements engendrent l'agression et la violence dans nos sociétés. Dans le monde actuel, seules les structures démocratiques stimulent le développement personnel et matériel. Les forces du passé, qui ne conviennent plus aux besoins matériels et moraux de l'homme d'aujourd'hui, provoquent la violence.

Les sociétés musulmanes actuelles ne sont pas monoculturelles. Certains groupes dans ces sociétés, depuis quelques décennies, revendiquent des structures modernes pour mieux

vivre, alors que le système leur prescrit autre chose. Puisque aucun dialogue n'est établi entre ces groupes et les traditionalistes, ils s'affrontent, et cette attitude conduit à la violence. Les structures principales de la vie politique n'ont pas changé depuis plus de dix siècles. A l'époque, la population ne participait pas à la vie sociale ni aux choix politiques. Cette notion qui explique que les concepts politiques modernes trouvent un précédent dans nos traditions et un gouvernement passé est non fondée et ne peut représenter une solution à nos problèmes actuels. La véritable question pour nous, les musulmans, est la suivante : est-ce que notre foi religieuse nous permet d'accepter et de pratiquer les sciences et les concepts politiques modernes ? La réponse de l'islam est tout à fait positive. Nous devons donc changer les structures passées et adopter une nouvelle forme politique et sociale.

**M. K.** La cause la plus importante de la violence, c'est l'existence d'un pouvoir qui n'est pas choisi par le peuple. Un pouvoir ne doit pas se considérer comme investi d'une mission spéciale par Dieu. La concentration du pouvoir dans la théocratie engendre la violence et la corruption.

**M. C.** La violence dans les pays musulmans provient du non-respect des droits de l'homme. Les fondements de nos lois religieuses appartiennent au monde du passé. Ces lois et traditions ne contiennent pas les concepts nécessaires pour l'organisation moderne de la société selon les préceptes des droits de l'homme.

Tous les hommes sont égaux malgré leurs modes de pensée et leurs croyances. Cela est contraire à beaucoup de lois coraniques et de hadith [récits de référence]. Je vous pose une question : si, dans une société musulmane, un groupe de chrétiens convertit des musulmans par des moyens pacifiques et si les musulmans deviennent minoritaires après quelques années et que le pouvoir tombe entre les mains des chrétiens, accepteriez-vous toujours les règles du jeu ?

**M. K.** Je crois qu'il faut accepter les règles de la démocratie. ■

## Quatre morts dans deux attaques dont une attribuée au PKK

ANKARA, 23 juil (AFP) - 10h42 - Quatre personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée dans la nuit de jeudi à vendredi dans deux attaques dont la plus meurtrière a été attribuée à la rébellion kurde, dans les provinces de Tokat (centre-est) et Bingol (est), ont rapporté les médias turcs.

Des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont mitraillé vers 23h00 locales (20h00 GMT) une station-service près de la localité de Solhan, dans la province de Bingol, faisant trois morts et un blessé grave, selon la chaîne de télévision privée NTV.

Des recherches sont en cours pour appréhender les rebelles qui ont réussi à prendre la fuite, a ajouté NTV.

Dans la province de Tokat, des "terroristes" ont tué une personne handicapée à bout portant d'une balle dans la tête dans sa maison de la localité de Niksar, a rapporté l'agence Anatolie.

Une organisation clandestine maoïste, l'Armée de libération des paysans et des ouvriers de Turquie (TIKKO), qui coopère depuis plusieurs années avec le PKK, est particulièrement active à Tokat et les provinces avoisinantes.

Une série d'attentats et d'attaques a frappé plusieurs villes turques depuis la condamnation à mort du chef du PKK Abdullah Ocalan le 29 juin pour trahison et séparatisme.

Les autorités turques soupçonnent le PKK d'être à l'origine de ces attaques, qui ont fait une vingtaine de morts. Le PKK avait revendiqué l'une d'entre elles qui avait fait au moins 6 morts dans la ville d'Elazig (est).

La direction du PKK a menacé jeudi de "représailles" après la capture par la Turquie d'un de ses responsables, Cevat Soysal.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait plus de 31.000 morts.

---

## Un proche d'Ocalan: risque d'attentats en Allemagne

MUNICH (Allemagne), 24 juil (AFP) - 11h11 - Un proche du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan condamné à mort par la justice turque, Ali Ghazi, a mis en garde contre la possibilité d'attentats en Allemagne commis par des Kurdes plus radicaux que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Avec l'arrestation de Cevat Soysal, après celle d'Abdullah Ocalan, les actions spontanées de violence, ça et là de manière isolée, ne sont pas à exclure", a-t-il jugé dans l'hebdomadaire allemand Focus à paraître lundi.

La Turquie a annoncé mercredi la capture en Europe de Cevat Soysal, 37 ans, un responsable du PKK. Il a été inculpé vendredi pour "formation de bande armée", selon l'agence turque Anatolie. Il bénéficiait de l'asile politique en Allemagne.

"La base (des militants séparatistes kurdes) est extrêmement agitée", des centaines de militants se sont dissociés du PKK en Turquie parce qu'ils jugent le parti "trop peu radical", a déclaré Ali Ghazi.

"Pour ces gens, le Parti ne peut plus assumer ses responsabilités", a-t-il ajouté.

Le chef du PKK Abdullah Ocalan, 50 ans, capturé par un commando turc le 15 février à Nairobi, a été condamné le 29 juin à la peine de mort pour "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie".

Plusieurs attentats ont été commis en Allemagne contre des intérêts turcs depuis cette condamnation.

## Mamé Alan, prince d'occident et roi des Kurdes

Hors piste

Par Evelyne Pieller

Entre le Tigre et l'Euphrate, sur les hautes montagnes, " au carrefour des grandes routes d'invasion et de migrations, au confluent des mondes indo-européen, sémite et turco-mongol ", là où passèrent les Scythes, les Hittites, les Assyriens, les Grecs d'Alexandre, les Romains, les Arabes... vivaient les Kurdes. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, le Kurdistan connut une première division, mais les principautés kurdes vécurent dans une relative autonomie jusqu'au commencement du XIX<sup>e</sup>. En 1920, le traité international de Sèvres promit la création d'un Etat kurde. En 1923, le Kurdistan fut partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. En Turquie et en Iran, les Kurdes furent systématiquement persécutés. Les mots kurdes, l'allusion au Kurdistan furent interdits par Mustapha Kemal, les villages kurdes ont été systématiquement rasés. Les Kurdes sont aujourd'hui trente millions, en Turquie, au Liban, en Syrie, dans l'ex-URSS, au Khorassan, en Afghanistan, en France - cent mille -, en Grande-Bretagne, etc. Ils continuent à parler kurde (qui " est au turc ce que le français est au hongrois), et à faire entendre leur voix, malgré le " génocide culturel " qui eut lieu en Turquie dans les années vingt-trente, quand les écoles et publications kurdes furent réduites au silence, livres et manuscrits brûlés en autodafé.

Oui, malgré tout, les Kurdes ne se sont pas tus, et Ylmaz Güney et Yachar Kemal, pour ne citer que deux noms célèbres, sont parvenus à déployer le génie de leur peuple, c'est-à-dire tout simplement, la singularité d'un peuple singulier qui a toujours, obstinément, privilégié la poésie, épique et lyrique, qui a toujours salué dans les conteurs des hommes particulièrement... humains. Jusque dans les années cinquante, là où c'était possible, se poursuivait ainsi la tradition d'assemblées, où était offert aux invités le mirifique cadeau d'écouter un chanteur, un aède, un conteur d'histoires, qui scandait, modulait les milliers de vers que sa mémoire et son talent d'improvisateur lui offraient. Et l'auditoire l'encourageait, commentait, appréciait : " Que ta voix vive longtemps en ce monde ! "

L'ouvre la plus populaire de la littérature orale profane, c'est l'histoire merveilleuse de Mamé Alan, prince d'Occident et roi des Kurdes, qui, par magie, rencontre Zin aux belles tresses, et tous deux s'éprennent d'un amour fou et déterminé à surmonter tous les obstacles. Roger Lescot, orientaliste, esprit curieux, lettré audacieux, en établit un texte bilingue, qui parut en 1942 : grâce à lui, nous pouvons accompagner ce jeune Roméo foudroyé d'amour, et sa Juliette têtue aux longs cils, au long de leurs erreurs, de leurs bonheurs, de leur douleur, tandis qu'autour d'eux s'agitent les bandits, les servantes, les amis, les malveillants. De façon inattendue, ce long chant vieux de cinq siècles est exactement irrésistible. On ne le lit pas pour parfaire sa culture, on le lit avec délices, dans le bonheur du feuilleton et la joie de la ballade fantasque, héroïque, toute en surprises et allègres beautés. On se retrouve dans la jeunesse même du monde au cœur d'une radieuse émotion.

Mamé Alan. Epopée kurde. Texte établi, traduit du kurde et présenté par Roger Lescot. Préface de Kendal Nezan. Gallimard (L'Aube des peuples), 247 pages, 150 francs.

---

## Turkey Deals Blow after Blow to the PKK

- Latest arrest of a PKK ranking member in Moldova by Turkish intelligence officials shows Turkey is intent on tracking down and bringing to justice separatist terrorists



### ILNUR CEVIK

On July 13 Turkish intelligence officers backed up by a military support team arrested a ranking Kurdistan Workers' Party (PKK) member in Moldova and flew him back to Turkey.

On July 14 Turkey's National Intelligence Organization (MIT) informed President Suleyman Demirel that it had captured Cevat Soysal, one of the leading PKK officials who works behind the scenes and is not so well known to the public.

On July 21 Prime Minister Bulent Ecevit announced the capture of the PKK militant, which came hours before German Foreign Minister Joschka Fischer arrived in Ankara. At first there were claims that the PKK militant had been caught in Germany, but later it became apparent that Soysal had been given refugee status in Germany and that he had been caught in Moldova. He had travel documents provided

by Germany.

The Moldovan government denied that it had handed over Soysal to Turkey or that it had any knowledge of his arrest.

Turks were jubilant at the arrest of Soysal, and newspapers lauded the MIT. They said that after the capture of PKK militant commander Semdin Sakik and terrorist organization leader Abdullah Ocalan, the arrest of Soysal would further put pressure on the PKK, and its leaders would realize they are under close surveillance and that they will never be safe.

Experts said the MIT has shown it will track down the PKK militants everywhere in the world, and when the opportunity arises it will capture them and bring them home to face justice. They point out that the MIT does not "execute" the separatist terrorists in such operations, unlike many other foreign intelligence agencies, and instead takes a more humanistic approach by jailing them and making them account for their crimes.

Turkish officials say Soysal is still being interrogated and is providing important revelations. Apparently the information given by Soysal has led to the capture of 24 PKK militants in Ankara, Istanbul and Batman, including several potential suicide bombers. Police also recovered explosives during the security operations.

Soysal also told security officials that he was the Moldova representative of the political wing of the PKK and that he had trained several militants in Romania and Moldova. He reportedly told the officials how and when the militants infiltrated Turkey through Romania. He also said the PKK had set up companies to secure funds for training activities.

According to official sources, Soysal was the man behind the scenes. He had accompanied Ocalan during his ordeal across Europe after the PKK terrorist leader was forced out of Syria.

In his testimony to the security forces, Ocalan had said Soysal (code-name, Mehmet Hoca) accompanied him in Greece when Greek officials took him to a house on the island of Corfu. He said they were both taken to Minsk later on, but when all the airports in Europe were closed to them, they were sent to Kenya.

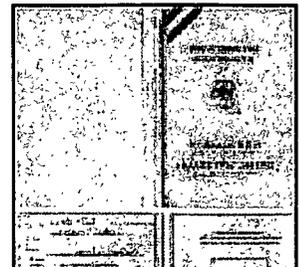
Ocalan said Soysal is responsible for the front in Turkey. "He operates between Rome and Romania. He is also responsible for parties and associations in Turkey. He is charged with training activities and providing logistic material," Ocalan reportedly revealed. Ocalan said Soysal received his orders from him via telephone when he had his headquarters in Syria.

Ocalan was captured in Kenya in February and sentenced to death last month.

Mizgin Sen, a spokeswoman for the PKK group in Brussels, confirmed Soysal had refugee status in Germany. But in a statement, the PKK claimed Soysal was handed over to Turkish forces by Moldova and had been under arrest for about a week.

The group also claimed that he was not a senior official of the group in Europe, as claimed by the Turkish government.

Meanwhile, Ocalan praised the decision of the PKK top commanders to end attacks on civilians and urged Turkey to take concrete steps toward peace, his lawyers revealed.



"Rather than talking about carrying out or not carrying out the death sentence that was given to me, it is important to take some concrete steps for a solution to the number-one problem of the country," a statement from his lawyers quoted Ocalan as saying.

However, the PKK seemed to let Ocalan down as several new terrorist attacks were reported, particularly in eastern and southeastern Turkey, where separatists continue to attack civilians.

Since the June 29 verdict, Turks have debated whether hanging the rebel would be in the best interests of Turkey, though there is still widespread support for his execution.

His sentence will be reviewed in an appeals court later this year and must be approved by Parliament and the president before it can be carried out.



---

## A Little Bashing From Friends

- The European Parliament did not waste time in passing a resolution on Abdullah Ocalan in its inaugural session



**Nazlan Ertan**

Brussels - Turkish Daily News

The resolutions coming from the European Parliament, called the conscience of the European Union, do not have a record of creating enthusiasm in Turkey. The last one was no different.

The European Parliament's consensus text on Abdullah Ocalan was jointly prepared by seven different party groups, which covered a wide political spectrum. The ensuing text condemned the death penalty given to the Kurdistan Workers' Party (PKK) leader and urged the higher court to reverse the decision. Should the judicial process end up with the European Court of Human Rights, the MEPs urged Turkey to recognize the ruling of this supranational judicial body.

It is the first part -- the condemnation of the sentence -- that Turkey has attacked. "As the resolution starts with an outright condemnation of the court judgement given by the independent judiciary, the remaining parts of the resolution become irrelevant," a written statement by Ambassador Nihat Akyol, Turkey's permanent representative to the Union, said. "This interference by anticipation to an outgoing judicial process by the Parliament, a political body, must be rejected. Any philosophical or political opposition to the death penalty cannot justify such an approach."

The resolution, voted on exactly the same day as a landmark visit of German Foreign Minister Josckha Fischer to Turkey, also drew attention to the adverse effects the execution of Ocalan could have on Turco-EU ties.

While no one doubts that this is the case, the European Parliament's resolution appear to contradict the seemingly soft-tone of other EU declarations. The previous declarations made by the European Commission and the EU presidency concentrated on their opposition to capital punishment.

Ankara called the resolution "unacceptable and irresponsible."

"While diplomatic efforts are being made in order to normalize the relations between Turkey and the EU, which is undergoing an extremely critical period, the European Parliament, during its inaugural session, adopted a resolution which is unacceptable," Ambassador Nihat Akyol said in a written declaration.

Another point that angered Ankara was the doubt the resolution cast on the fairness of the trial, part of which was carried out in the presence of a military judge. Yildirim Akbulut, the Parliament speaker, had sent a letter to the president of the European Parliament assuring him that the judicial process was in progress and that, when the penalty came before them, the Turkish deputies would consider the matter with extreme seriousness. "By ignoring the letter and making hasty and prejudiced evaluations, the European Parliament is taking a stance which is not convincing," Akyol said.

"Although in the past the EP has not always made positive contributions for the improvement of our relations, it is highly regrettable that the newly elected MEPs, without even having a chance to meet their counterparts from the Turkish side, took such an approach," Akyol said.





---

### **Soutien au PKK : l'Iran a commencé à prendre la place de la Syrie (Ecevit)**

ANKARA, 25 juil (AFP) - 13h20 - Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a accusé dimanche l'Iran d'avoir "commencé récemment à prendre la place de la Syrie" dans l'appui accordé au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

M. Ecevit, qui se référait à des informations faisant état de l'installation en Iran d'unités du PKK après leur expulsion l'année dernière de Syrie, a ajouté : "Cela nous rend très inquiets et nous souhaitons que l'Iran montre la compréhension nécessaire".

La Turquie et l'Iran entretiennent des relations tendues, Ankara accusant notamment Téhéran de fermer les yeux sur les infiltrations de rebelles du PKK depuis le territoire iranien depuis que la Syrie s'était engagée en octobre dernier à ne plus autoriser l'installation sur son sol des éléments du PKK.

Vendredi, Téhéran a accusé la Turquie d'avoir lancé une nouvelle attaque militaire contre son territoire, quatre jours après un raid aérien qui aurait fait cinq morts. Téhéran a également accusé la Turquie d'être à l'origine des récentes émeutes estudiantines dans le pays.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Son chef Abdullah Ocalan a été condamné à mort le 29 juin par la justice turque pour trahison et séparatisme.

M. Ecevit a minimisé d'autre part l'affaire des deux soldats turcs retenus en Iran et l'a qualifiée de "malentendu".

"C'est manifestement par accident. Ce n'est pas une invasion (de l'Iran) menée par deux soldats", a-t-il ajouté en se déclarant convaincu que l'affaire sera réglée.

La chaîne de télévision turque NTV a indiqué samedi que deux soldats turcs sont retenus captifs en Iran après avoir pénétré accidentellement sur le territoire iranien et que les autorités iraniennes refusaient leur libération.

---

### **Treize manifestants kurdes condamnés de la prison ferme à Marseille**

MARSEILLE (France), 26 juil (AFP) - 20h13 - Treize des quatorze Kurdes qui étaient jugés lundi à Marseille (sud) pour coups et blessures volontaires à agents de la force publique ou pour dégradation à l'issue d'une manifestation ont été condamnés à des peines de prison ferme d'un mois ou un mois et demi.

La plupart seront libérés dans les jours qui viennent, puisqu'ils étaient en détention provisoire depuis 27 jours, a-t-on appris auprès du tribunal de grande instance de Marseille.

Le 29 juin, ces militants ou sympathisants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient été interpellés après des incidents survenus en fin de manifestation sur la Canebière, dans le centre de la ville. Ils protestaient contre la condamnation à mort de leur leader Abdullah Ocalan.

Deux policiers avaient été légèrement blessés, trois échoppes et plusieurs véhicules endommagés, selon la police.

L'un des manifestants a été relaxé par le tribunal.



---

### **Cevat Soysal livré aux agents turcs par la Moldavie, selon son avocat**

ANKARA, 26 juil (AFP) - 17h58 - Cevat Soysal, responsable du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) capturé en Europe par la Turquie, a été livré à des agents des services de renseignement turcs (MIT) par la police moldave, a affirmé lundi son avocat Kenan Sidar, selon l'agence pro-kurde DEM, reçue à Ankara.

Me Sidar indique que son client a été interpellé le 13 juillet au soir par la police en Moldavie et remis deux heures après à des agents du MIT dans un avion turc sur le sol moldave.

L'avocat affirme en outre que son client, auquel il a rendu visite lundi à la prison d'Ankara, où il est incarcéré, a subi des mauvais traitements lors de son interrogation en Turquie entre les 13 et 23 juillet derniers.

"Il a été battu et subi des mauvais traitements", a-t-il précisé, cité par DEM.

La Turquie a annoncé mercredi la capture en Europe de Cevat Soysal, numéro 2 du PKK, repéré lors d'un voyage, puis arrêté et ramené en Turquie par des agents du MIT, sans dévoiler les modalités de l'opération.

Selon le PKK, Soysal a été livré aux autorités turques par la Moldavie, où il était détenu depuis une semaine.

De source gouvernementale allemande, on avait indiqué que Soysal avait été arrêté en Moldavie.

La Turquie et la Moldavie avaient démenti.

Le PKK a menacé jeudi de "représailles" après la capture de Soysal, indiquant que "si rien n'est fait pour arrêter ces actes commis par la Turquie, ce droit légitime va sans doute être utilisé".

Soysal, 37 ans, a été inculpé vendredi dernier par le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour "formation de bande armée".

Quelque 50 personnes ont été interpellées à travers le pays sur la base des déclarations de Cevat Soysal faites lors d'interrogatoires, dont 45 appartiennent au Parti de la démocratie du peuple (HADEP, pro-kurde), selon les médias turcs.



---

### **La Norvège étudie la possibilité de rapatrier des Kurdes en Irak**

OSLO, 27 juil (AFP) - 23h42 - Les autorités norvégiennes étudient la possibilité de rapatrier des Kurdes demandeurs d'asile en Norvège dans le nord de l'Irak, a indiqué mardi l'agence de presse norvégienne NTB à Oslo.

"Nous évaluons actuellement les possibilités de rapatrier vers le nord de l'Irak des demandeurs d'asile kurdes, mais nous n'avons pas encore décidé si cette idée aboutira", a déclaré le secrétaire d'état au ministère norvégien de la Justice, Atle Hamar.

Selon le porte-parole ministériel, "le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés a confirmé au ministère norvégien que le nord de l'Irak est un endroit sûr pour les Kurdes y retournant".

Sur les 4.400 demandeurs s'asile arrivés en Norvège au cours des six premiers mois de 1999, 2.200 sont des Kurdes, principalement originaires du nord de l'Irak, a-t-il souligné.



## Le dossier d'Ocalan envoyé à la Cour de Cassation

ANKARA, 27 juil (AFP) - 15h14 - La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui a condamné le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan à la peine de mort pour séparatisme et trahison, a envoyé mardi le dossier à la Cour de cassation, a rapporté l'agence Anatolie.

Toute sentence de la Cour de sûreté allant au-delà de 15 ans de prison est automatiquement soumise à la Cour de Cassation.

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a été condamné à la peine capitale le 29 juin dernier en fonction de l'article 125 du code pénal turc pour "atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie" au terme d'un procès de près d'un mois sur l'île-prison d'Imrali (ouest), dont il est l'unique détenu.

Les avocats d'Ocalan avaient annoncé début juillet leur intention de déposer un appel après la publication des attendus de la sentence et de saisir également la Cour Européenne des droits de l'Homme.

L'appel a peu de chance d'être examiné avant la fin des vacances judiciaires qui ont commencé le 20 juillet, selon Anatolie.

La nouvelle année judiciaire s'ouvre en septembre.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait plus de 31.000 morts.

28 July,1999, Copyright © Turkish Daily News

## DGM opens investigation into Kurdish 'parliament-in-exile'

Ankara - Turkish Daily News

Ankara State Security Court (DGM) Chief Prosecutor Nuh Mete Yuksel has launched an investigation into members of the so-called Kurdish parliament-in-exile on grounds of establishing an "armed gang against the state" and has issued warrants for the arrest of 33 people, including former chairman of the closed Democracy Party (DEP) Yasar Kaya.

Yuksel is pursuing the investigation under Article No. 168 of the Turkish Penal Code (TCK) which bans "establishing an armed gang against the security of the state" and calls for imprisonment of not less than 15 years.

## Yilmaz: 'Emergency rule must be abolished'

- Yilmaz states that membership to the EU is being used to blackmail Turkey into keeping Ocalan alive



TDN Parliament Bureau

Ankara - Turkish Daily News

Chairman of the Motherland Party (ANAP) Mesut Yilmaz stated that emergency rule, which is still implemented in six cities in eastern and southeastern Turkey, must be abolished. Yilmaz professed, "We want to do this in order to terminate the shortcomings of our legal system and for the rights of the people who are living in these regions."

The ANAP chairman, speaking at an ANAP group meeting in Parliament, continued that the necessary economic and social measures should be taken in order to develop the region and that priority should be given to this issue.

Yilmaz stated that there has been emergency rule in the region for almost 20 years, since the 1980 coup. Yilmaz stated that although emergency rule administration is legal, it also limits the freedoms and rights of the people in the area.

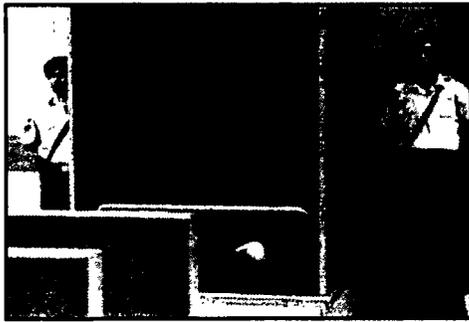
Yilmaz continued that ANAP has always supported emergency rule, "However, it is impossible to have a 20-year emergency rule. Since the anti-terror operations are successful, for the sake of the people of the region, emergency rule should be abolished."

### Turkey being blackmailed

Yilmaz stated that the decision made by the European Parliament (EP) not to consider admitting Turkey into the European Union if it carries out the execution sentence against leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Abdullah Ocalan is against universal legal principles.

Yilmaz also stated that this decision is a kind of blackmail. "They are trying to blackmail Turkey with EU membership. It is impossible for Turkey to accept such a decision by force."

Yilmaz also stated that Ocalan is Turkey's domestic problem and that Turkey will not accept the EP's decision.



## Ocalan verdict reaches Supreme Court of Appeals

Ankara - Turkish Daily News

The appeals file on the death verdict against Abdullah Ocalan has reached the Supreme Court of Appeals, court officials reported Tuesday.

Ocalan was sentenced to death on charges of treason and separatism last month and is now being kept at

the Imrali Prison in the Marmara Sea.

The files on Ocalan were carried from the Ankara State Security Court to the Supreme Appeals Court in 13 sacks Tuesday afternoon.

Appeals Court Prosecutor Vural Savas is expected to process the files in ten days and send the appeal request to one of the departments in the Supreme Court.

Experts said in view of the current judicial holiday it will be practically impossible for the appeal to be taken up at the court by a another court, on duty for emergency cases. The judicial holiday ends on September 6.



## Inculpé en Turquie, le chanteur Ahmet Kaya s'exprime à Paris

PARIS, 28 juil (AFP) - 17h18 - Le chanteur turc d'origine kurde Ahmet Kaya, qui encourt 10 ans et demi d'emprisonnement pour "propagande séparatiste et incitation à la haine raciale", a déclaré mercredi à Paris qu'il fallait "accepter la réalité de l'existence des Kurdes" en Turquie.

Agé de 42 ans, le musicien, qui se définit comme "artiste dissident et socialiste", doit comparaître le 25 août à Istanbul.

Actuellement en tournée en Europe, il a donné mercredi à Paris une conférence de presse, entouré de son avocat, Me Osman Ergin, vice-bâtonnier du barreau d'Istanbul, Me Patrick Baudoin, président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), et de Kendal Nezan, président de l'Institut kurde.

Ce dernier a rappelé que depuis le 10 février, date à laquelle le chanteur s'est vu remettre à Istanbul le prix de "musicien de l'année", décerné par l'Association de la presse magazine de Turquie, Ahmet Kaya "a été pris dans un engrenage judiciaire infernal", pour avoir annoncé qu'il voulait composer une chanson kurde pour son prochain album.

La déclaration du musicien, a indiqué M. Nezan, lui a valu "une campagne de lynchage médiatique" qui, selon lui, ne correspond pas à ses intentions.

La conférence de presse organisée à Paris constituait, selon son avocat, Me Ergin, "un droit de réponse public aux accusations portées" contre lui.

"J'ai dit qu'il faudrait accepter la réalité de l'existence des Kurdes dans le pays et que je ne lâcherai pas ceux qui refusent de reconnaître cette réalité", a notamment affirmé Ahmet Kaya en ajoutant qu'il n'a jamais eu l'intention d'être injurieux envers son pays.

Ahmet Kaya a précisé qu'il serait présent le 25 août à Istanbul pour son procès. "A travers ma personne, c'est une culture qui est visée", a-t-il encore dit.

---

## Consultat d'Israël: ouverture du procès d'un Kurde, d'abord reporté

BERLIN, 28 juil (AFP) - 14h46 - Le procès d'un Kurde qui avait participé à l'occupation du consulat d'Israël à Berlin en février, provoquant une riposte des gardes qui avait fait 4 morts parmi les assaillants, s'est ouvert mercredi à Berlin, après avoir été dans un premier temps reporté.

Mehmet K, 34 ans, est accusé d'avoir frappé à plusieurs reprises un policier à l'aide d'une barre de fer.

L'incident s'était produit à quelques centaines de mètres du consulat, le 17 février, peu de temps avant que les gardes ne tirent sur les manifestants kurdes, qui entendaient protester contre la participation, selon eux, d'Israël à l'arrestation deux jours plus tôt du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan.

Le procès de Mehmet K. s'était ouvert le 16 juin mais avait dû être reporté dès le lendemain car d'importants témoins n'avaient pu rentrer à temps de vacances. Les débats reprennent à zéro.

D'autres procès se sont entretemps ouverts, dont l'un portant directement sur l'assaut contre le consulat.

La justice allemande, tout en émettant de fortes réserves sur la légitime défense invoquée par les autorités israéliennes pour justifier l'ouverture du feu, doit prochainement refermer son enquête sur ces tirs, les gardes du consulat étant protégés par leur statut diplomatique.



---

## Un véhicule militaire saute sur une mine à Hakkari: 2 morts, un blessé

ANKARA, 29 juil (AFP) - 17h14 - Deux militaires, dont un sous-officier, ont été tués et un autre blessé lorsqu'un véhicule militaire a sauté jeudi sur une mine dans la province de Hakkari (extrême sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

La mine a été placée par des "terroristes", dénomination officielle des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon l'agence.

L'incident s'est produit alors que le véhicule effectuait une patrouille dans le district de Tekeli, a ajouté Anatolie.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été condamné le 29 juin à la peine capitale pour séparatisme et trahison sur l'île-prison d'Imrali (ouest).

---

24 Juillet 1999 - CULTURES

LE WEB DE  
**L'Humanité**

## Les chants érotiques des kurdes Kamkars

L'été de Québec aura permis de découvrir toutes sortes de formations de musiques traditionnelles. Les Kamkars par exemple. Issus de Sanandaj, ils sont une famille de musiciens kurdes. Célèbres pour leurs interprétations de musique classique persane, ils se sont fait un devoir de promouvoir, de collecter et d'enregistrer les chants du Kurdistan.

Plus vivante que la musique persane, la musique kurde est davantage tournée vers la danse et la fête. Très ancienne (certains morceaux remonteraient à Alexandre le Grand), elle évoque la nature, l'amour, la joie, la guerre et la beauté. L'érotisme est aussi un de ses thèmes majeurs. Cette musique est servie par des instruments comme le santour, qui rappelle fortement le cymbalum utilisé par les Tziganes, le Kamanche, sorte de violon à quatre cordes que l'on retrouve jusque dans les pays nord-africains, ou encore la daf, percussion des religieux kurdes (derviches et soufis) indispensable pour la transe. Censurés en Iran par le pouvoir religieux, les chants érotiques ont, le temps de quelques concerts, retrouvé vie pour notre plus grand plaisir. " Il n'y a qu'à l'étranger que cela est possible ", déclare Hooshang Kamkar, compositeur-arrangeur et aîné de la fratrie. Esquivant les questions concernant les récentes manifestations étudiantes à Téhéran, il préfère insister sur son rôle de passeur de culture, de serviteur d'une musique menacée de disparition. Depuis vingt-cinq ans, dans le sillage de son père, il rassemble et transcrit à l'université des arts de Téhéran, dont il dirige le département de musicologie, tout ce qui constitue la culture musicale du grand Kurdistan (les Kurdes sont répartis entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie ; on en dénombre 25 millions). Ses six frères et sa sœur sont tous de remarquables musiciens. Habillés en habits traditionnels et disposés en croissant de lune, chacun de leurs concerts est ainsi un véritable voyage au pays des mille et une nuits...

C. P

## NEUF ANS DE SANCTIONS, NEUF ANS DE DÉTRESSES

## Muette agonie de l'Irak

**T**RÈS divisé, le conseil de sécurité des Nations unies a repris ses discussions sur l'Irak. Trois projets ont été soumis au débat, celui de la Grande-Bretagne, appuyé par les Etats-Unis, celui de la Chine et de la Russie et, enfin, un « document de travail » de la France. Le projet britannique pose de nouvelles exigences pour une suspension des sanctions, encore plus draconiennes que celles formulées dans les précédentes décisions des Nations unies. Bagdad a déjà fait savoir que ce texte britannique était inacceptable. Son adoption ne ferait que prolonger l'impasse et la muette agonie de l'Irak et de son peuple.

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

## De la naissance d'un Etat à la crise d'un régime

1920. La Grande-Bretagne obtient de la Société des Nations un mandat sur la Mésopotamie.  
 1932. Indépendance de l'Irak et signature d'un traité d'alliance avec la Grande-Bretagne, qui conserve des bases militaires et la haute main sur les décisions importantes.  
 1948. Puissantes manifestations contre la signature d'un nouveau traité avec Londres ; participation à la guerre de Palestine.  
 24 février 1955. L'Irak et la Turquie ratifient le pacte de Bagdad.  
 14 juillet 1958. Renversement de la monarchie par le général Abdelkarim Kassem et proclamation de la République.  
 8 février 1963. Coup d'Etat contre le général Kassem. Massacres anticommunistes.  
 17 juillet-30 juillet 1968. Le parti Baas s'empare du pouvoir.  
 Novembre 1969. M. Saddam Hussein accède à la vice-présidence du Conseil de commandement de la révolution (CCR).  
 Mars 1970. Le Baas concède la création d'une région kurde autonome, reconnaît que les Kurdes forment une des deux nations de l'Irak et leur accorde certains droits - dont l'usage de leur langue.  
 1972. Nationalisation de l'Iraq Petroleum Company.  
 11 mars 1974. Promulgation de la loi d'autonomie pour le Kurdistan. Mais le dirigeant kurde Moustapha Al Barzani reprend l'insurrection.  
 16 juillet 1979. M. Saddam Hussein remplace Hassan Al Bakr à la présidence de la République ainsi que du CCR et assume tous les pouvoirs.  
 Septembre 1980. L'Irak envahit l'Iran.  
 Août 1988. Cessez-le-feu avec l'Iran.  
 2 août 1990. Invasion du Koweït et début de la crise du Golfe.  
 17 janvier 1991. Opération « Tempête du désert ». Les forces coalisées entreprennent des bombardements intensifs sur l'Irak et le Koweït.  
 3 avril 1991. La résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU fixe un cessez-le-feu définitif et impose à l'Irak, notamment, l'élimination de toutes ses armes de destruction massive.  
 5 avril 1991. Après l'insurrection kurde dans le Nord irakien et chiite dans le Sud, le Conseil de sécurité adopte la résolution 688 qui condamne la répression des populations civiles irakiennes et appelle à une aide humanitaire.  
 19 mai 1992. Elections au Kurdistan, mais aucune autorité stable ne s'installe. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) contrôle le Nord, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) le Sud.  
 14 avril 1995. L'ONU adopte la résolution 986, dite « Pétrole contre nourriture », autorisant Bagdad à procéder à des ventes limitées de pétrole. Bagdad n'acceptera la résolution que l'année suivante.  
 8 août 1995. Défection du général Hussein Kamel Al Majid et de son frère, le colonel Saddam Kamel. Ils seront assassinés après leur retour en Irak, le 23 février 1996.  
 3 septembre 1996. Après l'entrée le 31 août de l'armée irakienne dans le Kurdistan, à l'appel du PDK en guerre contre l'UPK, les Etats-Unis bombardent des objectifs militaires en Irak.  
 1998  
 23 février. Signature entre M. Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, et M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, d'un texte pour garantir l'accès des inspecteurs aux sites présidentiels.  
 Septembre. Signature de l'Accord de Washington entre le PDK et l'UPK, qui prévoit la formation d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaires kurdes.  
 31 octobre. Signature par le président William Clinton de l'Iraq Liberation Act, qui crée un fonds de soutien de 97 milliards de dollars à l'opposition irakienne.  
 L'Irak décide de rompre totalement la coopération avec l'Unscorn.  
 16 décembre. Début de l'opération « Renard du désert », qui va durer quatre jours.  
 1999  
 19 février. Meurtre du grand ayatollah Mohamed Sadek Al Sadr. Des troubles éclatent dans les provinces chiites et à Bagdad.

Il a cinquante ans. Il aime Bagdad, sa ville natale. Il y promène volontiers les rares étrangers qu'il rencontre. Ses vieilles rues et ses avenues monumentales, ses marchés et ses cafés, les rives du Tigre, il passe tout en revue. Il évoque surtout les temps révolus, « avant ». Avant quoi ? Il ne répond pas, absorbé par la conduite de son taxi, qui se faufile entre de vieilles voitures des années 50 et les rutilantes Mercedes des nouveaux riches. « Avant ? » Une période mythique, qui mêle dans sa mémoire les années d'université et les débats sur l'unité arabe, la nationalisation du pétrole et les illusions politiques, les études à l'étranger et le foisonnement de la vie intellectuelle. Le monde était à refaire et il était convaincu qu'il construirait « la société nouvelle ». Il ne distinguait pas le filet de plomb qui, insidieusement, commençait à enserrer le pays.

Avant ? Difficile à dater, 1974-1975, et l'écrasement de la révolte kurde, au nom de la lutte contre l'« impérialisme » ? 1979 et le déchaînement de la répression antichiiite, au nom, cette fois, de l'écrasement du « péril islamique » ? Pour lui, plus probablement 1980 et la guerre aventureuse contre l'Iran. Huit ans de folie, huit ans dans les tranchées, Verdun et Stalingrad, les gaz et les missiles, un cauchemar que l'on ne raconte pas, une vie qui se noie, un goût saumâtre dont on ne se débarrasse plus, un retour impossible à la vie civile. Comme un somnambule, il suit l'invasion du Koweït, la défaite des armées irakiennes, l'insurrection du Sud et du Nord au printemps 1991. Trop d'événements à absorber, à comprendre, à juger, pour ce jeune officier revenu du front. Et puis, un jour, le réveil, brutal : il se découvre prisonnier dans un pays ankylosé par d'interminables sanctions.

Sanctions. Le mot est abstrait, il évoque une punition, une peine, qui viserait, selon la version officielle américaine, un dictateur et son régime. Pour chaque Irakien, en revanche, il a une saveur amère, souvent dramatique, quelquefois tragique, de temps à autre cocasse. Lui a perdu son frère, mort durant une opération chirurgicale bénigne : l'électricité a été coupée - elle l'est en moyenne six heures par jour, à Bagdad - et le groupe électrogène de l'hôpital n'a pas fonctionné. Elle, elle a de multiples visages et noms ; on peut la voir sur les écrans de télévision et elle est la mère d'un de ces milliers de bébés, décédés faute de soins.

Ou cette autre, universitaire, formée à l'ancienne école, avide de lectures. On disait naguère que les livres arabes étaient écrits en Egypte, imprimés au Liban et lus en Irak. Mise à part l'insipide presse gouvernementale, comment peut-elle étancher sa soif ? Elle n'a pas d'argent, mais ne s'est pas résignée, comme nombre de ses collègues, à vendre sa bibliothèque. Des amis étran-

gers ont tenté de l'abonner à une revue scientifique, le Comité des sanctions des Nations unies s'y est opposé - par peur, sans doute, qu'un article lui serve à fabriquer des armes biologiques ou, mieux encore, une bombe atomique ? Boris Vian fredonnait l'histoire de son oncle, « fameux bricoleur, faisant en amateur des bombes atomiques ».

C'est ainsi que les sanctions ont transformé l'Irak en prison. « Ecrivez, supplie l'un d'eux, sur l'embargo des esprits. » Le voyage à l'étranger relève d'un impossible rêve : alors que le salaire minimum mensuel est à 6 000 dinars (1), le visa de sortie coûte 400 000 dinars pour un adulte, 200 000 dinars pour un enfant. De trois à quatre millions d'Irakiens, les meilleurs cadres du pays, ont déjà pris le chemin de l'exil. Mais il n'est pas facile de trouver du travail à l'étranger. Depuis avril 1999, la suspension des sanctions contre Tripoli a soulevé à Bagdad beaucoup d'espérances : la Libye va faire appel à des techniciens et à des ingénieurs arabes.

Monotone, l'autoroute déroule ses six voies, à travers un paysage plat, désertique, d'un indicible ennui. Dix heures de voyage entre Amman et Bagdad pour le privilégié qui loue un véhicule rapide, le double pour un passager ordinaire. Premier contact concret avec le mot « sanctions » : Bagdad n'est pas accessible par avion, s'y rendre relève de l'expédition. Le pays est désormais confiné sur une autre planète, relégué au ban des nations, promis à une agonie programmée, muette, impitoyable.

M. Gradd H.C. Sponeck, coordinateur humanitaire des Nations unies pour l'Irak, s'en désole. « Nous n'avons pas été capables, moi compris, d'alerter la communauté internationale sur la gravité de la situation humanitaire. » L'ensemble des sommes reçues à travers le programme « Pétrole contre nourriture » (2) durant la phase 5 - achevée le 23 mai 1999 - correspond à environ 180 dollars par personne et par an, « ce qui place l'Irak parmi les pays les plus pauvres de la planète ». D'autant que cette somme est supposée couvrir aussi les dépenses civiles, comme l'éducation, l'entretien des infrastructures, les communications, etc. Depuis la mise en œuvre du programme, « la détérioration de la situation humanitaire s'est ralentie, mais elle ne s'est pas arrêtée ».

Les recettes pour cette 5<sup>e</sup> phase ont dépassé 3,5 milliards de dollars et pourraient atteindre 4,5 milliards de dollars pour la phase 6. Mais, dans un récent rapport, le secrétaire général des Nations unies lui-même soulignait que la gravité de la situation était telle que, même si le plafond des 5,2 milliards de dollars était atteint, cette somme « serait insuffisante pour répondre à tous les besoins humanitaires du peuple irakien (3) ».

Mais qui lit les rapports ? Qui écoute les multiples mises en garde ? C'est dans l'indifférence que les opinions publiques accueillent les reportages sur la situation dans les hôpitaux, la mort des enfants, la sous-alimentation chronique. Alors qu'agonise le pays, les responsables de la « communauté internationale », eux, regardent ailleurs. Les infrastructures,

## La fin des inspections

**A**MERTUME également dans les propos de M. Tarek Aziz, l'un des trois vice-premiers ministres irakiens - M. Saddam Hussein est le seul premier ministre : « Nous avons travaillé pendant huit ans pour le désarmement, et le Conseil de sécurité n'a pas fait un pas dans notre direction. Nous méritons la levée des sanctions, en application de la résolution 687. Ce texte a été voté sans nous consulter, mais nous l'avons appliqué et nous attendons que les Nations unies respectent leurs engagements. On nous avait promis une lueur au bout du tunnel et, à la place, on nous a envoyé des missiles Cruise. »

Le but des Nations unies est-il vraiment le désarmement ? M. Tarik Aziz en doute sérieusement. La résolution 687 prévoyait de faire du Proche-Orient une région libre de toute arme de destruction massive, or « le Conseil de sécurité n'a fait aucune proposition sérieuse en ce sens ». Quant à l'opération « Renard du désert », déclenchée le 16 décembre 1998 par Washington et Londres, elle a détruit tous les moyens de contrôle à long terme des armements mis en place par l'Unscorm au cours des années précédentes. Depuis sept mois environ, aucun inspecteur ne s'est rendu en Irak. Il y a un an, les Etats-Unis expliquaient que le travail de l'Unscorm était crucial pour empêcher Bagdad de reconstituer son arsenal d'armes de destruction massive et de mettre en péril la paix régionale, que toute pause prolongée dans les inspections aurait des répercussions effroyables. Pourquoi s'accommodent-ils aujourd'hui si facilement de cette situation ?

En tenue militaire, comme tous ses homologues - seul le président Saddam Hussein assiste en civil aux réunions du conseil des ministres -, M. Abdel Khalek Hammam, le ministre de l'information et de la culture, un œil fixé sur vieilles de plus de quinze ans, se dégrade inexorablement. Les centrales électriques sont incapables de répondre aux besoins du pays ; les coupures d'électricité détruisent les stocks de nourriture des entrepôts frigorifiques, tandis que les températures dépassent, en plein été, les 60 degrés au soleil. Téléphoner relève de l'exploit : pour appeler la représentation française à Bagdad, située à quelques kilomètres du quartier général des Nations unies, M. Sponeck utilise son téléphone satellite, via New York. Les écoles se vident, les universités voient leur niveau chuter, l'analphabétisme, surtout, progresse. C'est tout le tissu social du pays qui se délite. Même si les sanctions s'arrêtaient demain, il faudrait au moins une génération pour remettre le pays en marche. A-t-on le droit de sacrifier ainsi un peuple, de compromettre son avenir ? M. Sponeck conclut, amer : « Si la communauté internationale ne prend aucune mesure, alors cela vaudra dire que nous menons des batailles sur le dos du peuple irakien. »

CNN, assure que les Etats-Unis, avec leurs raids de décembre dernier, espéraient provoquer un soulèvement. « Ils ont échoué », note-t-il avec satisfaction. Pourtant, Bagdad bruisse de rumeurs sur des troubles graves qui auraient éclaté dans la banlieue comme dans les villes chiites du Sud. Le ministre dément formellement, reconnaissant juste quelques affrontements limités dans la capitale, à la suite de l'assassinat, le 19 février 1999 du grand ayatollah Mohamed Al Sadr et de ses deux fils (lire article page 16).

En dépit de ces démentis, en dépit des difficultés à recouper ses sources dans un pays où les déplacements et les entretiens des journalistes sont « encadrés » de près, il ne fait aucun doute que le régime a fait face, au printemps 1999, à la plus sérieuse vague de contestation jamais survenue depuis 1991. Tout commence au mois de février dernier, avec l'apparition d'hommes armés dans la ville chiite de Nassiriya. Parallèlement, l'annonce de l'assassinat de l'ayatollah Sadr provoque des émeutes chiites dans plusieurs villes du Sud et dans la banlieue de Bagdad, où se déploie une cinquantaine de véhicules blindés et des milliers d'hommes. Plusieurs cadres du régime sont assassinés. Les troubles se poursuivront des semaines durant de manière intermittente, notamment à Bassorah, dont certains quartiers échappent au contrôle des autorités.

Y a-t-il pour autant une « question chiite » en Irak ? Pour le docteur Majid Radi, opposant de gauche vivant en exil, lui-même sunnite, il faut remonter à la création de l'Etat pour répondre à cette question. Le roi Fayçal, fils du chérif Hussein de La Mecque, qui avait mené, durant la première guerre mondiale, la grande révolte arabe contre l'empire ottoman, est installé en 1921 sur le trône irakien par la Grande-Bretagne. La plupart de ses conseillers sont, comme lui, des sunnites - alors que la majorité de la population est chiite (4) et a participé à la guerre aux côtés des Ottomans. Même si sunnites et chiites s'uniront, à l'occasion, pour lutter contre l'emprise coloniale, les chiites ont toujours été maintenus à l'écart des centres de décision politique. « La révolution de 1958, avec l'arrivée au pouvoir d'Abdelkarim Kassem, dont le père était sunnite et la mère chiite, a amélioré un peu la situation. La puissance du Parti communiste, très influent parmi les chiites, a aussi aidé à leur intégration. Mais les nationalistes arabes, notamment les baasistes, ont développé une rhétorique antichiite plus ou moins voilée. Celle-ci s'est accentuée durant les années 70, notamment à partir de la répression des manifestations de février 1977. »

Assimilés à l'« ennemi perse », des centaines de milliers de chiites - dont les passeports portent la mention « origine iranienne » - sont alors expulsés vers l'Iran, bien qu'ils vivent en Irak depuis plus d'un siècle. Ces déportations, menées au nom de la « pureté » arabe, s'accompagnent d'un racisme non dissimulé à l'égard des masses pauvres chiites entassées dans les ban-

lieux de Bagdad. Certes, quelques responsables du régime sont aujourd'hui chiïtes – le président de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères, le chef d'état-major de l'armée –, mais leur rôle est marginal par rapport à celui dévolu au noyau dur sunnite.

Pourtant, malgré ces violences, les chiïtes ont toujours fait preuve de loyauté. Ils se sont battus avec détermination dans l'armée irakienne, durant la terrible guerre contre l'Iran. Leurs chefs religieux ont toujours insisté sur la nécessaire fraternité avec les sunnites et, quelques mois avant son exécution en 1980, l'ayatollah Mohamed Bakr Al Sadr rapportait : « J'ai passé cette vie pour le bien tant des chiïtes que des sunnites, en défendant le message qui les rassemble et le credo qui les unit dans un même corps (5). » Quant à son neveu, l'ayatollah Mohamed Sadek Al Sadr, il publiera dans les années 90 une fatwa autorisant les chiïtes à suivre les prières dirigées par un imam sunnite.

« Habitants d'Irak, hommes de révoltes et de perfidie. » Ainsi le général Al Hajjaj, envoyé du calife omeyyade Abdelmalik Ibn Marwan, s'adresse-t-il à la fin du VII<sup>e</sup> siècle aux populations réputées turbulentes de l'ancienne Mésopotamie. « Par Dieu, poursuit-il, je n'aperçois que têtes levées vers moi, cous tendus, têtes arrivées à maturité et bonnes à trancher. Si vous marchez droit, tout ira bien ; si vous prenez des chemins détournés, vous me trouverez en embuscade. Je ne pardonnerai aucune erreur, je ne tiendrai compte d'aucune excuse. Si je promets, je tiens. Si je rase, j'écorche. Plus de rassemblements, plus de bavardages inutiles. »

Peu de terres ont été plus marquées par la violence que le pays situé entre le Tigre et l'Euphrate. De la révolte de

1920 contre la Grande-Bretagne aux massacres anticomunistes de 1963, de la répression de la révolte kurde en 1974-1975 à la déportation massive des populations frontalières à la fin des années 80 (6), la violence semble avoir toujours été l'unique moyen de régler les différends politiques, religieux ou nationaux. L'insurrection kurde et chiite du printemps 1991, avec ses excès et l'impitoyable répression qui s'en est suivie, en est une preuve supplémentaire.

Peut-on sortir de cette culture de la guerre civile ? M. Wamid Omar El Nazmi, professeur de sciences politiques à Bagdad formé en Grande-Bretagne, l'espère. Cet ancien adhérent du

parti Baas – il l'a quitté en 1961, à l'âge de vingt ans –, partisan de l'unité arabe et de la démocratie, est un des seuls intellectuels d'opposition tolérés par le régime. S'il dénonce l'embargo imposé par les Etats-Unis, il ne se prive pas de critiquer « les médias, qui ne reflètent pas les difficultés des gens », créent une « véritable schizophrénie » chez les citoyens. « Bien sûr, ce sont les Américains qui sont responsables de l'embargo. Mais, quand un citoyen se rend dans un hôpital où il manque un médicament, c'est un Irakien qu'il a en face de lui et qu'il rend responsable de son malheur. »

L'urgence, pour cet universitaire, est de mettre fin à « la philosophie de l'affrontement », ce stigmate irakien. « L'imam Sadr avait rétabli la prière du vendredi – celle-ci avait été suspendue en signe de protestation contre le « régime impie » – et condamné les raids américains, autant de pas dans la

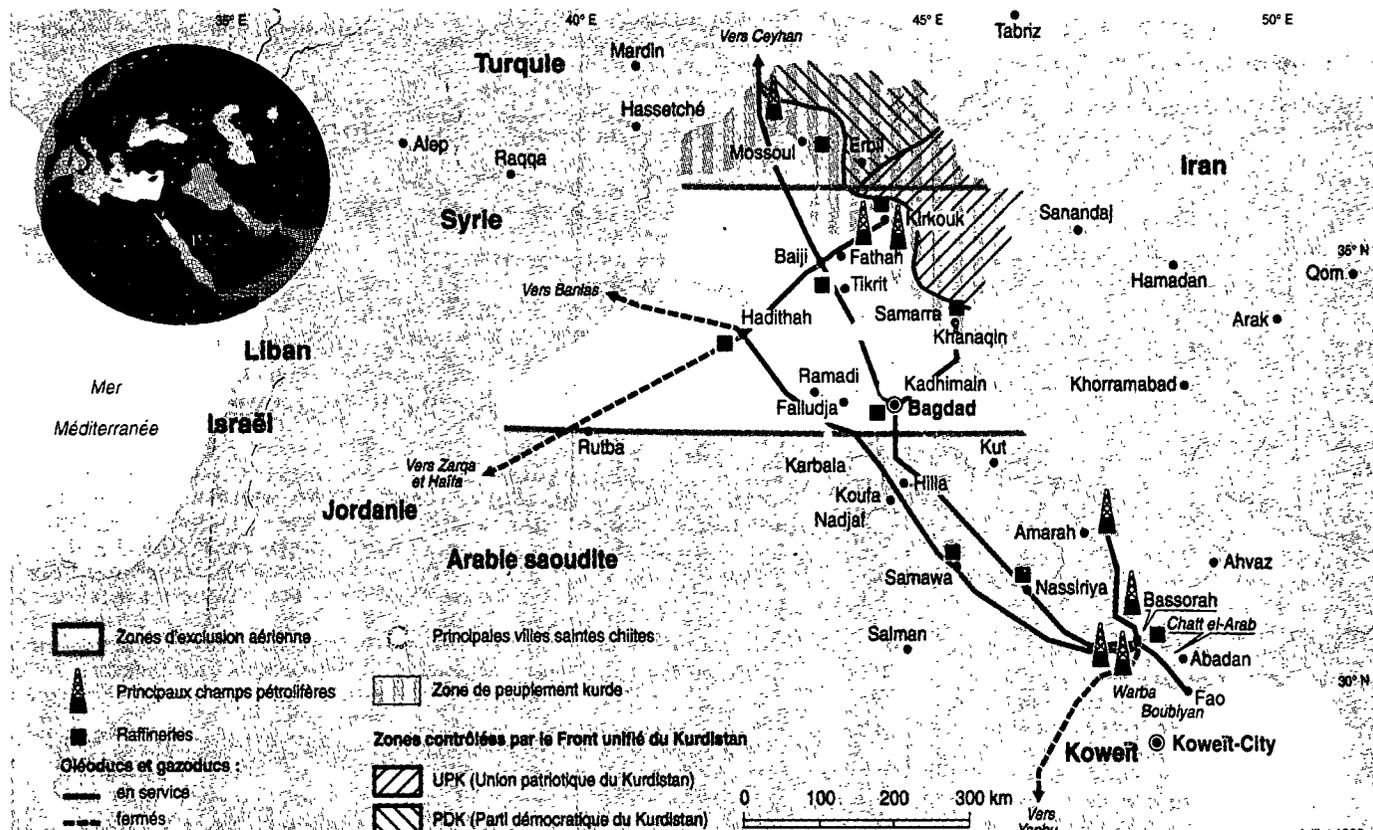
fois encore, violé la sainteté de notre espace aérien, venant d'Arabie saoudite et du Koweït. Ils ont effectué 32 sorties, 10 à partir de l'espace aérien du Koweït et 22 à partir de l'espace aérien saoudien. Le porte-parole de la défense aérienne a souligné que nos forces de missiles et de défense antiaérienne ont riposté aux formations hostiles et les ont forcées à fuir et à retourner à leurs bases, à 13 h 10. » D'une voix monocorde, le présentateur du journal télévisé dénonce, comme chaque soir, les bombardements américains et britanniques, lesquels n'ont pas cessé depuis le début de l'année, loin du fracas médiatique. Mais cette « guerre de faible intensité » n'est que l'un des aspects de la stratégie américaine contre le régime irakien.

C'est le 31 octobre 1998 que le président William Clinton a signé l'Iraq Liberation Act, adopté par le Congrès le 28 septembre 1998. L'objectif est désormais d'« écarter, du pouvoir le régime dirigé par Saddam Hussein et de promouvoir l'émergence d'un gouvernement démocratique ». La nomination d'un « coordinateur américain pour la transition en Irak », M. Frank Ricciardone ; la réconciliation – encore très fragile – entre le PDK et l'UPK, à Washington, en septembre 1998 ; la régénération du Congrès national irakien (CNI), censé regrouper les diverses oppositions, autant de signes qui montrent que la Maison Blanche est décidée à aller jusqu'au bout.

Même les forces d'opposition les plus réticentes à l'égard des ingérences américaines – le parti Daawa, le Parti communiste, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), etc. – reconnaissent une détermination

## Stratégie américaine

« LES agresseurs malfaisants ont, à 10 h 40 aujourd'hui, une



Sources : Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 1999 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (EIA).

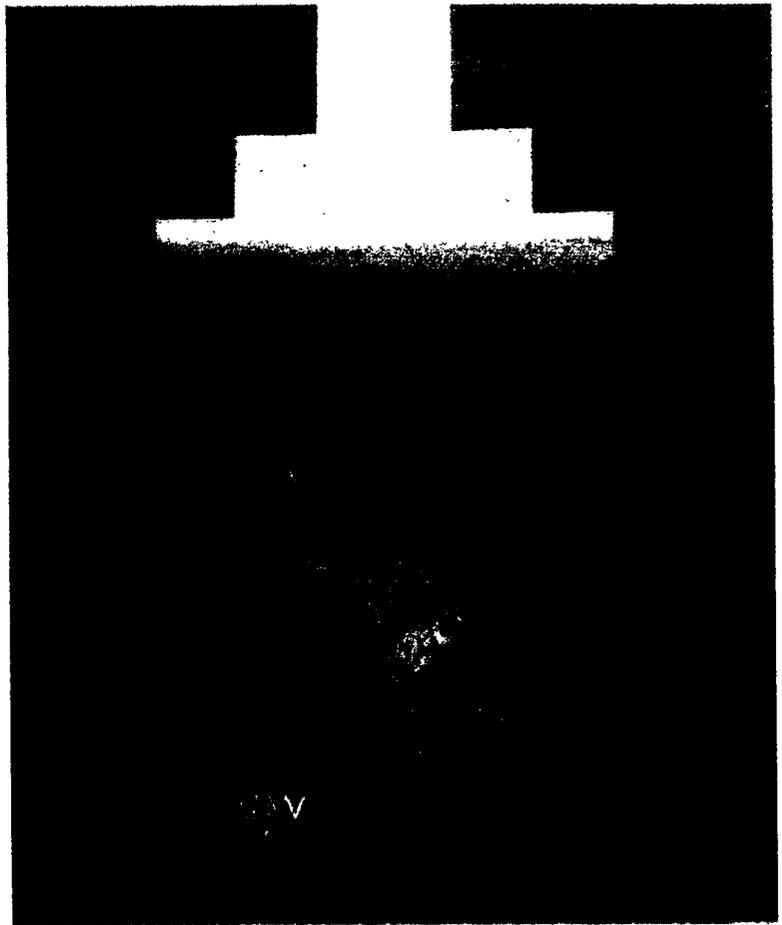
bonne direction », celle d'un dialogue entre le pouvoir et les chiïtes. Il faudrait également un accord avec les Kurdes qui vivent dans le nord du pays, sous leur propre administration. « *Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) naviguent entre deux eaux : un accord avec Bagdad qui entraînerait une rupture qu'ils ne souhaitent pas avec les Etats-Unis ; une guerre avec le régime, dont ils ne veulent pas non plus car son issue est incertaine et elle pourrait déboucher sur l'installation à Bagdad d'un pouvoir proaméricain et anti-kurde, comme en Turquie.* » Mais ces appels à un « compromis historique » entre le régime et son opposition ont d'autant moins de chances d'être entendus que le régime ne s'accommode d'aucune autonomie de la société civile et que les Etats-Unis semblent décidés à tout mettre en œuvre pour renverser le président Saddam Hussein.

inédite des Etats-Unis. Mais la gauche – notamment le PC, seule formation à regrouper Kurdes, chiïtes et sunnites – craint l'installation à Bagdad d'un régime autoritaire inféodé à Washington. Quant aux chiïtes, ils exigent un engagement militaire plus grand, et notamment l'instauration, dans le Sud, d'une « zone d'exclusion terrestre », où les Etats-Unis interdiraient non seulement le survol, mais aussi le mouvement de chars et de matériels lourds.

Mais la Maison Blanche et le Pentagone craignent de se laisser entraîner dans une guerre au sol. Ils affirment qu'il est « prématuré » d'armer l'opposition. « *Aucun dirigeant, aucune personne que j'ai rencontrée dans la région n'appuie l'idée d'armer l'opposition extérieure. Or, sans appui régional, on ne peut y arriver (7)* », a expliqué en mai 1999, à Londres, le général Anthony Zinni, commandant des forces américaines au Proche-Orient (Centcom).

L'enrôlement dans cette croisade des pays voisins, à commencer par l'Iran, qui abrite plusieurs dizaines de milliers d'opposants irakiens armés, inquiète évidemment Bagdad. Tentant de desserrer l'étau régional, le pouvoir baassiste a multiplié, depuis un peu plus d'un an, les gestes de bonne volonté à l'égard de Téhéran.

Francoophone formé à la Sorbonne, le docteur Mohamed Nouri Qays est le secrétaire général de Bayt Al Hikma la « maison de la sagesse », un centre de recherches en sciences sociales. Il se proclame « à moitié opposant » et souligne que, « *si la situation était normale, je serais le premier à réclamer la démocratie* ». Son institut vient de tenir une journée d'études sur les relations arabo-iraniennes. « *L'Iran est notre voisin, et notre histoire commune est pacifique. La guerre a été une exception.* » Il énumère tous les gestes de bonne volonté effectués par Bagdad ces derniers mois à l'égard de la République islamique : libération de tous les prisonniers de guerre iraniens ; visites d'importants responsables irakiens à Téhéran – notamment celle du vice-président Taha Yassine Ramadan, en



RAFA AL NASSIRI. – « Horizon 1 » (1998)

novembre 1998 – ; autorisation donnée aux pèlerins iraniens de visiter les lieux saints chiïtes irakiens, depuis août 1998, etc. Pour lui, Bagdad est prêt à signer un traité de paix avec l'Iran sur la base du traité d'Alger de 1975 (8). Et la présence des Moudjahidines du peuple en Irak ? Il balaie d'un revers de main la question : « *Une fois un accord politique passé, ce problème se règlera en vingt-quatre heures, comme en 1975.* »

Que l'Iran n'ait pas répondu à ces ouvertures – au contraire, les rapports entre les deux pays ont connu une nouvelle tension en juin 1999, avec la chute de missiles sur une base des Moudjahidines en Irak – l'étonne. Téhéran espèrerait-il la division de l'Irak ? Illusion dangereuse, réplique-t-il. Il ne semble pourtant pas comprendre que Téhéran ne fasse pas confiance au président Saddam Hussein, qui, en 1980, a déchiré le traité liant les deux pays et déclenché une guerre qui a fait des centaines de milliers de victimes. Et, surtout, pourquoi l'Iran mettrait-il en péril son rapprochement avec les monarchies arabes du Golfe et les Etats-Unis pour se porter au secours d'un régime tellement isolé ?

2) La résolution 986, dite « Pétrole contre nourriture », adoptée en 1995, a été finalement acceptée par l'Irak, à travers la signature, le 20 mai 1996, d'un mémorandum d'accord avec les Nations unies. Elle prévoyait que l'Irak pourrait exporter pour 2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois – ce montant sera porté à 5,2 milliards en février 1998. Ces sommes sont déposées sur un compte spécial des Nations unies et servent pour 53 % à payer des importations irakiennes – nourriture, médicaments et certains besoins civils –, 13 % pour les trois départements du Nord (Kurdistan) qui échappent au contrôle du gouvernement central, le reste étant utilisé pour les fonds de compensation aux victimes de la guerre avec le Koweït (30 %) et pour les frais divers afférents aux dépenses liées à l'embargo et au fonctionnement des Nations unies (dont ceux de l'Unscorn).

3) « Review and assessment of the implementation of the humanitarian program established pursuant to Security Council, résolution 986 (december 1996-november 1998) », Conseil de sécurité, Nations unies, New York, 28 avril 1999.

4) Le dernier recensement qui mentionne les confessions a été réalisé en 1947. On dénombrait alors 51,4 % de chiïtes, 19,7 % d'Arabes sunnites et 18,4 % de Kurdes sunnites, le restant se répartissant entre Kurdes chiïtes, Turcomans, chrétiens, juifs, etc.

5) Cité par Joyce N. Wiley, *The Islamic Movement of Iraqi Shi'as*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 1992, p. 54.

6) Les documents sur la campagne Anfal, qui causa la mort de 50 000 à 100 000 personnes, ont été « récupérés » par les Kurdes lors de l'insurrection du printemps 1991 et ont fait l'objet d'un accablant rapport de Human Rights Watch, publié par l'organisation et par Yale University Press, en 1994.

7) Cité par *Mideast Mirror*, Londres, 26 mai 1999.

8) Le 6 mars 1975, Téhéran et Bagdad signent à Alger un accord qui met un terme à leur différend sur le Chatt el-Arab. Le chah s'engage à cesser son aide à la rébellion kurde irakienne, qui s'effondre en quelques semaines.

1) En mai 1999, il fallait 2 000 dinars pour acheter 1 dollar.